

Etudes Marxistes

N°19 – 3^{ème} trimestre 1993

Actes du séminaire « Pour la défense du socialisme » 2 mai 1993

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

- I - Déclaration de Pyongyang, 15 avril 1992 (p.2)
- II - Le peuple coréen n'abandonnera jamais son régime socialiste (Kim Hyong U) (p.3)
- III - "Toute calomnie contre le socialisme est intolérable" (Entretiens du Maréchal Kim Jong Il) (p.9)
- IV - La RDA au sein de l'histoire de l'Allemagne (Karl-Eduard von Schnitzler) (p.18)
- V - Erreurs et succès de l'édification socialiste (Dr. Kurt Gossweiler) (p.35)
- VI - L'art, la science et la culture ne sont pas des marchandises (Marta Rafaël) (p.57)
- VII - Abolition des acquis sociaux et de l'égalité des droits pour les femmes (Regina Schwarze) (p.59)
- VIII - Pour l'unité du mouvement communiste international (Ludo Martens) (p.61)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Le 2 mai 1993 s'est déroulé à Bruxelles, sur initiative du Parti du Travail de Belgique, un séminaire international pour la défense du socialisme. Le séminaire a célébré le 1er anniversaire de la Déclaration de Pyongyang signée à ce jour par 167 partis communistes ou anti-impérialistes du monde entier.

La chute finale du socialisme en Union Soviétique et dans les pays de l'Est a amené les partis communistes à rediscuter les anciennes positions, à analyser les causes de la dégénérescence en Union Soviétique. De cette manière, il est possible de mieux comprendre les racines de la trahison des idéaux socialistes.

Aujourd'hui, les conditions sont mûres pour que cette réflexion se fasse dans un esprit d'ouverture. Les anciens clivages entre courants opposés, taxés jadis de "pro-chinois", de "pro-albanais" ou de "pro-soviétiques" sont dépassés. Cet esprit d'ouverture est celui de la Déclaration de Pyongyang et du séminaire. Nous publions dans ce numéro les principales interventions présentées ce 2 mai 1993.

La Rédaction

Défendons et faisons progresser l'oeuvre socialiste

Déclaration de Pyongyang

Les délégués des partis politiques de divers pays du monde, animés d'une conviction inébranlable de défendre et de faire progresser l'oeuvre socialiste, publient la présente déclaration.

L'époque actuelle est celle de l'indépendance, et l'oeuvre socialiste est une cause sacrée pour l'émancipation des masses populaires. Ces dernières années, le socialisme a échoué dans certains pays. A ce propos, les impérialistes et les réactionnaires prétendent que le socialisme a "cessé d'être". Ce n'est qu'un pur sophisme pour embellir le capitalisme et protéger l'ordre caduc.

L'échec du socialisme et la restauration du capitalisme dans certains pays causent un grand tort à l'oeuvre du socialisme, mais cela ne signifie point la négation de la supériorité du socialisme, ni de la nature réactionnaire du capitalisme. Le socialisme est un idéal dont l'humanité a rêvé depuis longtemps et une société qui promet à l'humanité un avenir digne. Le socialisme est également, par sa nature, une société qui appartient authentiquement au peuple, où les masses populaires sont les maîtres de tout et où tout est à leur service. La société capitaliste, caractérisée par l'omnipotence de l'argent, est une société inégale où les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent et où la minorité, la classe exploiteuse, se conduit en maître. Elle est donc inévitablement accompagnée de la privation des droits politiques, du chômage, de la misère, ainsi que de tous les maux sociaux qui atteignent à la dignité de l'homme.

Seul le socialisme permet d'éliminer toutes sortes de domination, d'asservissement et d'inégalité sociale et d'assurer efficacement aux peuples la liberté et l'égalité, la démocratie authentique et les droits de l'homme. Les masses populaires ont mené une dure lutte de longue haleine pour édifier la société socialiste et ont versé tant de sang sur cette voie. Le chemin menant au socialisme est un chemin inexploré et, par conséquent, il est inévitable de rencontrer de nombreuses difficultés et épreuves.

L'échec du socialisme dans certains pays tient au fait que ces pays ne l'ont pas édifié en conformité avec les exigences intrinsèques de cette société. Que la société socialiste, où les masses populaires sont les maîtres, progresse victorieusement, c'est la vérité et la réalité prouvées sur les plans théorique et pratique.

Les partis adhérents au socialisme et l'humanité progressiste en ont tiré une leçon précieuse. Pour défendre la cause socialiste et la faire progresser, il faut que chaque parti s'en tienne fermement à une position indépendante et développe ses propres forces. Le mouvement socialiste est un mouvement indépendant. Le socialisme s'amorce et s'édifie dans le cadre de chaque pays et de chaque nation, où le parti et le peuple sont les responsables de son développement. Chaque parti est invité à établir sa ligne et sa politique en fonction de la réalité de son pays et de l'aspiration de son peuple, pour les appliquer en s'appuyant sur les masses populaires.

Et il convient de ne pas abandonner les principes révolutionnaires, aussi complexe et aussi difficile que soit la situation, et lever haut la bannière du socialisme. L'oeuvre du socialisme est à la fois nationale et commune à toute l'humanité. Tous les partis sont appelés à resserrer les liens d'unité, de coopération et de solidarité en tant que camarades en se basant sur les principes de l'indépendance et de l'égalité.

L'union fait le socialisme et le socialisme fait l'unité.

Dans les circonstances où, au niveau international, les impérialistes et les renégats, en coalition, dirigent leurs flèches venimeuses contre le socialisme, les partis qui sont en train d'édifier le socialisme et ceux aspirant à cet idéal sont tenus de se soutenir et de s'entraider dans l'effort visant à défendre et à faire progresser le socialisme ainsi que dans la lutte contre la domination et l'asservissement capitalistes et dans la lutte pour la démocratie et le droit à l'existence. Ceci est un devoir international qui s'impose à tous les partis et à toutes les forces progressistes.

Nous marcherons en avant sous la bannière du socialisme en étroite union avec tous les partis politiques, organisations et peuples de par le monde. Que tous, inébranlables dans la confiance en l'oeuvre socialiste, luttent jusqu'au bout pour construire l'avenir de l'humanité. La victoire finale est à nous qui avançons dans l'union vers le socialisme.

La cause du socialisme est invincible.

Pyongyang, le 15 avril 1992

Le peuple coréen n'abandonnera jamais son régime socialiste

(Kim Hyong U ; Chef de la Délégation du Parti du Travail de Corée au Séminaire à l'occasion du 1er anniversaire de la Déclaration de Pyongyang)

Chers camarades, Chers amis,

Dans une situation internationale caractérisée par des bouleversements, la plus importante tâche qui incombe aux partis et aux peuples révolutionnaires, c'est de défendre et de faire avancer la cause du socialisme.

Cela implique d'expliquer toutes les raisons de l'échec du socialisme dans les pays de l'Europe de l'Est, et de la faillite de leurs partis au pouvoir qui ont conduit ces pays à revenir au système capitaliste, pour démontrer qu'il ne s'agit que d'un phénomène temporaire qui va à l'encontre du courant général de l'histoire de l'humanité. Cette analyse lucide a conduit des partis communistes et révolutionnaires de nombreux pays du monde à réagir face aux manoeuvres des impérialistes et des traîtres visant à étouffer définitivement le socialisme, en adoptant, il y a un an à Pyongyang, une déclaration historique affirmant leur volonté de défendre et de faire progresser l'oeuvre du socialisme.

Par sa justesse qui correspond aux aspirations des peuples et sa force d'attraction, cette Déclaration de Pyongyang n'a cessé de gagner en ampleur au plan international, puisque le nombre de partis signataires qui était, au départ, de 70, a atteint en moins d'un an, 170, sans parler des forces et personnalités progressistes qui l'ont appuyé. C'est un témoignage éloquent démontrant que malgré les difficultés momentanées, la cause du socialisme constitue toujours l'objectif majeur de lutte des partis révolutionnaires notamment des partis communistes et des partis du travail, et que cette cause répond à l'aspiration de toute l'humanité.

La Déclaration de Pyongyang revêt une grande importance dans le développement du mouvement socialiste et communiste dans le contexte actuel. Elle a été adoptée au moment où le mouvement communiste international traversait une profonde crise et où de nombreux communistes étaient désorientés, sans savoir clairement la direction à prendre pour poursuivre leur oeuvre émancipatrice.

Dans cette période, on a constaté plusieurs phénomènes, à savoir, le changement de nom de partis communistes, l'abandon de programme communiste et de référence au socialisme qui était l'objectif fondamental de lutte de ces partis et par répercussion, le changement de nom et de système de pays socialistes, etc... Cette période de brouillard de l'idéal socialiste a vécu un temps et elle est aujourd'hui en passe de s'éclaircir.

Dans de nombreux pays, des partis communistes et des partis du travail ainsi que d'autres partis révolutionnaires ont connu une renaissance et ont rejoint le mouvement communiste. Dans l'ancienne Union Soviétique et dans les pays de l'Est, nombreux sont les partis révolutionnaires qui, après leur renaissance, consolident leur position, en portant haut le drapeau de lutte pour la revitalisation du socialisme.

En effet, la Déclaration de Pyongyang donne aux peuples progressistes aspirant à l'indépendance dans le monde un encouragement révolutionnaire et une conviction sur la justesse du socialisme et une confiance en sa victoire. Elle constitue également un coup sévère aux impérialistes et aux réactionnaires qui affirmaient à cor et à cri la "fin" du socialisme.

Le peuple coréen, qui considère le socialisme comme vital et partie intégrante de sa vie, avance vigoureusement sur la voie du socialisme sans se laisser intimider par les attaques acharnées des impérialistes américains et des réactionnaires contre son régime socialiste et sa République au service des intérêts de son peuple.

Le socialisme instauré en Corée par le Parti du Travail de Corée est un socialisme original, en progrès continu, axé sur les masses populaires, et qui vise à incarner pleinement les exigences indépendantes de ces masses populaires. Le fondement du socialisme à la coréenne, c'est que les masses populaires sont les maîtres de tout et que tout est mis à leur service dans la société.

Tous les travailleurs participent sans limitation à l'exercice du pouvoir et à l'administration de l'Etat, et ils jouissent des droits politiques égaux en tant que maîtres du pouvoir populaire. Les travailleurs n'ont pas de souci en ce qui concerne leur vie quotidienne matérielle et culturelle.

Les besoins fondamentaux pour la vie de la population comme la nourriture, l'habillement, le logement ainsi que l'éducation et les soins médicaux sont satisfaits par le Parti et l'Etat qui en assument la responsabilité. Dans notre pays, il n'y a pas de chômeurs ni de mendiants qui errent dans la rue, et la misère qui est la règle des pays capitalistes est inconnue.

Tous les enfants d'âge scolaire fréquentent l'école en bénéficiant du système d'enseignement obligatoire et gratuit de 11 ans, et les étudiants reçoivent également des bourses de l'Etat pour leurs études supérieures. Toute la population bénéficie des soins médicaux totalement gratuits. Les terribles problèmes de société que connaissent tous les pays capitalistes tels que la délinquance, la drogue, et le sida, etc... n'existent pas chez nous.

Il n'y a pas de gens sans abris dans notre pays car le Parti et l'Etat ont une politique de logement systématique pour fournir gratuitement des habitations correctes à tous les citoyens sans exclusive, qu'ils soient ouvriers, paysans, intellectuels ou militaires. Notre pays est le premier pays du monde où a été abolie définitivement la fiscalité sous toutes ses formes. Franchement, est-ce que les masses populaires pourraient espérer une telle vie dans un quelconque pays capitaliste, soit-il le plus développé économiquement ?

Cela n'est possible que dans un pays socialiste dont la supériorité est incontestable par rapport au capitalisme, car toute sa politique est orientée pour répondre aux besoins du peuple. La supériorité du régime socialiste ne vient pas du fait de la quantité des marchandises visibles dans les vitrines des magasins, mais elle réside sur le fait que tous les gens mènent une vie correcte, indépendante et créatrice, en tant que véritables maîtres de la société.

Dans notre société socialiste, le peuple mène une vie heureuse sans se faire de soucis en ce qui concerne ses conditions de vie matérielle et culturelle, et surtout sa dignité et sa personnalité sont respectées sans distinction sur le plan social. Il peut y avoir des différences en ce qui concerne les attributions des tâches dans la société et dans des fonctions, mais les rapports entre les gens sont basés sur la camaraderie révolutionnaire et il n'existe aucune discrimination dans le respect de la dignité et de la personnalité de chaque individu.

Dans notre société, la valeur humaine est appréciée par les contributions utiles de chacun au service du peuple et non par le pouvoir et l'argent qui corrompent les individus dans le système capitaliste. Chez nous, les héros sont ceux qui ont accompli des exploits au service du peuple, et ce sont ceux que l'on respecte le plus sur le plan social.

Mener une vie heureuse et harmonieuse avec l'esprit de camaraderie, c'est là une des caractéristiques fondamentales de notre société socialiste qui se différencie de la vie dans un pays capitaliste.

La vie harmonieuse de notre peuple est basée sur les sentiments de camaraderie et de fidélité révolutionnaire entre le Leader et les membres de la société et entre tous les membres de la société. Elle résulte de l'affection que portent notre bien-aimé Leader le Camarade Kim Il Sung et notre cher dirigeant le Camarade Kim Jong Il, à l'égard de notre peuple.

Vivre en harmonie en s'entraînant, uni autour du Leader et du Parti, c'est la fierté de notre peuple et sa force pour faire progresser sa société socialiste. C'est une des raisons majeures pour lesquelles notre peuple considère le socialisme comme vital et partie intégrante de sa vie.

Les Idées du Djoutché sont l'idéologie directrice que notre parti a invariablement maintenu dans l'édification du socialisme à la coréenne axé sur les masses populaires. En un mot, les Idées du Djoutché sont l'idéologie qui préconise que les maîtres de la révolution et de la construction sont les masses populaires et que les forces motrices de la révolution et de la construction se trouvent en elles-mêmes.

Autrement dit, chacun est maître de son destin et la force de façonner celui-ci réside dans la capacité et la volonté de chacun. Dans toutes les activités de notre parti, les idées du Djoutché ont été matérialisées par la souveraineté dans la politique, l'indépendance dans l'économie et l'autodéfense dans la défense nationale. C'est ainsi que notre République s'est transformée en un pays socialiste moderne, jouissant d'une souveraineté politique, d'une économie nationale indépendante et d'une capacité puissante d'autodéfense.

A l'heure actuelle, la ligne générale de notre Parti dans la construction socialiste consiste à renforcer le pouvoir populaire en rehaussant ses fonctions et ses rôles, et à accomplir les 3 révolutions idéologique, technique et culturelle. Dans l'édification du socialisme et du communisme, nous considérons qu'il existe deux forteresses à conquérir ; l'une est idéologique et l'autre matérielle.

Il est vrai qu'aucune des deux n'est nullement à négliger, mais il est impératif d'accorder la priorité à la conquête de la forteresse idéologique, car elle détermine le comportement des individus dans la société socialiste. C'est bien pour conquérir ces deux forteresses que notre Parti est en train de promouvoir énergiquement les 3 révolutions idéologique, technique et culturelle.

Il faut comprendre que la société socialiste dans notre pays, a été construite dans des conditions particulièrement difficiles, car nous faisons directement face à l'impérialisme américain sur le plan militaire, sans parler de ses menées pour étouffer économiquement notre pays.

La réussite de notre socialisme est due au renforcement constant du parti et de son rôle dirigeant, grâce aux efforts particuliers du Camarade Kim Il Sung, Secrétaire Général de notre Parti et du Camarade Kim Jong Il, Commandant suprême de nos forces armées révolutionnaires. Notre dirigeant bien-aimé le Camarade Kim Jong Il nous a précisé que le rôle de la direction du Parti est vital dans l'accomplissement de l'oeuvre socialiste.

Force est de constater que les derniers événements dans le monde démontrent éloquemment que la clé de la réussite de la construction socialiste mais aussi la cause de sa défaite et de son échec sont liées directement à la construction du parti et à ses activités.

Notre Parti, pour sa part, a attaché, dès le lendemain de sa fondation, une grande importance sur son renforcement idéologique et organisationnel, et il n'a cessé de faire des efforts pour perfectionner sans cesse ces deux aspects de son travail.

Conformément à l'orientation du parti consistant à accorder la priorité à l'idéologie dans son renforcement, notre Parti a formé ses cadres avec les camarades fidèles au Parti et au Leader et éprouvés dans la pratique, et il a consacré, en même temps, de grands efforts dans le renforcement des cellules du parti, organisations de base vitales de notre parti.

Dans le renforcement du parti, une attention particulière a été accordée au renforcement de l'unité et de la cohésion basées sur la conscience idéologique. S'il existe plusieurs courants idéologiques dans un parti, son existence sera forcément mise en cause, sans parler de son unité et de sa cohésion, qui ne pourront être réalisées.

Un autre élément important pour l'unité du parti, c'est sa continuité.

Consolider et développer sans discontinuer l'unité du parti présupposent une cohésion parfaite de volonté et d'action de tout le parti autour de son Comité Central et sur la base de son idéologie, en défendant sa pureté.

Il s'agit d'une question primordiale pour le devenir du parti et de la révolution et d'une tâche stratégique à accomplir tout au long de la construction du parti. En ce qui concerne notre Parti, la question de continuité dans l'unité du Parti est résolue parfaitement. Actuellement, notre parti est devenu une solide entité socio-politique basée sur l'unité idéologique et morale autour de ses dirigeants, et elle ne cesse de se consolider au fil des jours.

C'est grâce à cette continuité de son unité que notre parti marche en avant pour la victoire du socialisme sous le drapeau des idées du Djoutché, et ce sans aucune hésitation même dans des circonstances complexes, car il n'y a pas d'autre alternative: ou bien le socialisme ou bien le capitalisme.

Edifier le Parti en un parti de masse du peuple travailleur est la ligne fondamentale de l'édification du parti de la classe ouvrière. Dans le passé, le parti a été considéré comme une organisation politique représentant et défendant les intérêts d'une classe déterminée, comme arme pour la lutte de classe.

Bien que le parti soit le détachement d'avant-garde d'une classe déterminée et qu'il lutte pour réaliser les exigences et la volonté de celles-ci, il ne faut pas l'édifier pour cette seule classe. S'il en va ainsi, il ne pourra remplir sa mission en tant que parti révolutionnaire, ni jouir du soutien des larges masses populaires.

Les changements intervenus dans la composition sociale et de classe exigent que le parti soit un parti de masse représentant les intérêts de tout le peuple et englobant les éléments d'avant-garde de toutes les classes et couches laborieuses.

Au lendemain de la libération, notre parti a considéré comme forces motrices de la révolution non seulement les ouvriers et les paysans mais aussi les travailleurs intellectuels, il s'est donc développé en un parti de masse englobant tous les éléments d'avant-garde des ouvriers, des paysans et des travailleurs intellectuels.

Lors de sa fondation avec le nom du parti communiste en octobre 1945, notre parti comptait à peine 10.000 militants, et quelques mois après sa transformation en parti du travail en 1946, ce nombre a été porté à plus de 400.000. Il compte aujourd'hui plus de 4.000.000 de militants.

Notre parti a su surmonter les deux écueils d'un parti révolutionnaire et de masse, à savoir affaiblir le caractère révolutionnaire et de classe ouvrière sous prétexte de se transformer en parti de masse ou ne pas accroître les rangs du parti sous prétexte de défendre son caractère révolutionnaire.

Consolider en permanence les liens de sang entre le parti et les masses est une question cruciale dont dépend la survie du parti et donc sa capacité à diriger la révolution. Le parti ne peut exister à l'écart des masses, comme le poisson meurt en dehors de l'eau. Cela s'avère particulièrement important dans le contexte actuel complexe.

Si on néglige le travail à l'égard des masses à l'heure actuelle ou le socialisme fait face à un grave défi, il en résulterait qu'elles se décourageraient et hésiteraient devant les difficultés temporaires de l'action révolutionnaire. A chaque étape et à chaque période de la révolution et de la construction, notre parti a approfondi sans cesse le travail à l'égard des masses en fonction du changement intervenu dans leur mentalité, il est devenu ainsi un puissant parti révolutionnaire profondément enraciné parmi les larges masses et jouissant de leur confiance et de leur soutien.

Le mot d'ordre "Au service du peuple" avancé par le Camarade dirigeant bien-aimé est à la fois le point de départ et l'objectif du travail et des activités de notre parti. Ce mot d'ordre incarne la ferme volonté de notre parti de parachever la révolution en liaison étroite avec les masses populaires tout en prenant en charge le destin du peuple. C'est sur la base de ce mot d'ordre que le parti est au service du peuple et que ce dernier lui fait confiance.

Aujourd'hui, en portant haut le mot d'ordre "Que le parti décide, et nous l'exécuterons", notre peuple témoigne de son entière confiance au parti et surmonte avec courage toutes les difficultés, enregistrant ainsi de nouveaux succès dans la construction socialiste.

Assurer l'unicité de pensée et de direction et sur cette base s'en tenir au principe du centralisme démocratique constitue un principe fondamental en matière d'édification du parti. Certains partis ont laissé se développer les courants idéologiques au sein du parti, entraînant ainsi l'indiscipline, le désordre et la naissance des fractions, ce qui a conduit à la division et même à la disparition du parti.

Notre parti a assuré la démocratie en son sein sur la base de l'unicité de pensée et de direction, ce qui lui a permis s'unir fermement sur la base d'une seule idéologie et d'une seule volonté pour promouvoir énergiquement la révolution et la construction socialiste. Afin de renforcer le parti et de rehausser son rôle dirigeant, il est important d'améliorer la méthode et le style de son travail.

Même si le parti a établi une ligne et une politique justes et pertinentes, il est difficile de mobiliser les masses à leur mise en oeuvre et de donner libre cours à leur enthousiasme révolutionnaire et à leur créativité, si la méthode et le style de travail des cadres du parti ne sont pas corrects.

L'esprit de Tcheungsanri et la méthode de Tcheungsanri créés par notre respecté Leader sont la méthode de travail révolutionnaire qui a adapté et développé la ligne de masses traditionnelle de notre parti en fonction de la réalité actuelle de la construction socialiste dans notre pays. Ils consistent à ce que le supérieur aide l'inférieur, à être en permanence sur le terrain pour en connaître profondément la réalité afin de trouver la solution correcte du problème et à faire précéder toute tâche par un travail politique à l'égard de l'homme, afin de libérer pleinement l'enthousiasme révolutionnaire et la créativité des masses populaires.

Le soutien et la confiance dont jouit notre parti de la part de larges masses et le succès qu'il enregistre dans la construction socialiste sont dus au renforcement du parti et de son rôle dirigeant en fonction des exigences de l'édification socialiste, grâce à la direction et aux efforts de notre dirigeant bien-aimé le Camarade Kim Jong Il.

A l'heure actuelle, les impérialistes et les réactionnaires s'efforcent par tous les moyens d'étouffer l'oeuvre du socialisme. En prenant la RPDC comme cible principale d'attaque, ils se livrent à des manoeuvres visant à anéantir le régime socialiste de notre République en utilisant tous les moyens : pression politique, blocus économique et menace militaire.

Les Etats-Unis s'engagent actuellement dans la voie d'une nouvelle aventure militaire comme l'ont montré la reprise des manoeuvres militaires conjointes "Team Spirit", exercices de guerre nucléaire contre notre pays et l'adoption de la "résolution" visant à soumettre la question nucléaire coréenne au Conseil de Sécurité de l'ONU, en utilisant certains fonctionnaires de l'AIEA pour mener cette entreprise arbitraire.

Si les Etats-Unis et les réactionnaires impérialistes prennent une "mesure de force" contre notre République, il en résulterait des conséquences graves comme un conflit armé dans la péninsule coréenne, avec des aspects imprévisibles pour la stabilité mondiale. Le peuple coréen qui considère vitale son indépendance ne se laissera jamais intimider devant la menace ou la "sanction". Il n'abandonnera jamais son régime socialiste.

Nous déjouerons toutes les manoeuvres visant à étouffer notre socialisme, grâce à la force unie du Leader, du parti et des masses, nous défendrons jusqu'au bout la cause du socialisme et finirons par réaliser la réunification pacifique de la patrie en mettant fin à cette division tragique qui dure depuis presque un demi-siècle.

La 5ème session de la 9ème Assemblée Populaire Suprême de notre République tenue le 6 avril dernier a adopté le "Programme en 10 points de la grande union nationale pour la réunification de la patrie", élaboré personnellement par notre grand Leader le Camarade Kim Il Sung.

Il s'agit d'un programme de salut national qui précise les moyens pour surmonter par les forces indépendantes de la nation les obstacles dressés devant notre nation, en vue de réaliser la paix et la réunification du pays. Ce programme définit la fondation d'un Etat unifié, indépendant, pacifique et neutre en tant qu'objet global de la grande union nationale, l'amour pour la nation et l'esprit d'indépendance nationale comme la base des idéaux de la grande union nationale, et l'assurance de la coexistence, de la coprosperité, des intérêts communs et de la subordination de tout à la cause de la réunification de la patrie comme le fondement de la grande union nationale.

Ce programme de grande union nationale fait actuellement l'objet de soutien actif à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Cela renforce notre conviction que notre peuple finira par réaliser son oeuvre historique de réunification de la patrie sous la bannière du programme en 10 points avancé par le

Président Kim Il Sung. En cette occasion, je tiens à vous exprimer, au nom de notre parti et de notre peuple, nos sincères remerciements pour votre attention profonde et votre soutien en faveur de la cause de notre peuple pour le socialisme et la réunification nationale dans l'indépendance et la paix. L'oeuvre indépendante des masses populaires est à la fois nationale et internationale. La lutte nationale pour l'indépendance est liée à celle pour l'indépendance du monde entier.

Conformément à l'esprit de la déclaration historique de Pyongyang, notre parti renforcera davantage ses liens d'amitié et de solidarité internationalistes avec les partis révolutionnaires dans le monde pour le triomphe de l'oeuvre du socialisme, oeuvre d'indépendance des masses populaires, et il accomplira ses missions et ses responsabilités devant la révolution coréenne et à l'égard des peuples du monde.

"Toute calomnie contre le socialisme est intolérable "

(Entretiens du Maréchal Kim Jong Il)

Ces entretiens furent publiés le 1er mars 1993 dans la revue "Killoja" organe du Comité Central du Parti du Travail de Corée.

Au moment où les impérialistes et les autres forces réactionnaires intensifient plus que jamais leurs manoeuvres malintentionnées contre le socialisme, on voit se répandre un grand nombre de raisonnements sophistiqués diffamant ce régime. Les ennemis du socialisme critiquent celui-ci en l'étiquetant comme 'totalitarisme', ou en le comparant à la 'caserne', ou encore en l'accusant d'être fondé sur le 'système de commandement administratif. Et, ils affirment faussement que c'est justement en cela que réside la cause de l'échec du socialisme.

De par leur nature ces diffamations ne diffèrent en rien de la propagande antisocialiste pernicieuse à laquelle les impérialistes se sont livrés obstinément dès le moment où le socialisme est apparu sur le globe. Ces derniers ont prétendu que le socialisme représentait une société inhumaine, dépourvue de liberté et de démocratie. Le 'totalitarisme', la 'caserne' ou le 'système de commandement administratif ne sont rien d'autre qu'une nouvelle version de cette propagande antisocialiste des impérialistes.

Jadis, l'idéal de la démocratie qui, s'opposant au système féodal, se réclamait de la liberté, et de l'égalité et des droits de l'homme fut transformé par la classe des capitalistes en démocratie bourgeoise qui préconisait et défendait l'exploitation et l'oppression du capital. Les impérialistes ont fait l'impossible pour farder cette démocratie bourgeoise sous le couvert d'une 'démocratie libérale', mais ils n'ont pourtant pas pu cacher la fausseté de la nature réactionnaire de cette 'démocratie', ni empêcher l'aspiration et l'attachement à ce socialisme qui garantit une liberté et une démocratie authentiques aux masses populaires, et s'ancrer dans le coeur de celles-ci. Or, ces derniers temps, ces raisonnements faux, inspirés par la propagande antisocialiste perverse des impérialistes, ont provoqué une confusion idéologique chez les peuples de plusieurs pays socialistes. Nos ennemis de classe ont jeté de l'huile sur le feu pour induire en erreur les peuples, ce qui, finalement, a entraîné l'effondrement du socialisme.

La chute du socialisme dans plusieurs pays a résulté de l'entente criminelle entre les impérialistes et les forces contre-révolutionnaires de ces pays-là et c'est aussi la conséquence de la pénétration idéologique et culturelle de l'impérialisme ainsi que de l'action des idées opportunistes de droite qui gangrènent les esprits. Toutefois, un rôle décisif a été joué par des menées contre-révolutionnaires des renégats du socialisme qui étaient apparus des ces pays. En vue de supprimer le socialisme, depuis longtemps, les impérialistes se sont livrés à des actes d'agression, à des pressions, à des blocus et à des supercheries ; ainsi qu'à toutes sortes d'activités subversives, comme des laquais, de ceux, dans les milieux dirigeants du mouvement communiste et ouvrier, qui avaient renoncé à la révolution ou qui l'avaient trahie.

L'histoire du mouvement communiste international démontre que toute confusion idéologique et toutes péripéties qui se sont produites dans ce mouvement étaient dues à l'apparition, dans ses milieux dirigeants, de renégats de la révolution. En tenant compte des conditions historiques caractérisées par la transformation du socialisme en une grande force matérielle, les impérialistes ont attaché plus d'importance encore à la stratégie de division intérieure et employé des moyens plus perfides pour la mettre en application. C'est conformément à cette stratégie que les critiques formulées contre le socialisme sont devenues plus acerbes que jamais, et l'on a vu apparaître ces raisonnements diffamatoires que je viens de mentionner plus haut.

Que ces dirigeants soient liés à cette stratégie antisocialiste a été prouvé par le fait que tous les actes criminels commis pour démolir le socialisme en se prévalant de ces allégations diffamatoires, l'ont été sous les auspices des impérialistes qui ont tenu les ficelles. A l'heure actuelle, les renégats s'activent plus que jamais pour dénigrer le socialisme. Cela fait partie de leurs efforts désespérés pour empêcher le socialisme de ressusciter. Même aujourd'hui, alors que le socialisme a fait place au capitalisme dans plusieurs pays, ils continuent d'invoquer les mêmes arguments pour attaquer le socialisme, ce qui dévoile entièrement leur visage hideux en tant que laquais des impérialistes.

Les raisonnements invoqués pour critiquer le socialisme ne sont que pur sophisme

Originellement, le totalitarisme fut le concept politique des dictateurs fascistes. Les dictateurs notoires comme Hitler et Mussolini l'utilisèrent comme arme idéologique pour justifier leur dictature fasciste. En lançant le slogan trompeur du 'national-socialisme' et en prétendant qu'il ne fallait admettre aucun mouvement ouvrier ni aucune lutte de classe pour défendre les intérêts de la totalité de la nation ou de la totalité de l'Etat, ils dénièrent aux masses populaires même les libertés et les droits démocratiques les plus élémentaires et pratiquèrent une politique despotique inouïe par sa barbarie. La nature réactionnaire du totalitarisme s'exprime par le fait que, sous prétexte que les particuliers sont appelés à obéir à la totalité, il sacrifie les intérêts des masses laborieuses pour satisfaire la cupidité de la classe dirigeante réactionnaire.

Quant à cette totalité dont il est question ici, elle ne représente pas les masses populaires, mais, au contraire, les milieux privilégiés minoritaires, tels que les capitalistes monopoleurs, les gros propriétaires fonciers, les bureaucrates réactionnaires et les clans militaires. Prétendre que le régime socialiste dans lequel les masses populaires sont maîtres de tout, est un 'régime totalitaire', n'est qu'un sophisme, car cela revient à abaisser les idées les plus progressistes, celles qui reflètent les intérêts de celles-ci, au niveau des idées réactionnaires des milieux dirigeants fascistes.

Il est également faux et absurde de taxer le socialisme de 'caserne'. Le mode de vie social est déterminé par l'idéologie et diffère d'un régime social à un autre. Le socialisme représente l'idéologie la plus avancée qui soit, conforme aux aspirations intrinsèques de l'homme, tandis que le régime socialiste est l'ordre social le plus avancé, car il assure pleinement aux masses populaires une vie indépendante et créatrice. Ce n'est pas le régime socialiste mais le régime capitaliste qui opprime l'indépendance et la créativité des masses populaires. Dans la société capitaliste les masses laborieuses ne sont qu'esclaves du capital et elles ne peuvent en aucune façon jouir d'une vie méritoire, indépendante et créatrice. Tenter de discréditer le socialisme en l'étiquetant de 'caserne' revient en fin de compte à vouloir inverser les choses du monde et à présenter le noir à la place du blanc.

Il est tout aussi faux et absurde d'accuser le socialisme d'être un 'système de commandement administratif'. Quant à la méthode de commandement administratif, elle est périmée en tant que méthode de domination propre à la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, employée pour imposer par des moyens coercitifs la volonté d'une classe privilégiée. Dans la société capitaliste, la vie économique s'enchaîne de manière spontanée en vertu de la loi d'économie de marché, et l'Etat et la société ne peuvent être gérés que par une méthode de commandement administratif. Là, les masses populaires ne sont rien d'autre que l'objet de la gestion et elles sont contraintes de se conformer aux commandements et aux autorités administratives. Or, dans la société

socialiste, les masses populaires sont les maîtres de l'Etat et de la société et elles occupent une position digne de maîtres et assument le rôle qui leur revient en matière de gestion. Les caractéristiques fondamentales de la gestion de l'Etat et de la société par les masses populaires consistent justement dans le fait qu'un travail politique précède toute entreprise, que les insistances supérieures aident les instances inférieures et que tout le monde coopère étroitement en tant que camarades.

Voilà qui est foncièrement différent du mode de gestion bureaucratique en cours dans la vieille société, consistant à tout imposer à la base au moyen de commandements administratifs. Si le recours à cette méthode administrative a été quand même constaté dans la pratique de l'édification du socialisme, il faut le comprendre comme étant le legs de l'ancienne société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme et non pas comme un phénomène inhérent à la société socialiste. Les renégats du socialisme ont attaqué fiévreusement le centralisme démocratique en y dirigeant le fer de lance de leur attaque sous prétexte de combattre le 'système de commandement administratif'. Or, le centralisme démocratique est un principe important à respecter dans les activités de l'Etat socialiste dans lesquelles la démocratie et le centralisme s'associent organiquement, ce qui constitue un trait représentatif de ses activités. Ceux qui sous le mot d'ordre de 'démocratie', ont rejeté le centralisme et provoqué l'anarchie, optent ouvertement, maintenant qu'ils ont détruit le socialisme dans leur pays, pour la dictature bourgeoise.

Si toutes ces tentatives de détraction du socialisme, aussi saugrenues et aussi absurdes, ont néanmoins pu troubler les esprits, cela s'explique principalement par le fait que les masses populaires n'ont pas été acquises aux idées socialistes. Il n'est pas facile, c'est vrai, de percer la nature réactionnaire de ces attaques, dès le début, car elles ont été entreprises de manière astucieuse, sous le couvert du socialisme. Or, les gens ne se seraient pas laissés aller aussi facilement à ces fatras de sophisme si on avait développé et perfectionné les théories socialistes pour en faire un critère immuable et si on en avait imprégné les masses populaires. Pour défendre et parachever la cause du socialisme, il faut développer et perfectionner sans cesse les idées socialistes et en imprégner les masses populaires de sorte qu'elles gardent une foi inébranlable dans le socialisme. Or, cette foi provient de la conviction que l'on a de la justesse de l'oeuvre du socialisme.

Le camarade Kim Il Sung a créé les idées du Juché et, sur cette base, développé et perfectionné sous un jour nouveau les idées socialistes. Les idées socialistes définies par les idées du Juché affirment que le socialisme représente l'ordre social le plus avancé qui soit, car les masses populaires y sont maîtres de tout, que tout y est mis à leur service et que la société ne cesse de se développer grâce à la force unie de celles-ci. La justesse de la cause du socialisme réside justement dans le fait qu'elle érige les masses populaires en maîtres de l'Etat et de la société et qu'elle leur assure à souhait une vie indépendante et créatrice. Si notre peuple avance dans la voie du socialisme sans broncher le moins du monde, au mépris de la tempête antisocialiste violente, c'est qu'il a une foi inébranlable en la validité de la cause du socialisme du Juché.

Si dans tous les pays on s'était efforcé de développer et de perfectionner les idées socialistes conformément aux exigences de l'époque contemporaine et du développement de la révolution et si on avait imprégné les masses populaires de sorte que, acquises à ces idées elles en fassent leur credo, on n'aurait pas assisté au drame de l'échec de socialisme: se nourrissant d'illusions sur la société capitaliste, sans s'apercevoir de sa nature réactionnaire et corrompue, elles se sont laissées aller idéologiquement, pour finir par ruiner le socialisme.

Comme l'expérience le montre, pour défendre et promouvoir la cause du socialisme, il faut perfectionner les idées socialistes et en imprégner les masses populaires au point qu'elles y soient acquises totalement.

Pour défendre et développer constamment l'oeuvre socialiste, il faut amener les gens non seulement à garder une foi inébranlable dans le socialisme, mais encore à considérer comme leur devoir moral de le défendre. Dans la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la politique de la classe

dominante et la morale des classes laborieuses sont en opposition. Mais dans la société socialiste où les masses populaires sont maîtres de l'Etat et de la société, la politique et la morale sont en parfait accord. L'implantation, dans tous les domaines, de la morale socialiste garantit l'union étroite des masses populaires sur le plan politique et moral.

En effet, ce n'est que lorsque la morale socialiste fondée sur la camaraderie et le sentiment d'obligation révolutionnaires s'implantent dans l'usage, que le socialisme pourra s'enraciner. Alors seulement, les masses populaires pourront édifier avec succès le socialisme en remplissant leur devoir et leur rôle en tant que maîtres de la société, défendre fermement la cause du socialisme et la parachever fructueusement en surmontant toutes les épreuves. Si l'on rencontre des renégats de la révolution sur le chemin de l'édification du socialisme, c'est parce qu'ils ne sont pas acquis au socialisme au point d'y puiser leur foi et de le considérer comme une obligation morale. La cause du socialisme est celle du peuple. La trahir revient à trahir le peuple, ce qui est synonyme de commettre un acte de la pire immoralité.

Ceux qui trahissent la confiance qu'ont témoigné à leur égard les membres du Parti et le peuple et grâce à laquelle ils sont parvenus à occuper des postes importants dans la direction du parti et de l'Etat, commettent un acte des plus vils et des plus abjects. Si quelqu'un abandonne son poste, se sachant incapable, ou quitte individuellement le parti pour telle ou telle raison majeure, on pourrait dire qu'ils se conduisent d'une manière un tant soit peu honnête.

Si ceux qui naguère, répétaient comme des perroquets des propos sur la fidélité au socialisme ont dégénéré d'un coup en renégats de cette cause, c'est en fin de compte parce qu'ils n'avaient pas cette foi totale en lui ni n'en avaient pris une conscience morale. Cela veut dire que la transformation idéologique tendant à inculquer la foi en cette conscience morale à tous les membres de la société est la tâche fondamentale et prioritaire pour défendre et accomplir jusqu'au bout l'oeuvre du socialisme.

La transformation idéologique doit être liée à la pratique de l'édification du socialisme. L'objectif majeur proposé en imprégnant les masses populaires des idées socialistes est de bâtir avec succès le socialisme, régime qui assure une vie toujours plus souveraine et plus créatrice, en faisant appel à la force des masses ayant une conscience révolutionnaire. Sans la pratique de l'édification socialiste, elles ne peuvent pas être imprégnées de façon satisfaisante des idées socialistes. On n'a un besoin vital du socialisme que si celui-ci est édifié correctement de sorte que l'on éprouve sa valeur dans la vie réelle.

Le parti et l'Etat de la classe ouvrière doivent s'attacher à réussir l'édification du socialisme pour que celui-ci manifeste toute sa valeur

L'aspect essentiel de cette valeur est que les masses populaires sont maîtres de tout.

Pour être maîtres de tout, les masses populaires doivent d'abord l'être dans le domaine politique. C'est seulement ainsi qu'elles peuvent l'être dans l'ensemble de la vie sociale. La politique socialiste est une politique populaire, les masses en étant les maîtres. Dans une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la politique sert par essence à assurer la domination d'une classe exploiteuse tandis que les masses laborieuses ne font que subir. Dans la société capitaliste la vie des masses laborieuses se fait d'une façon spontanée, chacun n'agissant que pour sa propre existence. Mais dans la société socialiste, les masses populaires étant les maîtres de la politique, organisent et conduisent de façon unifiée tous les secteurs de la vie sociale.

Toute politique est pratiquée par une organisation politique. Dans la société socialiste, pour exercer leurs droits de maîtres de l'Etat et de la société et s'acquitter de leurs responsabilités en tant que telles, les masses populaires doivent avoir une organisation représentant leur volonté et leurs intérêts. Le parti et l'Etat de la classe ouvrière y représentent la volonté et les intérêts des masses populaires. Le Parti de la classe ouvrière y est l'organisation politique suprême, tandis que le pouvoir d'Etat y est et

L'organisation politique la plus globale. Le parti et le pouvoir d'Etat de la classe ouvrière y assurent aux masses populaires la position et le rôle de maîtres de l'Etat et de la société.

L'organisation politique de la société socialiste doit agir selon un mode politique qui convienne à sa nature de représentante de la volonté et des intérêts des masses populaires. La création d'un mode politique conforme à la nature de la société socialiste est la condition essentielle d'une politique populaire. Le parti de la classe ouvrière et le pouvoir socialiste ont beau exister, les masses populaires ne sont pas à même d'exercer leurs droits et de remplir leurs devoirs en tant que maîtres authentiques de la politique s'ils n'établissent pas un mode politique nouveau et socialiste.

Le socialisme est un chemin inexploré; créer un mode politique qui lui soit propre est une chose très difficile et compliquée. Cependant, bien des gens, se cramponnant à la théorie conventionnelle selon laquelle la politique est déterminée par le système économique, croyaient qu'il serait facile de gérer l'Etat et la société dès qu'on aurait instauré le régime socialiste. De ce fait on n'a pu déterminer de façon judicieuse le mode politique adapté à la nature de la société socialiste, et le mode politique employé dans la société caduque a ressuscité en de nombreux points.

Si des séquelles du mode politique datant de la vieille société n'ont pas été éliminées de la société socialiste, cela tient également à la connaissance incorrecte que l'on avait de l'essence des organisations politiques socialistes, distinctes de l'ancienne société. Dans le passé on a considéré en général qu'un parti était la troupe organisée d'une classe déterminée pour défendre ses intérêts, à savoir une arme de la lutte des classes, et que le pouvoir d'Etat servait à la classe dirigeante d'organisme autoritaire destiné à établir sa domination politique sur la société. Il en résulte qu'on a veillé principalement dans l'édification des activités du parti et du pouvoir d'Etat, à accroître leurs fonctions et leur rôle respectivement d'arme de la lutte des classes et d'instrument exerçant l'autorité. L'essence du parti de la classe ouvrière et du pouvoir socialiste réside d'abord en ce qu'ils sont au service du peuple. Ce n'est qu'en adoptant fermement un tel point de vue qu'ils peuvent conformer leur action dans la lutte des classes et leur exercice de l'autorité politique aux exigences souveraines des masses populaires. Etre au service du peuple, voilà où résident la nature et la valeur du parti et du pouvoir d'Etat de la classe ouvrière qui diffèrent foncièrement de ceux de la classe exploiteuse. Le moindre privilège est intolérable dans leur activité de serviteurs du peuple. De par sa nature, le socialisme exclut tout privilège. L'abus de l'autorité et la bureaucratie dans la pratique socialiste du passé tiennent à ce que le parti et le pouvoir d'Etat n'ont pas été édifiés en fonction de leur mission de serviteurs du peuple.

L'abus d'autorité et la bureaucratie sont le produit d'idées contraires au socialisme et l'expression de méthodes antisocialistes. Ils peuvent être éliminés de la société socialiste si l'on suit strictement la ligne adoptée en faveur des masses sous la juste direction du parti de la classe ouvrière pour amener les masses populaires à prendre leur position et à s'acquitter de leur rôle en tant que maîtres de l'Etat et de la société. Pour extirper l'abus d'autorité et la bureaucratie de la société socialiste, il faut que tous les cadres soient disposés à servir fidèlement le peuple. Le mot d'ordre "Au service du Peuple" lancé par notre parti reflète explicitement l'attitude et la position qu'ont adopté des cadres à l'égard du peuple ainsi que la manière dont ils doivent travailler pour son bien. Notre expérience montre que l'abus d'autorité et la bureaucratie, legs de la vieille société, peuvent être éliminés parfaitement si l'on procède avec énergie envers les cadres à l'éducation idéologique et au combat idéologique visant à améliorer les méthodes et leur style de travail.

Sans cette éducation et ce combat idéologiques, l'abus d'autorité et la bureaucratie, loin de disparaître, sont encouragés. Une fois favorisés, dans la société socialiste, ils éloignent les masses populaires du parti et de l'Etat, ce dont tirent profit les ennemis du socialisme. Les réalités des pays où le socialisme s'est effondré sont là pour le prouver. Dans tous ces pays le peuple a réclamé le socialisme sans abus d'autorité ni bureaucratie et non pas le capitalisme. Cependant dans certains pays, l'affaiblissement de la confiance du peuple ont été l'occasion de se livrer à des actes de trahison; on a lancé des critiques absurdes contre le socialisme en le qualifiant de 'totalitarisme', et on a débité des propos mielleux sur

l'instauration d'un 'socialisme humanitaire et démocratique', pour induire en erreur le peuple et le dresser contre le parti au pouvoir et le gouvernement du socialisme. Le démantèlement du socialisme a apporté au peuple, non pas le 'socialisme humanitaire et démocratique', mais le capitalisme avec tous ses maux: l'exploitation, l'oppression, l'inégalité sociale, toutes sortes de crimes et de fléaux sociaux. Dans les pays où s'est effondré le socialisme, et où le capitalisme a été restauré, l'abus d'autorité et la bureaucratie, loin de disparaître, ont été réglementés, légalisés, généralisés.

La valeur essentielle du socialisme réside en ce qu'il destine tout au service des masses populaires

Tout est au service des masses populaires, c'est dire que toutes les activités de ce parti et de l'Etat ont pour but d'assurer aux masses populaires les libertés et les droits authentiques, et une vie aisée et moderne. Les ennemis du socialisme diffament haineusement, en la qualifiant de 'vie de caserne', la vie souveraine et créatrice que le parti et l'Etat assurent sous leur responsabilité aux masses populaires.

Le socialisme garantit une vie aisée et hautement civilisée aux masses populaires. L'aspiration de toujours des masses populaires à une vie exempte de tout souci et de toute inquiétude n'est réalisable que dans la société socialiste où le parti et l'Etat répondent des conditions de vie du peuple. C'est impensable dans une société capitaliste.

Même ceux qui ont un certain niveau de vie sont en proie à une inquiétude constante, risquant à tout moment de tomber dans l'abîme de la faillite, du chômage et de la misère, telle est la société capitaliste. Vivre dans l'aisance et l'oisiveté sans penser aux autres ne peut être considéré comme digne de l'être humain. La vie heureuse et méritoire, répondant à une exigence intrinsèque de l'homme c'est la vie créatrice que l'on mène en transformant le monde, la vie saine et égale dont jouit tout le monde. Ce n'est qu'en menant cette vie que chacun peut éprouver la fierté d'être maître du monde et la joie d'être un membre à part entière de la société. La vie créatrice saine et égale, répondant aux exigences intrinsèques de l'homme, ne peut être réalisée parfaitement que dans la société socialiste où le parti et l'Etat répondent des conditions de vie du peuple.

Le plus important pour l'être humain dans sa vie est de répondre aux exigences de l'idéal politique; vivre dans l'affection et la confiance de la collectivité sociale, uni et en collaborant avec les autres. Dans la société capitaliste où la dignité et la personnalité du peuple travailleur sont impitoyablement bafoués par les privilèges et l'arbitraire du capital, l'homme ne peut faire honneur à son intégrité politique ni jouir d'une vie digne de lui. C'est seulement dans la société socialiste, société où toute domination privilégiée sur l'homme a été abolie et où les libertés et les droits authentiques sont assurés grâce à la direction et à la sollicitude du parti et de l'Etat, que l'homme peut bénéficier d'une vie digne de lui en répondant aux exigences de son intégrité.

Le socialisme réunit toutes les conditions nécessaires pour que l'homme mène une vie tranquille grâce à un parfait ordre social. L'ordre de vie socialiste est un ordre révolutionnaire qui permet aux masses populaires de mener une vie tranquille et libre, à l'abri de toute atteinte, sous la protection du parti et de l'Etat. C'est un ordre collectiviste librement observé par les masses populaires.

Détruire l'ordre de vie socialiste, c'est commettre le crime de livrer les masses populaires à toutes sortes de crimes et de fléaux sociaux. Dans les pays où l'ordre de vie socialiste a été détruit, un chaos s'est créé, toutes sortes de crimes et de fléaux sociaux ont commencé à sévir, tandis que les escrocs et les criminels de toutes couleurs font la pluie et le beau temps.

Si les renégats du socialisme continuent à fredonner leur rengaine concernant la 'vie de caserne', dont la fausseté a été complètement dévoilée, c'est qu'ils cherchent stupidement à dissimuler les actes de trahison qu'ils ont commis en livrant le peuple travailleur au chômage, à la misère et aux fléaux sociaux.

La valeur essentielle du socialisme réside en ce que la société se développe sans cesse grâce à la force d'union des masses populaires. Le développement de la société revient au rehaussement de la position de l'homme dans le monde et ce rehaussement équivaut à l'augmentation de l'indépendance, de la créativité et de la conscience, attributs de l'homme.

Autrement dit, le rôle de l'homme s'accroît en fonction du rehaussement de sa mentalité indépendante et de ses capacités créatrices. Cet accroissement entraîne l'augmentation des richesses sociales et l'amélioration des rapports sociaux. Par conséquent, savoir quelle société est promise au plus grand développement se ramène à savoir quelle société permet de faire valoir au maximum l'indépendance, la créativité et la conscience humaine.

L'indépendance et la créativité de l'homme sont garanties par sa conscience et par voie de conséquence, on peut dire que la conscience joue un rôle déterminant dans ses activités. Cela signifie que la mentalité joue un rôle déterminant. La mentalité reflétant la volonté et les intérêts de l'homme détermine le but et l'orientation de ses activités, sa volonté et sa combativité. C'est pourquoi il faut chercher le facteur essentiel du développement social dans la mentalité. La mentalité, pour être capable d'impulser le développement social, doit être indépendante. La forme suprême du développement de la conscience indépendante des masses populaires, c'est la mentalité socialiste. Il est incontestable que le socialisme, société qui progresse grâce à la conscience révolutionnaire et à l'ardeur créatrice élevées des masses populaires imprégnées des idées socialistes, est la société douée de la plus grande capacité de développement.

L'établissement du régime socialiste crée des conditions socio-économiques nécessaires pour que tous les membres de la société s'unissent et collaborent selon une seule idéologie, mais cette union et cette collaboration ne se réalisent pas spontanément. Pour renforcer l'unité et la cohésion de la société il faut renforcer l'éducation idéologique socialiste. Cependant, on n'a pas compris que la force d'impulsion principale du développement de la société socialiste réside dans l'unité et la collaboration basées sur la mentalité élevée des masses populaires, et la pratique socialiste a enregistré des cas où le travail de transformation de la mentalité de l'homme a été négligé.

En particulier, on a constaté la tendance à chercher la force d'impulsion du développement économique appelé adaptation des rapports de production à la nature des forces productives et à rehausser l'ardeur de la production au moyen seulement de leviers économiques tels que l'intéressement matériel. On peut, certes, utiliser le levier du stimulant matériel, puisque le socialisme est une société transitoire. Mais cette utilisation suppose la priorité accordée à l'éducation dans les idées socialistes. C'est dire qu'il faut observer le principe que voici: combiner judicieusement le stimulant politique et moral et celui matériel, tout en donnant la priorité au premier. Si l'accent n'est mis que sur le stimulant matériel, on verra des gens devenir égoïstes, la société se plonger dans le marasme et les assises du socialisme s'effondrer. Dans les pays où on a renoncé à l'éducation socialiste pour encourager l'égoïsme individuel, l'édification économique du socialisme a stagné et, prétextant et disant combattre le 'système de commandement administratif, on a rejeté la direction exercée par le parti et l'Etat de la classe ouvrière sur l'économie socialiste et introduit l'économie du marché capitaliste.

Dans la société socialiste, c'est une des tâches fondamentales du parti et de l'Etat de la classe ouvrière que de diriger l'économie par des moyens politiques et de façon centralisée et planifiée, car ils sont tenus de veiller, selon leurs propres responsabilités, sur les conditions de vie des masses populaires. Renoncer à ce rôle signifie, pour eux, se soustraire à leurs responsabilités de veiller sur la vie des masses populaires. Dans la société socialiste, suivant les conditions données et les exigences de la révolution dans chaque pays, la façon dont le parti et l'Etat de la classe ouvrière dirige l'économie, peut varier d'un pays à l'autre, mais ils ne doivent jamais renoncer à diriger l'économie. Une économie qui n'est pas dirigée par le parti et l'Etat de la classe ouvrière n'est pas une économie socialiste, une société qui ne repose pas sur l'économie socialiste n'est pas une société socialiste. La mise en valeur de l'économie socialiste dépend donc de la façon dont le parti et l'Etat dirigent l'économie.

Notre expérience montre que l'économie sera gérée de façon heureuse et conformément aux exigences intrinsèques de la société socialiste, lorsque les comités du parti dirigent de façon collégiale la gestion de l'économie, que la ligne adoptée à l'égard des masses est appliquée, qu'un travail politique précède toute affaire et que les cadres mettent en oeuvre des méthodes de travail révolutionnaires et un style de travail populaire.

Les renégats du socialisme ont entrepris la transformation des propriétés socialistes en propriétés privées, en prétendant que le système de commandement administratif repose justement sur les propriétés de l'Etat qui sont prépondérantes. Les propriétés socialistes constituées de celles de l'Etat et du peuple tout entier et de propriétés coopératives, forment les assises socio-économiques permettant aux masses populaires d'occuper la position qui leur revient en tant que maîtres de l'Etat et de la société et de jouer leur rôle en tant que tels. Une fois les propriétés socialistes détruites et transformées en propriétés privées, les moyens de production privatisés passeront tôt ou tard, quelle que soit la méthode de privatisation, entre les mains d'une poignée d'exploiteurs, à savoir des privilégiés et des spéculateurs. Depuis peu de temps que cette campagne de privatisation a commencé dans les pays où le socialisme a échoué, on voit déjà apparaître des millionnaires et l'écrasante majorité de la population se débattre dans le chômage et la misère.

Comme le montrent les faits historiques, le rejet de la direction de l'économie par le parti et l'Etat de la classe ouvrière et la suppression des propriétés socialistes, sous quelques prétexte que ce soit ne conduisent qu'à la restauration du régime capitaliste exploiteur.

Toutes les campagnes de propagande antisocialistes, qui taxent le socialisme de 'totalitarisme', de 'caserne' ou de 'système de commandement administratif', visent, au demeurant, à dénigrer le collectivisme socialiste pour louer l'individualisme bourgeois. Cela signifie que la lutte entre les socialistes et les renégats du socialisme est une lutte entre le socialisme fondé sur le collectivisme et le capitalisme reposant sur l'individualisme.

Pour faire échec aux complots des renégats du socialisme et défendre la cause du socialisme, il faut appliquer à fond les principes collectivistes dans tous les domaines de la vie sociale

Le collectivisme constitue la quintessence du socialisme ainsi que la source de la vitalité et de sa supériorité. C'est une idéologie qui accorde un plus grand prix aux intérêts de la collectivité qu'à ceux de chacun. Sous le régime socialiste, les masses laborieuses étant devenues des travailleurs socialistes, la société forme une communauté parfaitement unie par les intérêts communs. Là, le collectivisme s'exprime de manière intense par le fait que chacun attache un grand prix aux intérêts de l'Etat et de la société. Or, le collectivisme socialiste n'oppose pas ces intérêts à ceux de chacun, loin de là; il les associe au mieux. Sous le régime socialiste, celui qui travaille pour l'Etat et pour la société travaille pour les masses populaires car celles-ci en sont les maîtres. Les masses populaires représentent une communauté sociale formée des masses laborieuses : aussi, défendre leurs intérêts, c'est défendre les intérêts de chacun des travailleurs, membre de cette communauté. Le collectivisme socialiste exige essentiellement de mettre au premier plan les intérêts de l'Etat et de la société dans le cadre desquels chacun réalise les siens. Ce n'est pas aux intérêts personnels, mais à la tendance à les promouvoir aux dépens des intérêts de l'Etat et de la société que s'oppose le collectivisme socialiste. Ce n'est pas ce collectivisme socialiste, mais l'individualisme bourgeois qui porte atteinte aux intérêts personnels de chacun. Empiéter sur les intérêts des travailleurs au profit d'une minorité infime d'exploiteurs, voilà en quoi réside la nature réactionnaire de l'individualisme bourgeois. C'est cet individualisme qui est à la source de toutes les contradictions et des maux sociaux du capitalisme.

Le collectivisme a connu un développement continu en tant qu'idéologie socialiste. L'apparition du marxisme revêt une importance historique dans le développement de l'idéologie collectiviste. Le marxisme a dégagé la vérité que chacun ne peut réaliser seul sa libération, mais que la force unie de la classe ouvrière peut éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme et lui apporter la liberté et l'égalité authentiques à l'homme.

Le camarade Kim Il Sung a élaboré les idées du Juché et, sur cette base, développé et perfectionné les idées socialistes sous un jour nouveau, portant ainsi l'idéologie collectiviste à un stade nouveau supérieur. Les idées du Juché ont établi le concept original: ce sont les masses populaires, et non pas les individus qui créent l'histoire et façonnent le destin de l'homme, et elles doivent s'unir et former un corps socio-politique si elles veulent modeler leur destin en toute indépendance et de façon créatrice.

Un individu isolé ne peut devenir la force motrice du mouvement socio-historique ni jouir de la vitalité socio-politique chère à un être social doué d'indépendance, de créativité et de conscience. Le foyer où l'on jouit de cette vitalité est la collectivité sociale. C'est seulement lorsque chacun s'intègre à cette collectivité et qu'il partage son sort, qu'il peut jouir de l'intégrité socio-politique et non seulement d'une existence ordinaire et qu'il peut vivre et se développer en toute indépendance et de façon créatrice en tant que maître de son destin.

Dans une collectivité sociale où les masses populaires, force motrice de l'histoire, forment une entité socio-politique, ce sont les principes de la camaraderie et de l'obligation révolutionnaire qui régissent : chacun partage son sort avec les autres et avec la collectivité ; tous s'entraident et se dévouent les uns pour les autres. Le collectivisme socialiste incarnant ce principe : 'un pour tous, tous pour un' exprime précisément ce rapport de camaraderie et l'obligation révolutionnaire entre une collectivité et les individus qui partagent le même sort. Le socialisme de notre pays basé sur les idées du Juché est la société incarnant au plus haut point le collectivisme socialiste.

L'idée du collectivisme de notre parti prend sa source dans la lutte révolutionnaire antijaponaise organisée et dirigée par le camarade Kim Il Sung, notre grand leader.

Ayant à braver des difficultés indescriptibles, les communistes coréens se sont regroupés en une solide entité socio-politique autour du leader de la révolution et on formé un modèle des liens intimes, reposant sur le collectivisme, entre les rangs des révolutionnaires et les masses populaires. Dans notre pays, la source sociale empêchant l'unité et la cohésion collectivistes des masses populaires a été extirpée par deux phases de la révolution sociale; à mesure que l'édification du socialisme et l'éducation collectiviste se sont développées et approfondies, le peuple tout entier a formé une unité socio-politique, la force motrice souveraine de la révolution, autour du parti et du leader, et le style de vie collectiviste basé sur la camaraderie et l'obligation révolutionnaire s'est manifesté pleinement dans tous les domaines de la vie sociale.

A l'heure actuelle, notre peuple, en tant que maître de l'Etat et de la société remplit ses responsabilités et son rôle dans tous les domaines de la vie socio-politique, économique, culturelle, etc... et marche énergiquement uni dans une seule volonté autour du parti et du leader en partageant avec eux le même sort pour le meilleur et pour le pire, pour achever l'oeuvre révolutionnaire juchéenne. On ne doit pas apprécier la vie de l'homme que sous son aspect matériel, mais il faut l'apprécier principalement sous celui de la vie socio-politique dont il jouit en tant que maître authentique de l'Etat et de la société. La vie souveraine et créatrice de notre peuple est une vie humaine authentique, car elle met en évidence la valeur essentielle de notre socialisme, privilégiant les masses populaires et incarnant le collectivisme socialiste.

Dans la société socialiste, les masses populaires détenant le pouvoir d'Etat et les biens matériels et culturels, chacun a droit à une vie souveraine et créatrice et tout le monde a la responsabilité de développer constamment et en commun cette existence. Chez nous on ne trouve pas un seul chômeur, pas une seule personne qui reste en dehors de l'instruction ou des soins en cas de maladie et nul n'erre en mendiant. Tous donnent la mesure de leur talent créateur à des postes adaptés à leurs aptitudes et à leurs capacités, mènent une vie également heureuse sans avoir à se faire aucun souci matériel et jouissant d'une vie politique indépendante, au sein d'une organisation socio-politique déterminée en tant que maître de l'Etat et de la société.

En tant que guide politique de la société, notre parti, parti révolutionnaire de type juchéen, répond du sort du peuple, le conduit et veille soigneusement sur tous les aspects de sa vie. Par sa direction collégiale, le comité du parti, organe directeur suprême dans chaque centre d'activité, assure parfaitement les droits souverains au peuple travailleur et organise judicieusement les activités créatrices de celui-ci. L'unité de pensée entre supérieurs et subalternes et la collaboration empreinte de camaraderie entre tous constituent une coutume et un usage dans notre pays. Le parti est au service des masses populaires qui, à leur tour, obéissent à ses directives, tout le monde partageant le même sort pour le meilleur et pour le pire, voilà d'où vient la fierté sans borne de notre peuple et où est la source de son invincibilité. Si notre socialiste reste inébranlable face aux vents et marées, c'est que le leader, le parti et les masses sont étroitement unis dans une seule volonté et que les masses populaires créent une vie nouvelle, conforme à leur volonté souveraine, sous la direction du parti et du leader.

Décrier la vie nouvelle, socialiste, selon des notions périmées déjà mises au rancard par l'histoire est souverainement stupide. Une valeur nouvelle ne peut être appréciée que selon un critère nouveau. La réalité confirme toujours plus clairement que ceux qui prônent le retour aux choses anciennes n'ont nullement une manière de penser nouvelle. Il est ridicule de parler d'une quelconque nouvelle manière de penser sans pourtant parvenir à distinguer le collectivisme du totalitarisme. C'est une mascarade pure et simple que de falsifier, pour restaurer le capitalisme, les réalités socialistes au moyen d'une manière de penser et d'un critère qui ont fait leur temps.

Nous devons tirer comme il convient la leçon de l'échec du socialisme dans certains pays, faire preuve d'assez d'intelligence et de courage pour changer en notre faveur une conjoncture défavorable, en rejetant catégoriquement toutes les calomnies d'un ramassis d'individus contre le socialisme et redoubler d'énergie dans notre marche vers l'avenir radieux de l'humanité.

La RDA dans l'histoire de l'Allemagne

(Karl-Eduard von Schnitzler ; Ancien directeur de l'information de la TV est-allemande.)

Je voudrais commencer par remercier le Parti frère belge pour l'invitation et pour l'occasion de pouvoir exprimer devant ce public du monde entier quelques pensées et faits au sujet du rôle de la République Démocratique Allemande dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe.

Les fondements de la République Démocratique Allemande sont plus profonds que Karlshorst, où la Wehrmacht d'Hitler et l'impérialisme allemand devaient capituler inconditionnellement. Ils sont également plus profonds que Nürnberg, où les principaux criminels de guerre se trouvaient devant le tribunal des peuples. Une minorité y fut acquittée (le banquier Schacht, Fritzsche, le porte-parole de Goebbels) ; les "fondés de pouvoir des monopoles" furent exécutés ou condamnés à perpétuité ; les seigneurs des monopoles (Krupp, IG Farben etc.) furent condamnés à des peines minuscules et bientôt libérés avec toutes leurs honneurs et en possession de tous leurs biens.

Les fondements de la République Démocratique Allemande vont également plus loin que la Conférence de Potsdam, où les Alliés — la France rejoignant plus tard l'URSS, les USA et la Grande Bretagne — avaient décidé : l'Allemagne est à considérer comme unité économique ; politiquement, elle est à gérer en commun par les Alliés moyennant le Conseil de Contrôle ; la frontière orientale se trouve essentiellement le long de l'Oder et de la Neisse supérieure et correspond ainsi à cette ligne Curzon, dont le tracé a été proposé par le ministre britannique des Affaires Etrangères de cette époque, Curzon, après la Première Guerre mondiale. Berlin ne devenait pas une quatrième zone, mais appartenait à la zone d'occupation soviétique et fut administré uniformément à partir de la zone soviétique. Trois zones de souveraineté furent créées pour les trois Alliés occidentaux à Berlin, libéré et occupé par l'URSS, afin d'y faire siéger le Conseil de Contrôle des Alliés ; dans ces trois zones, les

droits du secteur soviétique étaient également d'application. L'histoire de la République Démocratique Allemande ne commence pas avec sa fondation le 7 octobre 1945.

Les fondements de (l'ancienne) République Fédérale Allemande sont plus profonds que Karlshorst, Potsdam et Nürnberg. Son histoire ne commence pas avec sa fondation quatre semaines avant la fondation de la RDA le 7 septembre 1949.

Pourquoi est-ce que j'expose des faits historiques au début d'un exposé sur la naissance, croissance et disparition de la République Démocratique Allemande - de son rôle dans l'histoire de l'Allemagne, de l'Europe et du monde ? Partout dans le monde, il est question aujourd'hui de "surmonter l'histoire de la RDA" ou bien également : "l'histoire de la dictature du SED en RDA" ou bien "l'histoire de l'Etat de non-droit de la RDA". Il est question de "criminalité gouvernementale" : elle devrait être mise à jour par une "Commission indépendante"...

Abstraction faite de ce que l'histoire ne peut être "surmontée" : l'histoire de la RDA fait partie de l'histoire de l'Allemagne !

En guise de provocation, je lance ma thèse au début: la République Démocratique Allemande a été ce que l'histoire de l'Allemagne avait à offrir de meilleur aux Allemands, aux Européens et peuples du monde entier ! Le premier Etat pacifique ! Berlin, la première capitale où n'étaient pas projetées des invasions et des guerres de conquête ni de génocide, mais où la paix fut déclarée pour la première fois en Allemagne comme programme du gouvernement ! Où Wilhelm Pieck formulait la phrase que Walter Ulbricht reprit et que Erich Honecker éleva comme maxime de politique intérieure et extérieure : "Plus jamais, une guerre ne pourra partir du sol allemand !"

Dans une Allemagne homogène, dans le "Reich", dans la "Grande Allemagne", dans "l'Allemagne agrandie" actuelle, cette maxime "Plus jamais, une guerre ne pourra partir du sol allemand !" incite les procureurs, les politiciens et les journalistes à persécuter son auteur.

Les ennemis de la paix sont à droite — et uniquement à droite ! La masse de ceux qui sont consciemment opposés à la guerre se trouvent à gauche — et presque uniquement à gauche ! Virement à droite, repérable partout — cela signifie : capitalisme - impérialisme - fascisme - guerres de substitution - guerre mondiale. Le philosophe bourgeois Max Horkheimer, poussé à l'émigration en tant que juif allemand, menaçait en 1939 "que celui qui ne voudrait pas parler du capitalisme devrait se taire au sujet du fascisme !"

L'égalisation infâme "Rouge égal à brun" est devenue moderne. L'"idéologie du totalitarisme" est l'idéologie d'agression de l'impérialisme américain, de ses alliés et de ses philosophes (au cas où on voudrait appeler ses apologistes de l'exploitation et de la guerre des philosophes).

Entre socialisme et communisme d'une part et fascisme d'autre part il y aurait une "identité" comme "dans des systèmes totalitaires". Le dirigeant allemand social-démocrate Kurt Schumacher — à peine libéré d'un emprisonnement commun avec des communistes allemands — appelait en 1947 les "communistes : des nazis peints en rouge" ! Moi-même, je l'ai entendu comme témoin à Hanovre... Des historiens de l'Allemagne de l'Ouest comme Bracher ont créé le mot "fascisme de gauche", le professeur Diwald : "Les fascistes ne se sont pas sentis à vrai dire comme adversaires du socialisme". Pourquoi alors l'emprisonnement, la torture et le camp de concentration contre tout ce qui était de gauche ?

Ainsi, on "justifie" les doutes sérieux sur le caractère anti-fasciste de la République Démocratique Allemande, de la lutte antifasciste des communistes allemands. Cependant, la République Démocratique Allemande, en tant qu'état antifasciste, fut l'alternative allemande à la République Fédérale ! Avec mes cicatrices et mes expériences, je ne me laisse contester mon antifascisme ni par une "charge héréditaire" ni par des procureurs ni par des journalistes et encore moins s'ils viennent des

anciens états fédéraux ! La mémoire et les connaissances historiques témoignent : le conseiller ministériel d'Hitler, le Dr. Hans Maria Globke, organisa, en tant que collaborateur le plus étroit d'Adenauer, secrétaire d'Etat et en même temps chef suprême des cadres de la RFA, la "renaissance nazie". Jadis il avait inventé l'étoile jaune des juifs et était co-auteur et commentateur des ignominieuses lois raciales de Nürnberg.

Un certain Heinrich Lübke avait construit des camps de concentration pour Himmler, le bourreau d'Hitler et pour Werner von Braun, le constructeur de missiles d'Hitler : il devint président fédéral dans la "constitution démocratico-libérale". Son prédécesseur, le président fédéral Heuss, avait voté en mars 1933 au Reichstag pour la "loi sur les pleins pouvoirs", en un moment où communistes et sociaux-démocrates de gauche étaient poursuivis et torturés depuis longtemps : cette loi donnait libre cours à l'arbitraire et à la terreur des fascistes. Theodor Oberländer, le criminel contre l'humanité, devint "ministre des expulsés" en RFA : c'est seulement au moment où il fut condamné par contumace à l'emprisonnement perpétuel en RDA qu'il dut être licencié du cabinet de Bonn. Son successeur, Hans Krüger, s'était déjà déclaré en 1923 partisan d'Hitler et s'était dès lors chargé de crimes sanglants. Au poste du ministre de la Circulation se trouvait Mr. Seeböhm, au passé brun foncé et aux mains pleines de sang.

Quinze ministres et secrétaires d'Etat de la RFA portaient des gilets bruns et avaient les mains pleines de sang ou du sang sur la conscience. Plus ou moins cent généraux et amiraux d'Hitler qui avaient joyeusement préparé et mené des guerres de conquête, qu'ils avaient perdues avec irritation, pouvaient mettre sur pied la Bundeswehr. 828 fonctionnaires supérieurs à la justice, procureurs et juges de la justice sanglante d'Hitler étaient pris en charge par les services de Bonn. A personne d'entre eux il ne fut demandé des comptes. 245 hauts fonctionnaires du service diplomatique d'Hitler — parmi eux Hallstein, l'inventeur de la "doctrine de Hallstein" hostile à la RDA et hostile au droit international et Grewe, unis par les mêmes idées et tous deux collaborateurs de Ribbentrop, le ministre des Affaires Etrangères d'Hitler et pendu à Nürnberg — entraient au ministère des Affaires Etrangères à Bonn, dans ses ambassades et consulats et ils avaient droit à la pension et recevaient la Croix fédérale du Mérite. 297 dirigeants de la Gestapo et de la police d'Hitler étaient repris comme "fonctionnaires" dans le service de la protection de la Constitution, dans le service de sécurité fédéral, le service militaire de contre-espionnage et dans la police de Bonn et de Berlin-Ouest, toujours prête à rosser et à tirer, ou bien au sein de l'élitaire "police frontalière fédérale". Abstraction faite de Filbinger, condamné par la justice comme "juriste terrible", acclamé à chaque occasion en tant que "président d'honneur" par le parti gouvernemental CDU.

Cette liste n'est pas exhaustive. Mais elle explique le climat dans lequel revanchisme, remilitarisation, renazification, néonazisme, hostilité envers les ouvriers, anticommunisme intensif pouvaient proliférer et prospérer. "Le ventre est toujours fertile..." Ces faits expliquent aussi l'événement suivant. Après mon retour d'Angleterre, je devenais en 1946 directeur général du NWDR (Nord-Westdeutscher Rundfunk) à Cologne. Au début de l'année 1947, je recevais un télex de la part de Hugh Carleton Greene, frère raté du grand écrivain britannique Graham Greene et Chief-Controller au NWDR à Hambourg : des notions comme "fasciste, antifasciste, réactionnaire, impérialiste" relèveraient de la "terminologie communiste et seraient à éviter à partir de maintenant" ! Début 1947 !

Depuis le soi-disant "changement", appelé erronément aussi "réunification", les victimes du fascisme, les participants à la résistance contre Hitler et la guerre, les rescapés des camps de concentration, des bataillons disciplinaires et de l'émigration voient diminuer leur pension; leurs habitations sont rendues impayables ; ici, un concept du gouvernement fédéral qui a l'anti-antifascisme comme contenu et but devient visible et perceptible. Si nous prenons la querelle répugnante pour des lieux commémoratifs, des monuments expiatoires, l'extirpation systématique des noms de résistants et de victimes de l'iconoclastie sous la forme de changements de noms de rues, de places, d'écoles, d'universités, d'institutions pour enfants, de la démolition de monuments de Lénine, Thälmann, Luxemburg, Liebknecht et autres monuments ; si nous prenons cette volonté destructive et pleine de haine, alors nous voyons le but: l'"antifascisme" ne doit pas être "évitée en tant que communiste" — il doit être

discrédité, criminalisé, poussé à l'écart de l'histoire. "Communiste = nazi peint en rouge" — l'interdiction de Mr. Greene d'appeler les choses par leur vrai nom : c'était en 1946-47 ! Depuis 1990, l'antifascisme n'aurait plus eu lieu...

Cette haine vis-à-vis de la gauche, cette inimitié et hostilité vis-à-vis de la gauche est inséparablement liée avec une Allemagne homogène: avec le "Reich allemand", avec l'"empire", avec la "Grande Allemagne", avec "l'Allemagne maintenant agrandie", qui devrait soi-disant "prendre en charge une responsabilité plus grande dans le monde".

"Surmonter l'histoire" ne peut de ce fait ni être limité à la RDA, ni au temps entre 1949 et 1989 ! Elle doit commencer au "Reich", auprès de Bismarck et dans la Galerie des Glaces de Versailles. Libre à Bismarck d'avoir inventé l'unité et la sécurité sociale. Cependant, il créa l'unité allemande avec de la corruption et avec "du sang et du fer" ! Sa Loi Anti-socialiste mena des milliers de sociaux-démocrates sincères et leurs dirigeants August Bebel et Wilhelm Liebknecht dans la prison.

En 1912, l'empire des Krupp fêta le centième anniversaire de la firme des canons, des allumeurs doubles et des cuirassés. La même année fut mis en scène à Cologne l'historique "procès des communistes" !

Les seigneurs de la Ruhr déchaînent avec leurs Lüdendorffs et leurs Hohenzollem leur premier départ vers la domination du monde, parce qu'ils sont venus trop tard : le monde était déjà partagé ! D'où prendre sans voler ? Mais voler signifiait guerre. Les seuls qui leur disputaient la guerre, s'appellent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Ils sont emprisonnés.

Lorsque la révolution allemande termine la guerre et chasse l'empereur à Doorn, Liebknecht et Luxemburg sont libérés par des socio-démocrates dirigeants et livrés aux Corps Francs réactionnaires en vue de se faire égorger.

La République de Weimar servait à la restauration de l'impérialisme et signifiait la transition de l'empire vers la Grande Allemagne d'Hitler. La classe ouvrière organisée ne pouvait éviter Hitler et sa guerre à cause de dissentiment. Communistes et socio-démocrates ont raison de mettre à jour de façon critique et autocritique ce chapitre de l'histoire. La République de Weimar (1919-1933) était hostile aux ouvriers en général, et hostile aux communistes en particulier; malgré l'essor du mouvement ouvrier et malgré des fortes fractions gauches au Reichstag, la majorité parlementaire, l'appareil de l'Etat, la justice et police et la masse des médias restaient hostiles à tout ce qui était de gauche et préparaient Hitler.

Hitler arriva, le Reichstag brûla et bientôt brûla l'Europe — non sans le soutien diplomatique des "démocraties" occidentales. Premières campagnes vers le sud, sud-est, nord et ouest : but de guerre déclaré, déjà exposé en 1931 et 1932 à Düsseldorf aux seigneurs de l'Allemagne : l'URSS odieuse — de peur, l'exemple pourrait faire école.

Mais, l'armée européenne d'Hitler, déjà épuisée lors de sa marche en avant, fut arrêtée devant Leningrad et Moscou et à la Volga. La bataille de Kursk initia son anéantissement. Le drapeau rouge flottait sur le Reichstag, hissé par le Sergeant Jegorow de Smolensk et par son camarade Meliton Kantariaja d'Abkhazie. A l'historique ordre du jour figurait une Allemagne anti-fasciste démocratique d'où ne partirait plus jamais une guerre.

Mais en mars 1945 — un mois et demi avant la capitulation ! — , Konrad Adenauer avait parlé de deux Allemagnes à des officiers américains qui lui rendaient visite avec but précis, bien entendu, dans son généreux exil à l'intérieur de l'Allemagne : "l'une essentiellement empreinte par la culture romaine", d'où découle : "occidentale...". Face au ministre américain des Affaires Etrangères Acheson, Adenauer opposa "le pays civilisé au Rhin à la forêt vierge à l'Est où on fait encore l'offrande de sacrifices humains." En 1945, il adressa au général De Gaulle un mémorandum : "Des parties qui

restent après la création d'un état rhénan, on pourrait bel et bien former deux états ; alors, ces trois états existants pourraient être une construction en vrac relevant du droit international, correspondant au Commonwealth."

Cependant, Adenauer ne faisait pas partie des pères fondateurs de l'état allemand séparé occidental ! En plein milieu de la guerre - pendant que des soldats soviétiques, américains, britanniques avec leurs alliés -de l'autre côté, les soldats de la Wehrmacht avec leurs quislings — combattaient et mourraient aux fronts (sans oublier les victimes des raids aériens dans leurs pays nataux) — , John McCloy, avocat américain, banquier, politicien et plus tard gouverneur en tant que haut commissaire en Allemagne (parent éloigné d'Adenauer) — en plein milieu de la guerre, Me Cloy avait perçu l'importance du bassin de la Ruhr et d'un état allemand allié aux USA. Son expert-URSS à Moscou, George Kennan, avait écrit à Washington : "L'idée d'une Allemagne gouvernée ensemble avec les Russes est une chimère. Nous n'avons aucun autre choix que de mener la partie pour laquelle nous et les Britanniques avons assumé la responsabilité vers une indépendance sûre et supérieure (...) Comme il a été reconnu, ceci est la division (...) Mieux vaut une Allemagne divisée, dans laquelle au moins l'Occident peut agir comme tampon contre les états du totalitarisme, qu'une Allemagne unifiée."

Adenauer, conseillé par les banquiers Abs et Pferd-menges, qui avaient déjà financé Hitler, simplifia le concept au sujet de l'Allemagne de Kennan plus tard au Bundestag en une confession que moi-même j'ai entendue comme reporter : "Mieux vaut une demie Allemagne entièrement qu'une Allemagne entière seulement à moitié." A l'ordre du jour post-fasciste et impérialiste ne figurait pas une nouvelle Allemagne démocratique antifasciste : la vieille devait subsister ; et si déjà pas l'entière, alors au moins la demie. Pour le moment...

Ainsi, un "nouvel état allemand" ne pouvait naître. L'ancien beau rêve restait éveillé : "Deutschland, Deutschland über alles." On n'était pas d'accord avec les résultats de la deuxième Guerre Mondiale.

L'obligation de l'Allemagne au sein de l'histoire et de la communauté des peuples, après les fondations du Reich à Versailles et Potsdam, après les actes de capitulation de Versailles et de Karlshorst, n'aurait pu s'appeler uniquement "paix": entretien de rapports de bon voisinage (quoique socialisme et capitalisme sont et restent comme feu et eau), coexistence pacifique, parce qu'elle représente pendant l'ère nucléaire l'unique forme de vie commune des peuples et l'unique chance de survie; un maximum de normalité quoique la RFA appartient aux états historiquement dépassés; solutions de questions ouvertes uniquement politiquement, uniquement par des négociations !

Ceci fut le programme de la RDA ! Et avec la victoire de l'ordre démocratique anti-fasciste et le début ultérieur de la transition vers la construction du socialisme, tout avait débuté de façon prometteuse.

Pourquoi je me "baigne" en quelque sorte tellement en détail (et apparemment de longue haleine) dans l'histoire et dans des développements et rapports historiques ? Parce que c'est seulement ainsi que l'on peut comprendre la naissance, le rôle et l'importance de la RDA -et la chute qui lui fut faite.

Hostilité, brutalité, persécution, agression à l'intérieur qui précédait les agressions à l'extérieur se tirent comme un fil rouge à travers l'histoire à surmonter du Reich allemand et de ses successeurs — comme un fil rouge, les agressions des impérialistes allemands contre la gauche sont mises en évidence. Partant du prince de la boîte à mitraille, en passant par Bismarck au Général Ludendorff, un socio-démocrate allemand partit vers l'assassinat de marins révolutionnaires avec les paroles : "Quelqu'un doit être le boucher !" Chancelier du Reich et chancelier fédéral avec des interdictions du KPD, avec des interdictions professionnelles, avec des emprisonnements, avec des assassinats moraux par des politiciens et leur meute médiatique, avec l'arbitraire de l'appareil judiciaire et avec la terreur de la police — une ligne continue de l'histoire allemande se laisse visualiser.

Et voilà que fut né à l'Est de l'Elbe et de la Werra un ordre démocratique anti-fasciste. Et l'état engendré par lui emprunta la direction vers le socialisme détesté, que l'on voulait exterminer déjà depuis un siècle.

Alors, l'activation de la Guerre Froide était annoncée, l'intensification de la lutte des classes, non seulement individuellement, contre un tel ou un tel autre dirigeant, de tel ou de tel autre parti. Aussi, ceci ne pouvait être fait avec un lieutenant et six hommes comme en Prusse de Weimar d'autrefois. Parce que ceux de l'autre côté de l'Elbe ne pensaient pas "de céder devant la force" : ils mettaient leur état dans la situation de se défendre !

L'état partiel allemand démocratique anti-fasciste était né avec l'aide de l'URSS, le vainqueur de l'impérialisme, la libératrice du fascisme. Un état allemand, accompagné d'espoirs et d'attentes universelles de paix et de justice sociale.

Certes, nous avons hérité la partie plus pauvre de l'Allemagne — ni le bassin de la Ruhr, ni le bien-être économique de la région Rhein-Main. Notre Berlin-Est était la partie plus pauvre de la capitale allemande. Le degré de destruction par la guerre était chez nous inégalement plus élevé. Parce que Hitler avait ordonné à ces généraux une résistance plus dure face à l'Armée Rouge qu'à l'Occident : "Chaque village une forteresse !", fulminait Goebbels ; et la réponse soviétique ne pouvait être que : chaque forteresse un tas de ruines ! Pour ne pas parler de la destruction de Dresde : elle fut déjà l'annonce de l'hostilité anti-soviétique. A l'Ouest, il n'y avait plus de résistance : lorsque le Rhin fut passé, les blindés de Patton roulaient jusqu'à Nürnberg.

Pendant l'année de la capitulation, 120 hauts fournaux purent être mis à feu dans le plus grand état allemand. En même temps, chez nous, il s'agissait de 5. Dans la petite RDA, il n'y avait point de fondements métallurgiques. Seulement 2,7 % de la houille allemande, 0,6 % du coke, 6,6 % de la production de l'acier étaient produits jadis dans les provinces allemandes de l'Est. Où maintenant il y avait des ruines, et dans les champs et prairies, les Allemands de l'Est construisaient alors des aciéries telles que Eisenhüttenstadt, Brandenburg, Riesa, Hennigsdorf, Gröditz, Freital, la Maxhütte — et pendant plus de quarante années on y travaillait et produisait. L'industrie qui produisait l'équipement pour l'industrie lourde était pratiquement absente. Il n'y avait ni chantiers navals, ni ports maritimes, ni navires. Tout ceci allait devoir être créé par le plus petit et plus pauvre état allemand.

Avant, quatre cinquièmes du fer et de l'acier produits en Allemagne provenaient de la Ruhr. Maintenant, les livraisons de l'Ouest riche pour le pauvre Est sont refusées par les Allemands de l'Ouest et par leurs alliés, ce qui a été promis par contrat est annulé. Déjà en 1948, des cercles de Bonn imposaient le premier embargo : on ne livrait plus de matières premières — fer, acier, et charbon, en plus des aliments. En même temps, on se moquait de nous — jusqu'à l'heure actuelle — à cause du fait que nous étions obligés d'exploiter le lignite polluant et inefficace et de commencer à détériorer le paysage. D'où devons-nous prendre le courant indispensable à l'existence ? Cause à l'Ouest — effet chez nous...

Aujourd'hui, on aime bien d'oublier, de refouler ou de dénier les actes hostiles de l'Ouest (aussi chez nous). On parle de notre réaction et pas comment nous nous sommes débrouillés — ou non — avec les effets de ces causes occidentales. Souvent, nous avons mal ou trop réagi. Mais, action et causes se trouvaient à l'Ouest ! Sans cette différenciation, mise à jour historique est impossible.

Quel exploit quand — même, si nous avons construit entre 1946 et 1953 500 grandes entreprises et si nous avons renouvelé ou agrandi 499 déjà existantes ! C'était presque trop pour nous — malgré l'aide, que nous recevions de l'URSS affaiblie par la guerre. On rouspète à cause du fait que nous aurions dû effectuer des réparations à partir de la production courante. Oui mais, premièrement, ceci ne se passait que pour la moitié, l'autre moitié, nous la gardions ; deuxièmement, les entreprises industrielles étaient modernisées pour les prestations de réparation ; troisièmement, nous récupérions les entreprises renouvelées en 1955.

Beaucoup d'entreprises rénovées restaient vieilles. Certaines machines ne pouvaient être remplacées par des nouvelles. Celui qui y travaillait était un héros. Il a accompli plus que certains de ses collègues à l'Ouest, qui oeuvraient avec du capital et avec l'aide du plan Marshall dans des lieux de travail plus modernes.

Nous devons assumer la production de produits dont Bonn freinait ou refusait la livraison. C'est avec peine, privations et des lourds efforts que nous rencontrions le sabotage du "commerce" normal entre les deux états "à l'intérieur de l'Allemagne". Ne disait-on pas simultanément sur tous les canaux et ondes que nous étions quand même "tous des Allemands" ? Est-ce que la phrase des "frères et soeurs" n'était pas chantée jusqu'à devenir insupportable ? Ne discutait-on (et ne discute-t-on) pas de manière accrue et hypocrite au sujet de problèmes et de difficultés qui ont essentiellement été créés (et qui sont créés) à l'Ouest ?

"Combien coûte l'unification ?", se plaint-on de manière redondante à Bonn, dans les anciens Länder et à Berlin Ouest. Est-ce que cette question au sujet des coûts qui sont contenus dans la satisfaction de ce soi-disant plus cher désir des impérialistes d'une Allemagne homogène, est-ce que cette question n'est pas lamentable, ne témoigne-t-elle pas de la pensée de commerçants et de marchandage ? Et nous voyons comment on exerce une pression sur les prix — comme au marché immobilier et au marché des drogues — , nous voyons comment on nie les valeurs et les prestations fournies.

Etablissons une autre facture. Depuis beaucoup de décennies, il existe un plan de compensation des réparations connues par chaque politicien de Bonn. Dr. Arno Peters de Brème (située dans l'ancienne RFA), historien reconnu au niveau international, a effectué les calculs pour savoir où on en est avec le remboursement des paiements de réparation devant être exécutés par l'Allemagne entière.

Partant de la reconnaissance que l'Allemagne dans sa totalité a commencé la guerre, l'a perdue et a capitulé, elle doit répondre des réparations des puissances victorieuses. Dans beaucoup de paragraphes sobres, le professeur Peters, le savant de l'Allemagne de l'Ouest, répartit péniblement les paiements.

D'après l'Agence de Réparation Interalliée, I.A.R.A., les Allemands des zones d'occupation américaines, britanniques et françaises ont payé 517 millions de dollars d'après le cours du dollar de 1938. A cela correspondent d'après la valeur de 1953 2.161.060.000 DM.

Le montant des réparations effectué dans la zone d'occupation de l'URSS (plus tard RDA) fut chiffré par le Ministère des Affaires Internes de l'Allemagne (Ministerium für Innerdeutsche Beziehungen) à 60.400.000.000 de RM d'après la valeur de 1944. D'après la valeur de 1953, ceci correspond à un montant de 99.138.888.889 DM. Donc, 2 milliards occidentaux contre 99 milliards orientaux.

Ceci signifie : les citoyens de la RDA ont presté 99.138.888.889 DM / 1953. Ou bien également ainsi : la petite RDA a — moyennant une différence de 72.228.375.856 DM — payé des réparations à la place de la RFA, et elle attend depuis le 31 décembre 1953, date de la clôture des réparations, le remboursement de cette somme avancée à Bonn.

Mais d'après le professeur Peters, ceci n'est pas encore tout. Selon la Deutsche Bundesbank, après indexation et après l'addition des intérêts, la dette de Bonn envers la RDA (aussi longtemps qu'elle existait) s'élevait de 72.228.375.856 DM à la fin de l'année 1989 à une dette de 767.165.791.041 DM.

Le professeur Kurt Biedenkopf, ancien secrétaire général du CDU, actuel ministre-président de la Saxe a reconnu cette dette en principe. 767 milliards : c'est déjà quelque chose ! Si Bonn payait aux nouveaux Länder la dette de la RFA, les programmes d'"aide et d'investissements" ainsi que le fameux "essor-est" seraient superflus. Avant tout, le bavardage au sujet de l'"économie épuisée" dans le "socialisme ruiné" deviendrait inutile.

Et, ce que "coûte l'unification" et à qui : cela est lié bien entendu à la question, qui a causé la scission. Cette question est élucidée historiquement et sans ambiguïté. D'après le "principe 'qui casse paie'", il n'y a qu'un seul qui doit porter les frais de l'unification, qui doit les restituer : la (vieille) RFA de Bonn.

Malgré tout ceci, la RDA a créé beaucoup de choses et de grandes choses. Une "réforme agraire démocratique", attendue depuis des siècles, exigée par des papes et des humanistes, par des réformateurs, par des syndicats, par des associations de paysans et par des partis libéraux et socialistes ; l'expropriation par référendum des grandes entreprises des criminels de guerre, ordonnée lors de la Conférence de Potsdam ; un système d'éducation d'après lequel "la réforme de l'éducation" qui nous a été imposée actuellement signifie une fausse couche anti-sociale. Voilà que le professeur Niemann de Cologne a fait une expertise pour la commission parlementaire de l'éducation comment le système d'éducation de la RDA existante jusqu'à présent devrait être réorganisé : réintroduction d'écoles à une classe et écoles pour les enfants de gens pauvres — lycées et établissements d'éducation pour la progéniture de l'"élite". Le but : enseignement pour une minorité dominante, mini-enseignement pour le peuple : seulement un sixième des enfants devrait terminer les humanités, seulement un sixième de la jeunesse devrait étudier. Des nains intellectuels devraient être formés. C'est au sujet de ceci que la commission parlementaire a discuté, ensuite on fit disparaître le brouillon professoral. Cependant, des livres d'histoire et d'Allemand paraissent dans ce sens, la "réforme" de notre système d'enseignement poursuit le chemin de l'expertise de Cologne. La jeunesse de l'ancienne RDA, éduquée pendant quarante années de manière humaniste, est maintenant élevée et mal formée de la même manière dont Hitler voulait traiter les enfants de la Pologne.

La vie sociale — pour des raisons géographiques et historiques de l'histoire récente, ne se trouvant pas tout à fait sur le niveau occidental, comportant par contre toute sécurité pour la culture et l'éducation, travail et emploi, vacances, sécurité sociale, maladie, protection de l'enfant et des mères, et avant tout : sécurité d'un logement bon marché et sécurité pour les vieux ; un système de santé publique moderne et exemplaire, la création de combinats dont la majorité travaillait avec efficacité, certains moins, certains pas. Nous avons construit des usines modernes, partiellement avec des entreprises de l'Ouest : l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, la France et la RFA.

Nous avons — d'après le Manifeste Communiste — commencé la construction d'une société dans laquelle "l'homme cesse d'être un être exploité et opprimé, dans laquelle le développement libre de chacun est la condition pour le développement libre de tous". Naturellement, on associe à l'idée du "socialisme" des concepts différents. Pourtant, l'échelle du socialisme scientifique fondé par Marx et Engels ne peut être que le marxisme-léninisme développé par Lénine.

Et voilà que nous nous trouvions sur le bon chemin avec la réponse au problème de la propriété. La particularité d'une petite part privée ne nuisait pas à la production sociale en moyens de productions sociaux. Un système à plusieurs partis, la liberté des églises, la loyauté et l'engagement de la population au cours de ces deux premières décennies menaient à des succès visibles et perceptibles.

Tout ceci réussissait tout d'abord malgré que notre frontière occidentale avec la RFA et avec Berlin-Ouest était ouverte de 1945 jusqu'en été 1961, pendant 16 années de manière presque non contrôlée. Malgré les premiers embargos et pour cela avec un intérêt vivant et actif des services secrets occidentaux qui espionnaient et sabotaient et n'omettaient rien, et organisaient tous les jours quelque chose de nouveau pour nous nuire, organisaient des embarras, accompagnés d'une propagande de chuchotement, de radio et de TV, psychologiquement raffinée. Pour cela, Berlin-Est était extrêmement subventionné pour devenir une "vitrine du monde libre".

Tout ceci et encore beaucoup plus devait servir à déstabiliser la RDA moyennant la vieille hostilité envers les socialistes et la croissante haine des classes, moyennant la lutte des classes en psychologie, en économie, en diplomatie et dans les médias électroniques.

Avec la réforme monétaire, l'Allemagne et — au coeur de la RDA — Berlin furent divisés. La Westmark qui était produite depuis des années aux USA fut introduite du jour au lendemain et séparément en Allemagne de l'Ouest et à Berlin-Ouest, malgré les négociations en cours avec Moscou.

Que l'on s'imagine : au Prenzlauer Berg, une partie de la ville de Berlin-Est, deux familles de mécaniciens habitaient sur un étage. Un des mécaniciens travaillait à Berlin-Ouest chez le Konzern privé Borsig, l'autre chez nous dans l'entreprise Borsig nationalisée. Les deux gagnent — disons — 800 Marks. M-Ouest pour l'un, M-Est pour l'autre. Celui qui travaille à l'Ouest s'en va avec son salaire dans un bureau de change et change ses 800 M-Ouest au cours de 1 : 5 (le cours de change était manipulé entre 1 : 3 et 1 : 13). Le mécanicien-Ouest revient donc avec 4.000 M-Est à la maison, son collègue-Est avec 800 M-Est. Quelle économie politique, quel état pourrait supporter ceci !

Efficacement, on recrutait une fois des médecins, une fois des tourneurs, une fois des scientifiques, une fois des infirmières, une fois des artistes, une fois des cheminots. Un mouvement d'Est en Ouest fut déclenché, fut organisé. A cela s'ajoutaient une propagande généralisée de "prospérité" et la réclame séductrice à la télévision, des nouvelles d'atrocités au sujet de la RDA — et aussi nos propres fautes et faiblesses.

Lorsque nous construisîmes le Mur — sur décision de Moscou et des autres gouvernements du Pacte de Varsovie — la majorité de la population disait : Pourquoi seulement maintenant ? Pourquoi si tard ?

Mais il y avait encore une raison beaucoup plus importante d'intensifier le contrôle de la frontière entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN. Churchill à Fulton et Byrnes, le ministre américain des Affaires Etrangères, à Heidelberg, avaient déjà inventé en 1946 le "rideau de fer", quitté la coalition anti-Hitlérienne et introduit la Guerre Froide. Elle s'intensifia : économiquement, psychologiquement, militairement. Menaces ouvertes -moi-même, j'entendis sur la Place du Marché à Bonn l'appel fameux de Konrad Adenauer : "Ne parlons pas tellement de la réunification ! Il s'agit de la libération de la Ostzone !"

Ils ne faisaient pas que parler : ils armaient et menaçaient. Les manoeuvres de la Bundeswehr avaient sans aucune exception comme axe de poussée l'Est. Et l'"Est", c'était tout d'abord la RDA. Le revanchisme fleurissait, ouvertement on revendiquait des parties de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Union Soviétique. Ouvertement on spéculait au sujet d'une invasion en RDA : ce serait une "affaire de la police à l'intérieur de l'Allemagne", une "action de police". Ainsi, on le lisait et l'écoutait tout en public.

Le plan des manoeuvres DECCO II prévoyait pour l'été 1961 : des pointes d'attaque de la Bundeswehr originaires de Helmstedt en RFA et de Berlin-Ouest (ce sont des réservistes de la Bundeswehr se trouvant dans une situation contraire au droit international) se rencontrent entre Berlin et la frontière près de Brandenburg. Une autre pointe d'attaque percera le long de la frontière RDA/CSSR vers la Neisse Supérieure, ensuite elle se dirigera vers le nord et ainsi la RDA sera arraché endéans 48 heures du Pacte de Varsovie. L'URSS "se tiendrait à l'écart parce qu'elle veut la paix", entendait-on dans l'environnement de Franz-Josef Strauss. A Berlin-Ouest, on avait déjà composé un gouvernement d'exil de la RDA. Les noms sont connus.

Voilà que le 13 août 1961 on rendait la frontière imperméable.

Lorsqu'on apprit au président Kennedy la construction du Mur, il se retourna dans la couchette de son yacht et continua à dormir. Il était informé et savait : les intérêts des Alliés à Berlin et en Europe n'étaient pas touchés, le "jour X" de Bonn ne serait ni une "action de police" ni une affaire "interne" de l'Allemagne, mais, elle signifierait la guerre. Mur et fils barbelés avaient montré : ceci est la frontière d'état d'un état souverain, la variante militaire de "la libération de la zone Est" par la violence avait échoué.

Le Mur n'était pas inhumain. Inhumains étaient ceux qui avaient créé les causes pour les mesures frontalières des états du Pacte de Varsovie. Inhumains sont ceux qui d'année en année font tirer jusqu'à invalidité ou jusqu'à mort sur des petits fraudeurs de café et de cigarettes aux frontières entre la RFA et les Pays Bas et la Belgique.

Chaque mort est un mort de trop. Je différencie bien entendu entre les 25 soldats frontaliers assassinés et ceux qui sont morts en violant le droit international dans une zone militaire interdite malgré de nombreux avertissements. Naturellement, je me sens plus près des défenseurs de la RDA que de ceux qui ne violaient pas seulement une frontière d'état, mais qui devaient en même temps tester comme "non-existante" la frontière sensible entre les coalitions militaires les plus grandes de l'histoire.

Mais la mort à la frontière ne peut nous laisser indifférents. Les autres aussi étaient des hommes — et des victimes. Non pas victimes d'une Kalaschnikov ou d'un "ordre de tirer" (qui n'existe pas) ; mais des victimes de ces politiciens et journalistes sans scrupules qui les ont véritablement excités à violer le règlement de la frontière et la loi ; victimes de ces juges supérieurs de Karlsruhe (siège de la Cour Suprême) qui avaient contesté dans un jugement le caractère de droit international de notre frontière d'état et qui l'avaient définie comme "frontière entre les Länder de la RFA" à l'intérieur de l'Allemagne, que l'on ne violait pas si on allait "de l'Allemagne vers l'Allemagne". Si ceci ne représentait pas une invitation par la Cour Suprême au viol d'une frontière de droit international ! Jamais encore une frontière n'a engendré la guerre ! Le danger de guerre et la guerre ont toujours été engendrés par des forces qui n'avaient pas reconnu des frontières et qui les avaient violées.

1er succès du Mur : les impérialistes allemands ont été stoppés pour la première fois — pas à Verdun, Doumont, Namur ou auprès de la Volga, mais en Allemagne, par des Allemands et avant qu'il ne puissent commencer leur guerre.

2ème succès du Mur : l'interruption des pertes bien organisées d'hommes et d'argent et l'interruption du sabotage économique rendaient enfin possible le travail selon le plan prévu et menaient à cette époque à une stabilisation relative de la RDA, à une amélioration sensible de la vie.

3ème succès du Mur : Konrad Adenauer avait échoué avec sa politique et fut renvoyé.

Si je me mets aujourd'hui de manière inaltérée devant nos soldats frontaliers, je le fais non parce que j'approuverais un "ordre de tirer", mais parce que le service de nos soldats frontaliers ont épargné aux Allemands, aux Européens, voire aux peuples du monde beaucoup de sang; et les soldats frontaliers ne doivent pas être cloués au pilori et subir la justice de classe capitaliste, mais ils doivent se trouver dans les pages pacifiques de l'histoire du monde.

Le fait que nous avons gardé le Mur trop longtemps et que nous ne l'avons pas rendu perméable, est une autre histoire. Cela dépend de la mauvaise estimation du rapport de forces et du manque de psychologie et de souveraineté interne.

La chute du Mur ne signifiait pas qu'ainsi la Guerre Froide contre la RDA toujours existante aurait été terminée. Elle continua de manière psychologique et économique accrue. Des journalistes de l'Allemagne de l'Ouest et d'autres journalistes étrangers devenaient les complices des services secrets : ils abusaient de l'Acte de Helsinki, ils cherchaient, ils suscitaient et ils trouvaient l'opposition en RDA. Partout où il y avait une manifestation, où s'élevait une protestation : les médias de la RFA s'étaient déjà déployés avant, avaient tout monté, s'étaient mis en batterie avec mise au point. Des politiciens de la RFA et des diplomates se mouvaient et se comportaient sur le territoire de la RDA comme s'ils étaient là chez eux et se croyaient tout permis. Des dirigeants ecclésiastiques jouaient un rôle contraire à leur foi et commandements chrétiens ; pas question de paix sur terre, d'amour du prochain, pas de faux témoignage contre ton prochain, de soumis des autorités, à l'église ce qui appartient à l'église, à l'état ce qui appartient à l'état.

On ne le peut répéter suffisamment longtemps : la RDA était un sujet de droit international, sauf vis-à-vis de l'URSS elle était souveraine avec sa propre constitution et légalité, membre de l'ONU et de ses organisations. A cause de sa collaboration constructive, elle a été louée plusieurs fois par les secrétaires des Nations Unies Dr. Waldheim et Pères de Cuellar. Depuis son accueil à l'ONU, elle ne fut accusée par aucune assemblée de violation des droits de l'homme. Elle était partenaire lors de la conclusion de beaucoup de traités au caractère de droit international, elle était aussi partenaire contractuel de la RFA. Donc, un état de droit !

Dans chaque état se passent aussi des injustices. Cela ne doit pas être nié. Mais la RDA n'était pas à comparer avec des états de non-droit tels que le Chili, l'Afrique du Sud, Israël, la Turquie, El Salvador et états similaires, contre qui beaucoup de résolutions pour injustice, inhumanité, guerre de conquête, occupation et racisme devaient être décidées par les Nations Unies.

Le fait d'effectuer des estimations forfaitaires, la criminalisation, la généralisation d'événements isolés en RDA est juridiquement intenable, contraire au droit international et inadmissible. Ainsi procèdent les vainqueurs dans un état conquis. L'attitude fondamentale de Bonn envers la constitution, le droit et les lois dans l'ancienne RDA trouvent leur correspondance dans l'ancienne "Deutsch-Südwest" (actuellement Namibia), dans le "protectorat" tchèque d'Hitler et dans le "gouvernement général" polonais de l'Allemagne d'Hitler.

Chaque état a un besoin de sécurité. La RDA avait vraiment une obligation à la sécurité; parce qu'elle était le partenaire le plus occidental de la communauté d'états du pacte de Varsovie, et on l'a menacée ouvertement pendant 40 années, ce qui se passait alors: elle devait être anéantie de n'importe quelle manière. "Et, Moïse envoya des éclaireurs afin de voir si ceci serait la terre promise, dont dieu avait dit que là couraient lait et miel..."

Dans l'Ancien Testament, on certifie que l'espionnage est le deuxième métier du monde ! Il est certainement la forme la plus ancienne de relations entre états...

Le Ministère de la Sécurité de l'État (MfS) n'était pas la CIA, ni le Mossad, ni d'organisation criminelle telle que les services présidés par Bush, Baker et Hoover, Gehlen, Boeden et Kinkel qui projetaient des assassinats et des attentats contre Castro, Lumumba, les frères Kennedy et Martin Luther King. La "Stasi", actuellement l'incarnation du plus méchant du méchant — n'a pas fait tomber de gouvernements, préparé des guerres comme dans la baie des Cochons à Cuba, à Grenada et au Panama, au Vietnam, au Laos et Au Cambodge, elle n'a pas préparé la Guerre du Golfe et le bombardement de la Libye, de l'Irak, de l'Iran et de la Serbie.

Mais à la Sortie de la Tamise près de Londres, la CIA fit percer le "Magdeburg", un navire de la RDA, dans le fond par un capitaine acheté d'un navire japonais : le "Magdeburg" avait 70 cars anglais à bord, qui ne devaient pas arriver au Cuba...

Il y avait dans l'antichambre du membre du bureau politique du SED, le camarade Bruno Leuschner et qui est déjà décédé depuis longtemps, un "rapporteur personnel". Un jour, au début des années cinquante, celui-ci fut démasqué comme agent du service d'espionnage fédéral BND, trouvé coupable, condamné et après quelques années de prison, il fut lâché en RFA. Frais et dispos — puisque directement, il devint collaborateur du Magazine de la deuxième chaîne allemande ZDF, une des émissions les plus calomnieuses et dirigée contre la RDA de la deuxième chaîne allemande, sous la direction d'un Gerhard Lowenthal à la réputation ternie. L'homme s'appelait Schenk, l'agent Schenk, décelé et aux antécédents judiciaires.

Il y a quelques années, le rapporteur personnel de Willy Brandt, Günther Guillaume, fut démasqué comme éclaireur du Ministère de la Sécurité de l'État MfS, il fut trouvé coupable et après de nombreuses années de prison, il fut lâché en RDA.

Depuis lors, on dit que Brandt "se serait trébuché à cause de l'agent Guillaume". En réalité, Willy Brandt était impliqué alors dans toute une série de scandales privés, qui auraient dû être mis en relief par les soi-disant honorables partis chrétiens sans aucun scrupule au cours de la campagne électorale proche. L'intelligent Herbert Wehner le savait et voulait retirer Brandt, son ennemi intime, de la scène politique. C'est justement au cours de ces réflexions que le rapporteur de Brandt fut démasqué comme éclaireur de la RDA.

Et Herbert Wehner avait un prétexte de retirer Brandt de la circulation et de s'en débarrasser. Mais, qu'est-ce que différenciait Schenk et le camarade Guillaume ? Schenk avait pour mission de découvrir auprès du fonctionnaire économique le plus important de la RDA où dans l'économie il y aurait des inepties et où des goulets d'étranglement menaceraient. En raison de ses renseignements, la RFA pouvait mener une politique d'embargo telle qu'elle puisse dégrader l'approvisionnement de la population de la RDA, déranger l'ambiance et déstabiliser l'État.

Le camarade Guillaume devait, aux côtés du chancelier, découvrir la répartition du pouvoir à Bonn : Quelles forces voudraient agir activement contre la RDA; avec quelles personnalités et groupements, une action commune pour le désarmement et coexistence pacifique et normalisation des relations serait pensable.

Deux missions diamétralement opposées qui justifient la différenciation de la dénomination de ces deux professions ; là des agents, ici des éclaireurs...

Cependant, vu le souci justifié pour l'inviolabilité de la RDA, vu la croissance des activités ennemies et hostiles, offensives et agressives de la RFA, de ses politiciens, journalistes et services — de plus en plus au cours de la guerre froide — , quelques hommes parmi nos dirigeants et au sein du ministère de la sécurité de l'État considéraient la situation tellement tendue et menaçante qu'ils se sont laissés tenter par un malentendu et par un emploi partiellement abusif du pouvoir juste de la sécurité de l'État. De même, l'image de l'ennemi — jusqu'aujourd'hui valable telle quelle et indispensable ! — fut élargie de manière répréhensible, surveillance et contre-espionnage avec les moyens de la sécurité de l'État furent étendues aussi sur ces concitoyens qui ne voulaient nullement faire disparaître l'État, mais qui voulaient améliorer la pratique du gouvernement ainsi que le travail du parti dirigeant. Je veux dire la soi-disante sauvegarde totale contre des dissidents dans notre propre pays. Au fond, c'est nous communistes qui auraient dû être à la tête du "mouvement populaire".

Mais, il n'y a aucune raison à voir qui permettrait de criminaliser forfaitairement les hommes et les femmes qui se sont consacrés au service de la sécurité de leur État menacé et ceci dans le cadre de la loi et de la constitution de leur État souverain avec la conscience la meilleure. Il est inexplicable, pourquoi l'existence d'un "dossier auprès de la sécurité de l'État" devrait représenter à priori une charge ou même un acte criminel. Moyennant la menace d'un "dossier auprès de la sécurité de l'État" — souvent falsifié ou même inventé — on fait du chantage, on discrimine, on exclut de la profession et de la société, on déclare comme criminel, celui qui a travaillé d'après les lois de son État pour sa protection.

Certes, l'emploi abusif du pouvoir socialiste, aussi petit soit-il, est non scientifique, immoral, nuisible et à condamner. Mais où reste l'appel au démasquage, l'appel aux dossiers des espions du service fédéral pour la protection de la constitution, du service fédéral d'espionnage et d'autres organisations dans la RDA d'autrefois et de sa chambre des députés, au gouvernement, dans l'économie, dans les partis et dans les appareils administratifs ou bien également dans le parlement fédéral jadis et aujourd'hui, dans l'armée populaire nationale, dans les téléphones de l'ancienne et de la nouvelle RFA — ou bien au ministère de la sécurité de l'État ? Qu'en est-il de l'activité d'espionnage de ceux qui s'irritent si démesurément au sujet du ministère de la sécurité de l'État et en font une boîte de Pandore, laquelle il ouvrent tout le temps systématiquement et de façon ponctuelle quand cela les arrange dans leur agenda politique ou profitable. Beaucoup de réalisations intellectuelles, sociales, culturelles et morales de la RDA seraient bien allées à la RFA par une véritable unification. Celles-ci furent et sont

toujours niées, méprisées, aplaties, contestées, refoulées dans l'oubli — puisque ne peut exister ce qui n'a pas l'autorisation d'exister. Puisque ce n'était pas un mariage unifiant — avec dot considérable de la mariée — si même d'origine modeste ; mais plutôt l'entrée traîtresse et extorquée d'un territoire colonial, et surtout pas une unification socialiste. Même pas les hommes n'étaient et ne sont pris en considération. Ils furent lésés de leur fierté, de leur dignité, de leur identité, de leur rendement, de leurs succès — partiellement de leur mémoire et de la moitié de leur vie.

L'auteur principal du "traité de l'unification", Schäuble, alors Ministre de l'Intérieur, aujourd'hui chef de groupe parlementaire du CDU/CSU au Bundestag — Schäuble écrit sans vergogne dans un livre : "Ici n'a pas lieu l'unification de deux États égaux. Nous ne commençons pas tout à fait au début avec une position de départ égale en droits." Trois éléments étaient requis pour la réalisation de "l'union d'après les idées de Bonn" : Il fallait un "traité d'unification" que la plupart des députés de la Chambre populaire et du Bundestag ne connaissaient pas, puisqu'il leur arriva en piqué ; des complices étaient nécessaires, des "quislings de la RDA" qui assistèrent à ce bousillage ; de même qu'une maffia, appelée "Treuhand" (= société fiduciaire) pour le démantèlement et le pillage de l'économie de la RDA.

Le Dr. Schäuble écrit au sujet de son interlocuteur de la RDA : "Le fait qu'à la fin le premier projet de la RDA pour un traité d'unification correspondait officiellement à notre base de discussion, ne pouvait surprendre quiconque qui était au courant de notre collaboration étroite." Le "Spiegel" de Hambourg savait dans sa manière cynique et brutale : "Il ne pouvait être question qu'ici, on négociait un traité normal entre des interlocuteurs égaux en droits." Après "l'adhésion" précipitée de la RDA à la RFA, il n'y avait plus, de notre côté, d'interlocuteur, qui aurait pu insister sur le respect des résultats maigres du traité. Sa complicité dans cet exploit meurtrier n'a pu servir Monsieur Krause en rien. Après un bref séjour en tant que ministre fédéral à Bonn, il fut renvoyé sans tambour ni trompette. Comme le disait déjà Napoléon : "On aime la trahison, et pas le traître..."

La "Treuhand-Anstalt" (= société fiduciaire) est le plus grand holding du monde. Elle est propriétaire et à lui appartient l'administration et la commercialisation de la totalité du patrimoine nationalisé de la RDA. Elle possède des droits de souveraineté et du pouvoir de disposer de la propriété, d'habitations, de maisons du village, de la ville et à la campagne, que les citoyens de la RDA ont acquis depuis 1945 ; en outre des universités, des hôpitaux, des centres sportifs, des hôtels et restaurants, des maisons de vacances de la Fédération Libre des Syndicats Ouvriers Allemands, des musées, des théâtres, des cinémas, des centres culturels et des auberges, des biens expropriés de droit international (p.ex. comme suite du traité de Potsdam, de la réforme agraire démocratique, de l'expropriation de criminels de guerre par référendum en Saxe).

La mission principale de la "Treuhand" serait la "vente et la privatisation", dit-on aujourd'hui. Depuis trois années, elle procède de cette manière. Mais, à proprement parler, elle devrait "conserver" ce qui fonctionne et "assainir", c-à-d. assister à son rétablissement, ce qui valait la peine d'être conservé et ce qui n'était pas trop en déficit et qui n'avait pas trop de retard sur des méthodes de production modernes.

Au lieu de cela, elle vendit — ou plus exactement : elle bazarda — les nombreuses tranches de filet lucratives et ne lutta ainsi pas par exemple — contrairement aux lois de l'économie de marché — pour des résultats les plus nets possibles. Des entreprises moins prospères ne furent pas assainies, mais on les laissa aussi longtemps dans le pétrin, jusqu'à ce qu'elles soient en faillite. Elle offre de la propriété foncière et la donne — à l'inverse de la devise de la réforme agraire — "de la terre paysanne (à nouveau) dans la main des hobereaux". Les Hohenzollern, les princes Bismarckais, la haute noblesse wilhelmiennne font de nouveau leur entrée dans les coopératives agricoles. Et, tout ce que les peu d'agriculteurs restés peuvent produire, leur est ordonné par la dictature des fonctionnaires bruxellois de la Communauté Européenne.

Cette "Treuhand" est la plus grande entreprise de chevaliers pillards de l'histoire. Le bazarage des moyens de production, la politique d'expropriation sans aucun scrupule n'est rien d'autre que du vol de tout l'acquis depuis 1945 du peuple de la RDA.

Si la "Treuhand" devrait être mesurée d'après l'échelle qu'elle utilise pour les entreprises qui lui sont confiées, alors elle devrait entrer en liquidation. D'après les principes de l'économie de marché, ses dirigeants — le Ministre Fédéral Waigel et la patronne de la Treuhand, Birgit Breuel — devraient être renvoyés de toute entreprise capitaliste par manque de compétence et être mis à la porte avec mépris et raillerie.

Mais, le but de la "Treuhand" n'est pas l'efficacité ni la rentabilité. Il s'agit de "détruire ce qui doit être détruit": des concurrents de firmes en RFA, des monopoles, des chaînes commerciales et d'hôtels, des propriétaires de théâtres, des brasseries, des producteurs de fleurs artificielles, des producteurs d'énergie, des sociétés de transports, des écoles et universités, des installations de sports, des instituts et des lieux de recherche, des hôpitaux, la sécurité sociale, des garderies d'enfants, des homes pour vieillards - quoi que ce soit. La RDA doit disparaître ! Des yeux, des sens, du souvenir, de l'histoire !

Le fait qu'il s'agit là d'êtres humains, n'est pas prévu dans de tels bilans et dans de telles cervelles. Sous le voile gris de la non-information, des régions entières sont lésées d'emplois et sont sur leur déclin en tant que provinces en état de détresse. Des licenciements en masse sont engendrés et financés au lieu de créer de l'emploi. Hommes, femmes et jeunes — avant tout des femmes — sont condamnés à des travaux à temps réduit jusqu'à zéro, à des loopings d'attente et à la prépension — ou moyennant de lettres bleues, ils sont condamnés au chômage. Des mères ne peuvent plus se rendre au travail parce qu'on dérobe à leurs enfants la crèche, la garderie, le jardin d'enfants ou bien on les rend impayables. Aux vieux, on vole leurs homes, en détruisant les entreprises de support de ces homes et en faisant appauvrir les communes. A quoi sert l'invitation socio-démocrate de Björn Engholm : "Il faut en finir avec les fausses promesses !" ? A quoi bon le mensonge électoral du chancelier Kohl : "Ça n'ira plus mal pour personne, mais pour beaucoup, ça ira mieux !" ?

Il y aurait encore beaucoup d'exemples d'infamie inimaginable capitaliste à avancer. Mais, ce qui a été dit, me semble-t-il, suffit pour donner encore une fois raison à Friedrich Engels après plus de 100 ans : "Les puissances du passé sont à nouveau les puissances du présent !"

Je ne suis pas un rétro de la RDA. L'Allemagne Globale ne devrait pas paraître comme la RDA, mais pas non plus comme la vieille RFA et l'actuelle République Fédérale. Une véritable unité n'est possible que sous des conditions socialistes. Cependant, aucun de ses citoyens n'a à avoir de honte à propos de la RDA ! La mort de la RDA a mené vers un affaiblissement de la position pacifique en Allemagne et en Europe. Tous les hommes ont subi une perte, aussi ceux qui n'en sont aujourd'hui pas encore conscients.

Par la tentative d'écraser radicalement la RDA, non seulement les vainqueurs actuels, mais aussi certains déçus et résignés posent les questions : Où se trouvaient les noeuds pour des décisions erronées ? Quand d'autres décisions auraient-elles dû être prises ? Est-ce que d'autres décisions à ce moment ou à un autre étaient possibles en tout état de cause ? Peut-on vraiment tout réduire à des décisions erronées et à de l'incompétence ? Qu'en est-il avec la relation entre le temps et l'espace, entre la cause et l'effet ?

Et, n'y avait-il pas des obligations concernant la politique intérieure et extérieure — soit l'hostilité offensive agressive à l'Ouest — soit le système d'alliance à l'Est -avec des alliés partiellement exigeants, partiellement miséreux.

Sans L'URSS, la RDA antifasciste démocratique n'aurait pu être fondée, sans aide soviétique, elle n'aurait pu exister, se développer et devenir socialiste. Mais la politique allemande de l'Union Soviétique était toujours ambivalente : solidaire, internationaliste, sympathie active et soutien pour des

communistes allemands sous la république de Weimar, solidarité avec les antifascistes allemands sous le Reich de Hitler et pendant la guerre, plus tard, avec le SED et la RDA. En même temps cependant, le vieux chauvinisme grand-russe avec des tout autres intérêts persistait.

Krouchtchev envoya en 1964 son beau-fils Adschubej en RFA auprès de Franz-Josef Strauss, afin de discuter avec celui-ci du prix, que coûterait l'abandon de la RDA... Sans aucune critique, ou plus exactement obligés par la nécessité — nous adoptions la nouvelle orientation de Moscou avec la mentalité et le comportement de la petite bourgeoisie, qui émanaient du XXème Congrès du PCUS. La ligne Brejnev - Tschéwardnadse (avec la maxime : la politique étrangère n'est pas de la lutte des classes) - Gorbatchev - Eltsine — renchérissement du pétrole soviétique, réduction des livraisons de pétrole, rapprochement Moscou-Washington et Moscou-Bonn (partiellement derrière notre dos) : Le début de la fin avait lieu à Moscou ! Il avait lieu dans d'autres partis et états socialistes, et il s'achevait seulement en RDA et en Tchécoslovaquie. Notre petite Allemagne, étranglée par l'Ouest devrait résister seul? A cela s'ajoutent nos propres décisions erronées, nos propres actes manqués, nos propres évolutions manquées, toutes non insignifiantes...

Là, les historiens doivent s'y attaquer un peu autrement qu'ils ne le font pour l'instant. Pour ne pas parler des fantaisies de l'histoire de l'ennemi de classe... A eux, nous n'avons pas de comptes à rendre. A quoi bon toutes ces commissions d'enquête, qui toutes veulent "surmonter l'histoire" ? Que veulent-elles être d'autre que des "tribunaux" anticommunistes ! Que d'autre que des comités McCarthy avec la dépréciation d'êtres humains dignes ? Que d'autre que des simulacres de procès, que des "tribunaux populaires" — et là, on se trouve très vite auprès de la cour martiale et auprès du Tribunal du Peuple ! Des pareils "tribunaux" manquent de toute autorisation constitutionnelle, juridique, historique et morale. Ils devraient mobiliser et manipuler "le sentiment populaire sain", faire bouillir l'âme populaire et détourner au sujet des vrais ennemis. Ils ne seraient pas de "tribunaux", mais des spectacles pour les médias. Il ne doivent pas produire de vérité historique, mais de la munition supplémentaire pour politiciens et journalistes.

La prétendue "nouvelle Allemagne" est la vieille Allemagne, qui faisait déclencher au cours de deux guerres mondiales à l'Ouest et à l'Est les cris de terreur : "Les allemands arrivent !" Aujourd'hui, dans la "nouvelle Allemagne", on ne chante pas encore, mais on joue de la musique derrière laquelle on cache "Deutschland, Deutschland, über alles in der Welt !" "German to the front", "Les allemands au front" disait-on à la fin du siècle passé, lorsqu'on s'attaquait à la Chine. Et un feld-maréchal allemand, le duc Waldersee, la première armée européenne vers l'Est !

Camarades, laissez-moi pour terminer vous donner quelques traits de lumière de la "nouvelle Allemagne". Lorsqu'en 1948, le Conseil Parlementaire — non voté, mais nommé arbitrairement par des étrangers — décidait de ce qui devenait "la Constitution" et — malgré de nombreuses modifications — ce qui est la constitution de l'État, auquel je suis obligé d'appartenir depuis le 3 octobre 1991, j'y participais en tant que correspondant, lorsque le camarade Max Reimann, le président du Parti Communiste de l'Allemagne, tenait les propos suivants : "Mesdames, messieurs, nous, les communistes, nous rejetons cette constitution parce qu'elle divise l'Allemagne. Mais le jour viendra où nous, les communistes, nous défendrons cette constitution contre vous !" Aujourd'hui, c'est le moment.

Récemment, on s'occupait dans un quotidien socialiste du taux croissant de la criminalité au sud-est de l'Allemagne. Ce faisant, l'auteur de l'article y fit glisser l'expression "frontière saxo-bohémienne". Ce n'a été certainement pas là sa pensée. Mais, la Saxe appartient à l'Allemagne et la Bohême à la République Tchèque. Il s'agit donc de la frontière germano-tchèque. "Saxo-bohémienne" : cela sonne diablement comme "frontière à l'intérieur de l'Allemagne". Et cela, nous l'avions bien déjà une fois. Cette réglementation linguistique précéda l'entrée en Autriche, l'invasion de la Tchécoslovaquie et de la Pologne et de l'encassement de la RDA. Le revanchisme est financé tel quel par le gouvernement de la RFA. Toutes les guerres américaines au cours de la seconde moitié de notre siècle furent acclamées, partiellement financées et politiquement soutenues par Bonn.

Maintenant au Rhin, on parle d'une "responsabilité accrue de l'Allemagne dans le monde". Comment cela à proprement parler ? Puisqu'ils ne se sont approprié que 108,330 km d'une soi-disant RDA "épuisée" ? Et puisqu'ils ont incorporé presque 16 millions de "citoyens de la RDA, paresseux, et inaptes au travail" — ou bien, comme on disait du temps de Hitler — "rapatriement au reich" ? D'où donc, une "responsabilité accrue de l'Allemagne dans le monde" ?

Franz-Josef Strauss raffolait d'une "Allemagne jusqu'à l'Oural". D'autres menaçaient : "La seconde Guerre Mondiale n'est pas encore terminée !" Par la reconnaissance arbitraire de la Croatie, Genscher, le ministre des Affaires étrangères, mit — se sentant renforcé grâce à l'"entrée" de la RDA — la mèche au baril de poudre, appelé aussi Balkan. Aujourd'hui, on régénère la fraternité d'armes avec la Croatie fasciste d'autrefois du vassal de Hitler, Ante Pavelic. On accroît à nouveau l'hostilité avec la Serbie antifasciste — suivant le slogan impérial de 1914 et suivant le plan de Hitler de 1940 : "Serbien muss 'sterben' !" ("La Serbie doit mourir !") Les avions-Awacs ne sont pas uniquement des éclaireurs, mais aussi des guides pour l'artillerie et des marqueurs de but pour le lâchement de bombes. Déjà depuis la guerre du Golfe, des officiers de la Bundeswehr siègent à son sein et ordonnent le feu ! On organise des simagrées lamentables devant la Cour Suprême de la RFA afin d'envoyer des soldats allemands dans la guerre, à nouveau là où ils assassinaient déjà une fois, la croix gammée sur leur poitrine et la croix en poutre sur les ailes des stukas ; avec ou sans consentement du Parlement, avec quelques ministres fédéraux et contre quelques ministres fédéraux, contre la Constitution, avec rupture ouverte de la Constitution ou bien avec l'explication culottée que la Constitution l'autoriserait ou on la changerait, c.-à-d. rompre la Constitution sans majorité des deux-tiers.

On a également de nouveau un "renard des sables". Certes, il ne s'appelle pas feld-maréchal Rommel, mais le général de division Georg Bernhardt (56) de Coblenz possède des "expériences en Turquie, au Kurdistan et à la frontière irakienne", nous rapporte une gazette; et il commande le nouveau "Afrika-Korps" (Afrikakorps) en Somalie ! Le croiseur "Feldmarschall Rommel" de la Force Navale Fédérale patrouille dans la Méditerranée. Dans le ciel, la Bundeswehr, des officiers attendent de pouvoir donner des ordres d'engagement. Et le général Bernhardt est, en ce qui concerne Inhumanité et assurance du maintien de la paix", en marche. La paix par la guerre — mais évidemment "avec doigté..."

En 1943, je me trouvais au bataillon disciplinaire 999 de l'Afrikakorps africain de Rommel. J'ai vécu l'"humanité et l'assurance du maintien de la paix" des soldats allemands. Et le "doigté" de monsieur Rommel avait des limites claires et nettes à Tobruk et à El Alamein. La mission de soldats allemands "out of area", hors de l'Allemagne et du domaine de l'OTAN donc, est défendu par la Constitution pour des bonnes raisons. Elle est rompue. On participe à des guerres et à des soi-disants "secours humanitaires"; dans des convois de vivres, on trouve des armes pour la Croatie, on justifie cette contrebande d'armes comme "composant d'auto-protection". Le chancelier K., son incompetent ministre de la guerre Rühle et monsieur Kinkel qui apprend pour le moment les notions fondamentales de la politique étrangère — vu leur politique du Balkan et de l'Afrique, ils parlent d'une "continuité de toute politique étrangère". Précisément. Ils ne se trouvent pas encore auprès de Ribbentrop. Mais, le Brentano et le Genscher de Adenauer suffisent sans doute.

Le Secrétaire Général des Nations-Unies, Ghali, poursuit une néfaste tradition égyptienne lorsqu'il exige également la participation de soldats allemands à des foyers internationaux de crise. Lors de la visite officielle de Walter Ulbricht en Egypte, je me trouvais au palais Kubbeh au Caire, lorsque Gamal ab el Nasser disait dans son discours : "Nous croyions que Rommel et son Afrikakorps viendraient pour nous libérer de nos oppresseurs britanniques. Mais en réalité, un oppresseur voulait se mettre à la place d'un autre dans notre nuque. C'était une grave erreur !" De telles paroles dans l'album de tels politiciens qui attendent du secours de soldats de l'impérialisme allemand... L'OTAN a un secrétaire général allemand à Bruxelles, qui, une plume de paon dans son cul, se pavane sur les écrans, pose devant des soldats belges, néerlandais, allemands et d'autres états européens et produit un langage belliqueux irresponsable. En vertu de pression américaine et de dollars américains, l'ONU est devenue une troupe auxiliaire des USA et décide de ce que Washington dit.

Genscher parlait d'une "politique intérieure mondiale". Les USA peuvent se retenir en apparence, Clinton est encore nouveau, et beaucoup d'Américains en ont encore assez de Vietnam, où ils perdirent une guerre, et de l'Iraq, où ils n'ont pas gagné leur guerre, où ils n'ont pas atteint leurs buts de la guerre. C'est pourquoi : rompre la Constitution, lancer des Awacs et des avions de combat avec la croix en poutre et des Allemands aux fronts : Au pas cadencé, en avant — marche ! Nous sommes de nouveau quelqu'un.

Au niveau de la politique intérieure, on a aujourd'hui dans les "nouveaux Länder" un champ d'exercice, sur lequel on peut essayer le démantèlement de droits sociaux et de travailleurs, afin de pouvoir rejeter la classe ouvrière et la population active de l'Allemagne de l'Ouest dans le capitalisme libre-échangiste. Se serrer la ceinture et : Soyez soumis à l'autorité ! Pour camoufler ce que nous voulons réellement, nous peignons vos casques en bleu. Aux soldats et assassins lettons qui ont collaboré avec Hitler, nous payons maintenant les pensions que nous avons supprimées aux antifascistes allemands. Nous enterrons les gardiens des camps de concentration et les officiers SS de Buchenwald avec noms, grades et Croix de fer au cimetière de Weimar — nous traînons les combattants contre Hitler, contre la guerre et pour une Allemagne meilleure, pacifique et juste devant des tribunaux de classe et nous les condamnons — contre tout droit et contre toute loi. Car nous avons maintenant enfin entre l'Elbe et l'Oder l'"état de droit" !

Dans la démocratie bourgeoise, chacun doit pouvoir bien dire ce qu'il pense et ce qu'il veut. C'est pour cette raison que l'impérialisme des médias ont pris les rênes du pouvoir — agences d'information, journaux, radio, télévision, des bataillons de journalistes mis au pas, dont le métier ne vient pas de la religion, mais de la profession, pas de la confession mais du profit. Et ils exercent — d'après diverses manières — de l'antisocialisme et de l'anticommunisme décrété. Il n'ont pas d'autre devoir que de désaccoutumer l'homme — dans la multiplicité naïve, appelée : pluralisme de la pensée.

La Sainte Inquisition n'a pas mené au désaveu du christianisme. Le socialisme se trouve avec sa défaite entre le bûcher et le gouffre. Gens et médias qui encore jamais ne trouvaient le socialisme scientifique bon, se précipitent malicieusement et pleine de haine, mais prématurément. Nous léchons nos plaies après une bataille perdue. Mais en même temps, nous sommes, même douloureusement et pour l'instant moins nombreux, non abattus et nous avons gardé la tête haute. Je le dis sans équivoque : la réflexion et l'autocritique, l'analyse et l'objectivité seient bien aux communistes, même si elles causent de la douleur. Cependant, aucun communiste n'a à se justifier ou même à s'excuser pour des erreurs et pour des actes manqués devant des capitalistes et leurs journalistes de la cour ! Courber l'échiné serait incompatible avec une marche droite. Autocritique ? Oui ! Mais pas d'entre-déchirement ! La cendre est pour le verglas ou pour l'urne — pas pour la tête !

Nous communistes, nous avons aujourd'hui un premier devoir prioritaire : de renforcer la gauche ! Pour cela, nous devons surmonter des mesquineries entre nous, des différences d'opinion dans des questions secondaires de détails, la fâcheuse manie de vouloir tout savoir mieux que les autres par rapport à un tel ou à un tel autre camarade, toutes les contradictions qui nous ont séparées trop longtemps. Nous avons besoin d'accord au sujet du contenu et du chemin, au sujet des manières de considérer l'histoire. Nous devons sincèrement en rabattre, où nous avons fait erreur, pratiquer la tolérance où nous avons raison. Ce n'est pas un opportunisme pure d'unité, pas une "unité à tout prix". Cela doit mener à un programme minimal, scientifiquement justifié pour un front stable et homogène, qui agit en commun.

Nous avons le socialisme scientifique de Marx et Engels à réhabiliter et à renouveler : il est et reste l'alternative unique pour l'immoralité et pour l'infirmité du capitalisme misanthropique ! Reconnaissons : un socialisme défectueux mais capable de se renouveler vaut toujours mieux que le meilleur capitalisme mais inguérissable malade ! Mieux vaut chaussette rouge que pas de bas du tout !

Pour nous autres, les activistes de la gauche scientifique, rien d'autre ne peut valoir que ce que le poète et camarade Louis Fűrberg — décédé en RDA — disait au travailleur hélas tellement mal famé du parti :

**"On installe des bûchers pour lui,
et mille fois, quand on le croit mort,
il arrive et se moque des portes fermées.
Et comme les hébétés ressentent sa proximité,
ils se réveillent et soulèvent fièrement la tête!"**

Pour la défense du socialisme : erreurs et succès de l'édification socialiste

(Dr. Kurt Gossweiler : Institut central d'Histoire de l'Académie des Sciences de la ex-RDA. Auteur des ouvrages : "Les grandes banques, les monopoles et l'Etat. Economie et Politique du capitalisme monopoliste d'Etat en Allemagne de 1914 à 1932" (1971) et "Capital, Reichwehr et NSDAP" (1982).)

Points forts et faiblesses dans la lutte contre le révisionnisme

Nous ne traitons pas ici de la catastrophe qui a affecté certains pays socialistes, par exemple la RDA, mais de celle qui a affecté le socialisme en Europe et bien au-delà. Il est impossible de traiter de manière isolée l'effondrement du socialisme dans un seul pays européen, comme si chacun d'entre eux, séparément, s'était effondré suite à ses propres faiblesses internes. La maladie à laquelle ils ont tous succombé était et est partout la même : elle a pour nom *révisionnisme*.

C'est pourquoi on ne peut parler que de la lutte contre le révisionnisme, de ses points forts et de ses faiblesses dans certains pays, lorsqu'on veut analyser clairement le rôle joué par le révisionnisme dans le mouvement communiste international. Avant de parler de la RDA et du SED, je tenterai donc de broser le cadre dans lequel le SED a dû développer son travail idéologique et politique.

1. A propos du révisionnisme dans le mouvement communiste

Comme chacun le sait, le mouvement communiste est né en réponse à la décadence révisionniste de la Deuxième Internationale. Comme tout jeune mouvement révolutionnaire, il était touché par la maladie de jeunesse qu'est le radicalisme ainsi que par celle de l'opportunisme de droite, lâche. A la fondation du mouvement communiste ont pris part des révolutionnaires de différentes générations, ayant des expériences diverses dans la lutte de classe. Les aînés — Lénine, Clara Zetkin, Wilhelm Pieck et d'autres — disposaient d'un vaste trésor d'expérience. Ils avaient vécu, non seulement l'expression révisionniste qu'est la social-démocratie, mais aussi leur époque révolutionnaire héroïque. Par leur propre expérience, ils connaissaient la force et les faiblesses des différentes formes de lutte ainsi que les dangers d'une fixation unilatérale sur une seule et unique forme. Les plus jeunes — Staline, Ernest Thälmann, Walter Ulbricht, Maurice Thorez, Palmiro Togliatti, Georgi Dimitroff, pour ne citer que les plus connus d'entre eux — étaient marqués par deux expériences fondamentales : la trahison du socialisme et son passage du côté de l'impérialisme, d'une part, et la victoire de la révolution d'Octobre, d'autre part. Les leçons dont s'étaient imprégnés ces dirigeants communistes ainsi que les simples membres des jeunes partis communistes étaient les suivantes.

Premièrement : la victoire de la révolution d'Octobre a démontré que la destruction du capitalisme, la révolution prolétarienne, est à l'ordre du jour de l'histoire.

Deuxièmement : le rôle joué par les partis sociaux-démocrates et leur direction en 1914 et en 1917/18 démontre que la social-démocratie s'est muée en force contre-révolutionnaire, en représentant de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. La défaite du mouvement ouvrier allemand à l'automne 1923, à la suite du pacte de la direction du KPD, Brandler-Thalheimer, avec la social-démocratie de gauche a démontré qu'un pacte avec la social-démocratie —même avec son aile gauche — conduit inévitablement à la défaite.

Troisièmement : On ne peut vaincre l'impérialisme que quand l'influence de la social-démocratie sur la majorité de la classe ouvrière est brisée.

De cette génération de révolutionnaires, sont issus les marxistes-léninistes les plus en vue et les dirigeants populaires les plus compétents. Parallèlement toutefois, cette génération de dirigeants de partis communistes avait été, dans ses années d'apprentissage, fortement exposée au danger de la maladie de jeunesse qu'est le radicalisme. Certaines thèses du programme de l'Internationale communiste adopté au sixième congrès mondial de l'Internationale en 1928 le montrent clairement.

Ainsi par exemple, la thèse selon laquelle, dans les pays capitalistes développés comme l'Allemagne, la transition immédiate à la dictature du prolétariat était seule à l'ordre du jour, sans stades intermédiaires. Ou encore l'étiquetage de la social-démocratie comme "social-fascisme". Une telle qualification était non seulement erronée d'un point de vue tactique mais aussi indéfendable sur le plan théorique. Ces déviations de gauche n'étaient en aucun cas le fait de certaines personnes, comme Staline par exemple; elles étaient en fait la maladie de jeunesse d'un mouvement jeune, né en lutte avec l'opportunisme social-démocrate. Après que les expériences de lutte et les leçons amères de la victoire du fascisme en Allemagne aient démontré la fausseté et la nocivité de ces thèses et d'autres encore, ces dirigeants ont eux-mêmes corrigé leurs erreurs lors du Septième Congrès mondial de l'Internationale Communiste et de la Conférence bruxelloise du KPD, dans une autocritique acerbe.

De nos jours, on entend couramment affirmer en Allemagne — y compris dans le PDS — que, sous l'influence de Staline, le mouvement communiste s'est une nouvelle fois écarté de la ligne du Septième congrès mondial — la création de la plus large unité et du front populaire contre le fascisme. C'est le contraire qui est vrai. C'est l'Internationale socialiste, ce sont les partis qui y étaient affiliés, qui ont repoussé chaque offre de l'Internationale Communiste pour l'unité d'action contre le fascisme, et ce avec les arguments les plus minables. L'affirmation selon laquelle un début d'unité d'action avec les sociaux-démocrates aurait été anéanti à cause des procès de Moscou fait partie des vieux mensonges historiques repris aujourd'hui par les soi-disant "rénovateurs" au sein des partis communistes et anciens partis communistes. Les procès de Moscou n'ont nullement été la "cause" de ce que les partis sociaux-démocrates se sont éloignés d'un front uni en voie de constitution. C'était le prétexte le mieux venu pour rendre plausible aux yeux de ses propres partisans l'attitude de refus existante.

Malgré la trahison de Munich (les puissances occidentales avaient livré la Tchécoslovaquie qui leur était alliée), l'Union soviétique s'en est tenue avec obstination et d'une manière extrêmement constructive, du printemps à août 1939, à la recherche d'un pacte efficace de sécurité collective avec les puissances occidentales. Ceci s'inscrivait parfaitement dans la ligne établie lors du Septième Congrès mondial.

Si finalement on est parvenu à une coalition anti-Hitler, ce fut le fruit de la politique de l'Union soviétique. Et si cette coalition s'est maintenue dans son rôle jusqu'à l'anéantissement de la bête fasciste et n'a pas éclaté plus tôt à cause d'une paix séparée avec l'Allemagne hitlérienne, c'est grâce à l'autorité et à la force de l'Union soviétique. Enfin, la ligne du septième congrès mondial a trouvé sa concrétisation dans la constitution du Comité National Allemagne Libre en Union soviétique et dans les mouvements correspondants en Allemagne et au sein de l'émigration antifasciste. Plus tard, elle a eu une répercussion dans la coopération des partis démocratiques antifascistes dans la zone d'occupation soviétique et dans les pays occupés par l'Union soviétique.

En Union soviétique et dans les partis de l'Internationale Communiste, les déviations de gauche — trotskiste et boukharinienne — et les déviations de droite par rapport à la ligne léniniste avaient été surmontées idéologiquement dans les années vingt et politiquement dans les années trente. Quand nous voyons où a conduit en un rien de temps la résurrection de ces courants, sous la perestroïka de Gorbatchev, la thèse selon laquelle la victoire sur le fascisme hitlérien a justement été assurée grâce la lutte réussie contre ces déviations gagne en force de conviction. C'est précisément à cause de cela que les partis communistes se sont développés dans de nombreux pays capitalistes — en particulier en France et en Italie — au point de devenir des partis populaires forts et les dirigeants effectifs des masses populaires dans la lutte contre le fascisme. Même après la liquidation du capitalisme, ces deux déviations — de gauche et de droite — ont toujours une base sociale et des racines idéologiques. Elles ne peuvent pas être anéanties pour de bon, une fois pour toutes. Il ne faut pas cesser de les combattre. Elles sont toujours alimentées des idées du passé qui ne disparaissent pas en une ou deux générations. Au contraire, à l'ère des médias, elles sont sans cesse réactualisées de manière plus massive et plus efficace à partir de l'environnement impérialiste.

Les sources du courant révisionniste

La cause principale du renouveau actuel des déviations de gauche et de droite du marxisme-léninisme dans les pays socialistes ont été — et sont encore — les difficultés énormes de l'édification socialiste, étant donné le retard énorme du développement des forces productives par rapport aux pays capitalistes. D'une part, une telle situation suscite des idées et des tentatives de rattraper le retard de manière accélérée avec des moyens et des méthodes pseudo-révolutionnaires. D'autre part, elle crée une ambiance de capitulation face aux difficultés et fait naître des propositions visant à rattraper le retard prétendument irrécupérable avec l'aide des puissances dirigeantes impérialistes, si nécessaire en renonçant à une partie de sa propre indépendance.

La victoire de l'Union soviétique dans la Grande Guerre Patriotique était aussi une victoire et un triomphe de la politique marxiste-léniniste du PCUS. La réputation de l'Union soviétique, du socialisme et des communistes avait atteint un sommet pratiquement invincible, non pas par la propagande mais grâce aux actes et aux prestations du socialisme et de ses hommes, accomplis devant les yeux du monde entier. Quiconque aurait alors soutenu que la politique du PCUS et de son dirigeant avait conduit le mouvement communiste à la catastrophe aurait été déclaré bon pour l'asile. Parallèlement toutefois, à la fin de la guerre, des conditions étaient apparues qui allaient favoriser comme jamais auparavant la renaissance du courant révisionniste au sein du mouvement communiste.

Premièrement, chez pas mal de communistes, la coalition anti-Hitler a eu l'effet, d'affaiblir et même de dissoudre la conscience des contradictions inconciliables entre l'impérialisme et le socialisme. C'est ainsi que s'est aussi propagée une répartition des impérialistes en deux camps : une "Alliance" des impérialistes bons, dignes de confiance — les alliés de la coalition anti-Hitler — et les ennemis, inacceptables — les puissances fascistes de l'Axe. Tout ceci a affaibli la vigilance face aux intrigues ennemies et au travail de sape des Américains et des Anglais.

Deuxièmement, dans beaucoup de partis communistes, sont apparues des tendances issues de la pratique du large front populaire antifasciste, tendances à tirer des conclusions liquidatrices. Pour maintenir ce large front uni, certains voulaient résorber le parti communiste dans celui-ci, le dissoudre donc (voir le Browderisme aux Etats-Unis). De telles tendances se sont aussi manifestées dans le Parti Communiste de Yougoslavie. Voilà ce qu'exposait Tito lors du Deuxième Congrès du Front Populaire de Yougoslavie : *"Le Parti communiste a-t-il encore un autre programme en dehors du front populaire ? Non ! Le Parti Communiste n'a aucun autre programme. Le programme du front populaire est aussi son programme."* (1) Mais Tito ne s'est pas contenté de proclamer cela face à son pays et à son parti. Il a aussi prétendu indiquer aux autres la seule juste voie à suivre : *"Tout front populaire ne peut avoir sa pleine signification pour le développement intérieur d'un pays que s'il se transforme petit à petit en une organisation unitaire englobant tous les intérêts nationaux."* (2) Cette conception a mis à jour une divergence d'opinion au sein du mouvement communiste, divergence qui

ne concernait pas une question secondaire mais bien la question centrale du rôle du parti communiste. Ce que proposait Tito, c'était, ni plus ni moins, la résorption du parti communiste dans une "organisation populaire collective", générale et nationale. Ce concept n'était pas un contre-concept par rapport à une conception "stalinienne" du parti communiste, mais était en contradiction fondamentale avec la conception du parti chez Marx, Engels et Lénine. Il fallait y réagir. Dans cette question comme dans d'autres, la réaction est venue dans la résolution du Bureau d'information des Partis Communistes de juin 1948. Cette résolution était, dans un certain sens, une vaccination indispensable — administrée non seulement par Staline mais par tous les partis signataires — de l'ensemble du mouvement communiste contre le révisionnisme diffusé activement par le parti de Tito.

Troisièmement, après les énormes efforts et sacrifices consentis pendant les années de guerre, le peuple soviétique aspirait — de manière très compréhensible — à récolter enfin les fruits des longues privations et de la victoire. Ceci créait une situation favorable pour les démagogues de la trempe de Khrouchtchev qui pouvaient acquérir une base populaire en promettant une amélioration rapide et un allègement des conditions de vie comme résultat d'une "nouvelle orientation", le déplacement du centre de gravité de la planification économique vers l'industrie de biens de consommation, etc..

Quatrièmement, après la fin de la guerre, en raison de l'ouverture, des centaines de milliers de soviétiques sont entrés en contact pour la première fois avec les conditions de vie, la vie quotidienne ordinaire, dans les pays capitalistes, en particulier en Allemagne. Pour la première fois, ils se sont rendus compte du grand fossé qui séparait leur pays des pays capitalistes occidentaux, en matière de confort et de technique quotidienne. Un fossé qui apparaissait même dans le désert de ruines qu'étaient les villes allemandes à cette époque. Jusqu'alors, les citoyens soviétiques avaient toujours comparé leur niveau de vie à celui de leurs parents avant la révolution et avaient ainsi acquis la certitude de la supériorité du socialisme. Après la guerre, le critère de référence est devenu la vie dans l'Occident capitaliste (ou dans les pays qui avaient été capitalistes jusqu'en 1945). Et les Soviétiques ont bien dû constater, à leur grande amertume, qu'eux-mêmes, les vainqueurs, vivaient plus mal que les Allemands vaincus. Ce qui a créé les conditions propices au succès de slogans qui ont propagé l'affaiblissement de la confrontation avec le capitalisme et le rapprochement des systèmes.

Cinquièmement, au fil du temps, il est apparu que précisément les intellectuels, surtout les créatifs en matière culturelle, étaient particulièrement sensibles au "mode de vie occidental". Ils en sont devenus les propagandistes, alors que leur tâche dans la société socialiste était précisément de préserver et de développer la culture et l'idéologie socialiste face à l'influence du mode de pensée et de vie bourgeois.

Ce n'était pas tant ceux qui avaient trouvé leur voie vers le mouvement ouvrier dans des conditions capitalistes mais surtout ceux qui étaient nés et qui avaient grandi après la victoire de la révolution qui étaient les plus réceptifs aux slogans de la liberté de la personnalité de l'artiste, de leur droit à "épanouissement personnel" comme individu unique. Quelques-uns d'entre eux ont alors exigé de la société socialiste en développement une liberté individuelle que seul peut garantir le socialisme épanoui, qui ne doit plus lutter pour sa sauvegarde. Ils ressentaient en fait l'exigence de mettre leurs capacités au service de la société comme une atteinte inacceptable à leur liberté. C'est ainsi qu'ils ont constitué une proie facile pour les chasseurs de tête révisionnistes en quête de personnalités en vue dont ils pouvaient utiliser le nom dans le cadre de leurs attaques contre le parti communiste et le prétendu "stalinsisme". Après la mort de Staline, la lutte contre les influences bourgeoises en Union soviétique s'est progressivement estompée pour finalement s'arrêter ou se poursuivre d'une manière purement formelle. Parallèlement, les portes se sont ouvertes de plus en plus largement à la propagation du mode de vie occidental.

Le XXème Congrès du PCUS

Le Vingtième Congrès du Parti a constitué une rupture décisive dans l'histoire de l'Union soviétique, mais aussi de tout le mouvement communiste international. Il a consommé la rupture avec le léninisme

et la transition aux positions du révisionnisme sur des questions décisives, le tout sous le prétexte du "retour à Lénine".

Je vais maintenant présenter ce qui constitue selon moi les lignes de force de la falsification révisionniste de la théorie et de la pratique de l'URSS et des partis communistes. La première ligne de force est la réconciliation de classes au lieu de la lutte de classes. Différents arguments ont été et sont avancés à cet effet. Dans les années qui ont suivi la victoire sur le fascisme, un argument a été repris, que Kautsky avait déjà utilisé en 1925. Selon cet argument, la lutte de classe s'estompe parce que la classe ouvrière est devenue si forte. *"Les prolétaires deviennent de plus en plus modérés dans leur lutte, grâce à leur conscience accrue, et de plus en plus réfléchis, clairvoyants et capables de jugement grâce à leur expérience croissante. Mais ce n'est pas tout. Leur force accrue contraint aussi leurs adversaires, les capitalistes eux-mêmes et leurs amis au gouvernement et dans la presse, de s'adresser aux ouvriers avec un respect et une politesse accrues. C'est ainsi que les capitalistes sont éduqués à adoucir leurs méthodes dans la lutte de classe"* (3). C'est ce que Kautsky avait écrit dans la préface du programme d'Heidelberg. Quelques années plus tard, ces capitalistes "policés" ont installé la dictature de la croix gammée ! Tout en se référant à la force accrue de la classe ouvrière, Khrouchtchev proclamait, au Vingtième Congrès du Parti du PCUS, la possibilité de réaliser le socialisme par la voie parlementaire. *"Dans le monde entier, les forces du socialisme et de la démocratie se sont accrues d'une manière incommensurable, le capitalisme par contre s'est fortement affaibli. ... Dans ces circonstances, la classe ouvrière a la possibilité de conquérir au parlement une majorité stable et de le transformer, d'organe de la démocratie bourgeoise, en outil de la volonté populaire réelle"*. (4) Cette théorie révisionniste n'est pas une invention de Khrouchtchev. Dans cette déclaration, il ne fait que reprendre une thèse du révisionnisme de Tito et l'élever au rang de bagage théorique officiel de l'Union soviétique, l'introduisant ainsi frauduleusement dans le "marxisme-léninisme". Et lorsque les révisionnistes titistes ont quand même fini par adopter un programme propre lors de la journée du Parti à Ljubljana, on pouvait y lire : *"Les succès de la lutte révolutionnaire du prolétariat obtenus jusqu'à présent ... la naissance d'un système socialiste mondial ... tout cela offre à la classe ouvrière ... plus de perspectives qu'autrefois de devenir, dans certains pays, sous certaines conditions, une force dirigeante de la société en adoptant la voie d'une lutte politique comparativement pacifique. D'acquérir ainsi une influence décisive sur le pouvoir et, progressivement, en fonction des conditions objectives et de sa force politique propre, de garantir le début et de développement dans la voie du socialisme"*. (5)

Un capitalisme changé de caractère ?

Si, au début de la période d'après-guerre, le discours sur l'"adoucissement" de la lutte de classe était justifié par la force du mouvement ouvrier et du socialisme, les économistes touchés par le révisionnisme dans les pays socialistes ont avancé, dans les années 60, un nouvel argument. Le capitalisme monopoliste d'Etat, avançaient-ils, n'avait plus rien de commun avec le capitalisme analysé par Marx.

Premièrement, il s'agit d'un capitalisme au niveau de la technique la plus développée qui ne peut être maîtrisé que par des ouvriers hautement qualifiés. A de tels ouvriers, le capitaliste moderne doit toutefois octroyer un niveau de vie relativement élevé ainsi que des droits démocratiques. C'est pourquoi on ne peut pas s'attendre de la part du capitalisme monopoliste d'Etat à un retour à une forme d'Etat dictatoriale et la transition pacifique au socialisme est plus que jamais à l'ordre du jour.

Deuxièmement, il s'agit d'un capitalisme où il ne serait plus question d'anarchie dans la production. Le capitalisme monopoliste d'Etat serait un capitalisme planifié, on ne devrait donc plus connaître de crises de surproduction.

Sur base de tels jugements du capitalisme "moderne", se sont répandues dans les partis communistes, jusqu'au sommet, les théories de la "convergence des systèmes", du rapprochement réciproque du capitalisme monopoliste d'Etat et du socialisme, qui devrait pouvoir conduire à une synthèse pacifique.

Une troisième justification au rejet de la lutte inconciliable contre l'impérialisme a été avancée par Khrouchtchev et poussée par Gorbatchev jusqu'au désarmement volontaire du socialisme. En perspective du danger d'une guerre nucléaire, la paix ne pourrait être maintenue *contre* l'impérialisme, mais seulement *avec* l'impérialisme.

La prétendue "politique de la détente" pratiquée par Khrouchtchev avec cet argument était en pratique à l'opposé d'une politique marxiste-léniniste de lutte pour la paix. Une telle politique se fixe pour objectif d'empêcher les impérialistes de réaliser leurs agressions et leurs plans de guerre en mobilisant le plus largement possible les masses populaires.

La politique de détente de Khrouchtchev et de Gorbatchev revenait au contraire à des entretiens secrets, à la prétendue "diplomatie au sommet". L'activité des masses populaires a été liquidée et ces masses ont été dégradées au rang de public attendant patiemment les résultats des négociations que les dirigeants menaient à propos du sort des peuples. Des "pas dans la voie de la détente" qui, par la suite, se sont trop souvent avérés être un complot contre la paix et le socialisme. A titre d'exemple, je voudrais prendre le cas de la crise de Cuba en 1962. Prétendument par souci de la sécurité de l'Etat cubain socialiste, Khrouchtchev pousse Castro à accepter sur le sol cubain l'installation de missiles soviétiques. Les impérialistes américains profitent alors de cette occasion pour proférer des menaces de guerre si les missiles ne sont pas retirés. Non seulement Khrouchtchev se met d'accord avec Kennedy sur le retrait des missiles, mais en plus, ils s'accordent sur le fait que les Américains ont le droit de faire contrôler le retrait par une commission à Cuba, sans avoir préalablement demandé à Castro s'il était d'accord. Ici, Khrouchtchev n'a pas agi comme un communiste mais, en tant que chef d'une superpuissance, il a décidé du sort d'un pays tiers — allié, qui plus est — avec le chef d'une autre superpuissance. Et pour cette intervention chauviniste de grande puissance, il s'est encore fait féliciter comme sauveteur de la paix !

Mais Khrouchtchev et Kennedy avaient compté sans leur hôte. Fidel Castro et les communistes cubains n'acceptèrent pas ce diktat des deux "sauveteurs de la paix", qualifié par beaucoup de sorte de traité de Munich. Fidel déclara que si les Américains voulaient contrôler le retrait des missiles à Cuba, ils pouvaient le faire, mais à la condition qu'une commission cubaine puisse contrôler si les Cubains en exil à Miami n'étaient pas en train de préparer une nouvelle intervention contre Cuba. C'est ainsi que sauta le complot des deux dirigeants contre Cuba.

L'exemple-modèle du "sauvetage de la paix" dans la crise cubaine en 1962 comporte tous les éléments essentiels qui caractérisent la politique de détente révisionniste. C'est la politique de la diplomatie secrète des dirigeants soviétiques avec les dirigeants de la puissance impérialiste dirigeante, derrière le dos des peuples. Cela conduit à des succès apparents dans le domaine de la détente, très vite suivis par de nouvelles situations de haute tension.

La dernière justification de l'Union soviétique pour justifier l'abandon de la lutte de classe au profit de la réconciliation avec l'impérialisme est la thèse de Gorbatchev-Chevarnadze sur les "intérêts globaux de l'humanité", qui se situeraient au-delà des intérêts de classes. Ces problèmes globaux ne pourraient se résoudre qu'en commun, avec l'impérialisme.

Mais Gorbatchev/Chevarnadze n'ont pas inventé cette thèse : elle est également reprise aux révisionnistes de titistes et figurait déjà dans diverses variantes de leur programme de Ljubljana. Ainsi, pour justifier la politique de "coexistence active", ils avançaient : *"Ce développement conduit à une solidarité de fait du monde entier... La politique de la coexistence active ... rencontre les exigences actuelles de l'économie mondiale dans son ensemble"*. (p.99) Plus loin : *"La Yougoslavie est une composante de la communauté européenne et mondiale et, en tant que pays socialiste, elle est une composante du monde socialiste, c'est-à-dire des forces socialistes-progressistes de l'humanité contemporaine"*. (P-104)

L'impérialisme comme modèle ?

La définition révisionniste, titiste, du "monde socialiste" est remarquable : "monde socialiste", cela signifie "les forces socialistes-progressistes de l'humanité contemporaine". Apparaît ici en toute clarté une caractéristique de la terminologie de toutes les déclarations de la "Ligue des Communistes de Yougoslavie". Souci d'éviter les énoncés clairs sur les positions de classe, formulations artistiquement tournées dans lesquelles la solidarité avec l'impérialisme, par-delà les classes, est exprimée sous une forme voilée: le langage des révisionnistes titistes est un langage sibyllin, conçu de telle sorte qu'il puisse être interprété de différentes manières.

Telle est la première ligne de force de la falsification révisionniste du marxisme-léninisme. La suivre de manière conséquente conduit à une seconde ligne de force, à la propagation de l'impérialisme comme modèle pour la construction du socialisme. Lénine l'a appris : Celui qui veut libérer l'humanité du joug de l'impérialisme ne peut permettre que s'obscurcisse la conscience que l'impérialisme est l'ennemi mortel de tous les exploités et opprimés, de tous les peuples réduits en esclavage. Une caractéristique de la politique de Khrouchtchev, et beaucoup plus encore de celle de Gorbatchev, est précisément la sape systématique de cette conscience. Alors qu'à certaines occasions, Khrouchtchev tenait un discours super-radical contre l'impérialisme, la libéralisation qu'il avait entreprise ouvrait de plus en plus le pays à une large propagation du mode de vie occidental. L'expression la plus crue de cette ligne dans le domaine de la politique économique est que celle-ci n'avait plus pour objectif le renforcement de la base économique du socialisme, mais bien relèvement le plus rapide possible de la consommation de chaque citoyen soviétique au niveau des pays capitalistes les plus avancés. Cela ne s'est pas produit directement, mais le communisme s'est bien vu fixer comme tâche d'"atteindre le niveau de vie le plus élevé du monde" (Khrouchtchev au 21ème Congrès du PCUS, janvier 1959). Un objectif qui devait être atteint dans un avenir proche. Khrouchtchev a cité le délai de douze ans pour que l'Union soviétique atteigne *"la première place mondiale aussi bien en chiffres absolus de production qu'en production par tête d'habitant"*. Et de promettre aux Soviétiques le niveau de vie le plus élevé du monde pour l'année 1971 ! (6)

Dans la ligne de cette promesse aventuriste, le 22ème Congrès du PCUS a approuvé un nouveau programme qui disait textuellement : *"Au cours de la prochaine décennie (1961-1970), dans l'édification de la base matérielle-technique du communisme, l'Union soviétique dépassera les Etats-Unis — le pays le plus puissant et le plus riche du capitalisme — en ce qui concerne la production par tête... Comme résultat de la seconde décennie (1971-1980), la base technique-matérielle du communisme sera atteinte ; celui-ci garantira à l'ensemble de la population une profusion de biens matériels et culturels. La société soviétique sera arrivée au principe du partage selon les besoins. La société communiste en URSS sera ainsi construite en ce qui concerne l'essentiel"*. (7)

Plutôt que de préparer d'une manière réaliste les Soviétiques — et, avec eux, tous les peuples des pays socialistes — aux efforts énormes qui seraient encore nécessaires pendant de nombreuses années pour rattraper le retard dans le domaine de la productivité, on leur a présenté la voie vers l'abondance des biens comme un parcours relativement facile, qui mènerait au but à coup sûr et en peu de temps. Cela ne pouvait que jeter le discrédit sur le socialisme, émuquer la confiance des masses dans le parti communiste et accroître l'efficacité de la propagande impérialiste. La réalité a d'ailleurs montré une évolution exactement inverse.

Alors que cette politique révisionniste de Khrouchtchev discréditait de plus en plus l'ordre socialiste parmi sa propre population, Khrouchtchev n'a pas hésité à susciter sans réserve la confiance dans l'impérialisme américain et ses plus hauts représentants. De retour d'une rencontre au sommet avec le président américain Eisenhower, en octobre 1959, il prononce à Moscou un panégyrique en faveur de son hôte qui pourtant avait fait exécuter sur la chaise électrique, en 1953, Ethel et Julius Rosenberg ! Il déclare : *"Du haut de cette tribune, devant les Moscovites, devant tout mon peuple, devant le gouvernement, et devant le parti, je dois dire que le président des Etats-Unis d'Amérique, Dwight Eisenhower, jouit de la confiance absolue de son peuple."* (8) Comme on le voit, pour ces dirigeants du PCUS, les communistes américains ne font pas partie du peuple américain !

Il est vrai, trente ans séparent l'éloge de Khrouchtchev à l'adresse du leader politique de l'impérialisme américain et l'amitié étroite entre Gorbatchev et le chancelier de l'Allemagne de l'Ouest impérialiste. Mais les deux témoignent d'une seule et même chose : la complicité du révisionnisme avec l'impérialisme ! Cette complicité se manifeste le plus clairement dans la ligne de force suivante de la falsification impérialiste du marxisme-léninisme, l'inversion de l'image de l'ami et de l'ennemi.

L'histoire réécrite

Lorsqu'au 20ème Congrès du PCUS, Khrouchtchev tint son discours secret contre Staline, il a justifié son intervention insolite en disant que de telles infractions à la légalité socialiste ne se reproduiraient plus jamais. Quiconque a entendu ou lu l'accusation de Khrouchtchev a dû s'étonner de ce que cette prétendue 'révélation de la vérité' contienne des mensonges ou des inventions. D'autre part, on ne dispose pas de certaines vérités connues et essentielles, comme par exemple le rôle de Khrouchtchev dans la liquidation des "ennemis du peuple" en Ukraine. Parmi les mensonges évidents, il y a l'affirmation carrément absurde selon laquelle "*Staline planifiait ses opérations militaires sur un globe terrestre*" (Khrouchtchev, Mémoires). Très surprenant aussi le fait que personne, ni Khrouchtchev ni le Comité Central du PCUS, n'était disposé à assumer la parenté de ce discours douteux. Comme on le sait, il fut publié pour la première fois par le ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis. Quand on demandait à Khrouchtchev si cette publication était identique à son discours, il répondait qu'il n'en savait rien et qu'on devait poser cette question à Allan Dulles, donc aux services secrets américains. (Idem) Peut-être ce renvoi n'était-il pas vraiment inexact. En tout cas, on n'aurait jamais pu imaginer un pamphlet plus fatal au mouvement communiste que ce discours de Khrouchtchev. Car c'est avec lui qu'a commencé la réécriture de l'histoire de l'Union soviétique. Et avec cette réécriture, le mouvement de libération le plus impressionnant de l'histoire de l'humanité a été totalement discrédité, dénaturé en une chaîne ininterrompue de méfaits, depuis 1924. Ce qui a débuté sous Khrouchtchev a été poussé jusqu'au monstrueux sous Gorbatchev. Il n'y a eu — et il n'y a — aucun mensonge ni calomnie, pas même sorti de la cuisine de Goebbels, qui n'ait été confirmé et maintes fois dépassé par les informations et publications "soviétiques". Ce qui rend cette "historiographie" honteuse, ce n'est pas qu'aient été révélés des faits, tus jusqu'à maintenant, sur les poursuites et les repréailles contre des innocents, des condamnations à mort et des meurtres, mais que, dans le plus pur style de la campagne anticommuniste de l'impérialisme, le meurtre et le crime aient été déclarés comme constituant le noyau essentiel du pouvoir soviétique. Il n'a pas fallu attendre Eltsine: sous Gorbatchev déjà, les années 1917-1924 ont été englobées dans ce jugement. Il devient maintenant clair qu'en démolissant Staline, on visait aussi Lénine et même qu'on le visait en premier lieu. N'a-t-il pas été, comme on a pu le lire récemment, l'inventeur véritable du "stalinisme" ? La méthode utilisée dans tout cela était et est assez simple. On ne se borne pas à taire, on nie même que l'Etat soviétique ait dû mener une lutte ininterrompue pour son existence contre l'étranglement brutal, barbare, contre la guerre froide et brûlante de l'impérialisme. Qu'il a dû mener une lutte ininterrompue contre le sabotage et les activités destructives des ennemis intérieurs et des agents de l'impérialisme. Non, Staline avait inventé la menace des ennemis intérieurs et extérieurs qui pesait sur l'Union soviétique pour régler ses comptes avec ses adversaires et avec ses rivaux et pouvoir maintenir son pouvoir personnel. Tout ce qui ne s'inscrivait pas dans cette représentation a été rayé de l'histoire. Ainsi, l'histoire de l'Union soviétique n'est plus l'histoire d'une lutte incessante, héroïque, pour repousser les attaques de l'impérialisme, pour défendre la base de la révolution prolétarienne et de la lutte de libération révolutionnaire des peuples. Non, c'est, sous les "tsars rouges" Lénine et Staline, le prolongement particulièrement sombre de la tyrannie tsariste-asiatique.

Au début de sa carrière de secrétaire général du PCUS, Gorbatchev prédisait : "*Il s'agit de renoncer à créer des images d'ennemi*". C'était déjà un appel vraiment remarquable, suspect. N'y avait-il donc plus d'ennemis du socialisme ? Si oui, ne devait-on donc plus faire toute la clarté à leur sujet ? Ne devait-on plus se former une idée réaliste des ennemis ? En langage clair, c'était un appel à laisser tomber l'"image d'ennemi" de l'impérialisme et à mettre fin à la lutte contre l'impérialisme. Mais comme il est apparu clairement, Gorbatchev n'était dans l'ensemble pas partisan d'abandonner toute "image d'ennemi". Les images d'ennemi en vigueur jusqu'à maintenant devaient être laissées de côté et oubliées. A leur place, il fallait maintenant, une fois pour toutes, considérer sa propre histoire, son

propre passé comme une histoire ennemie, à combattre et à haïr. A la célébration du 70ème anniversaire de la révolution d'Octobre, le 2 novembre 1987, Gorbatchev a déjà indiqué ce leitmotiv dans une petite remarque secondaire. Depuis lors, il a été de plus en plus gonflé dans les médias soviétiques au point de devenir une affaire centrale, écrasant tout le reste. Il a dit : *"La faute, de Staline et de son entourage proche... est impardonnable"*. Voilà la nouvelle image d'ennemi sur laquelle devait se concentrer le courroux et l'horreur du peuple tout entier, qu'il fallait ainsi verser dans la confusion au point de lui faire avaler sans résistance et sans mal le démontage de l'ordre soviétique et la privation du parti communiste de tous ses pouvoirs.

En tant que président de l'Union soviétique, Gorbatchev a promulgué une loi en vertu de laquelle tous les condamnés pour délits politiques en Union soviétique ont été réhabilités. Ce qui signifiait : tous ceux qui ont combattu le pouvoir soviétique et ont été condamnés pour cela étaient dans leur droit ! Lutter contre ce pouvoir n'était pas illégitime ! Quelle haine incroyable et profonde contre le premier Etat socialiste ressort d'une telle attitude ! Nous voyons ici le noyau mis à nu, l'intérieur du révisionnisme : l'anéantissement de l'identité socialiste et communiste par la conciliation avec l'impérialisme et la production de haine et de dégoût contre son propre passé socialiste.

Attaques à l'esprit de parti

Une autre ligne de force de la falsification révisionniste du marxisme-léninisme — peut-être la plus importante — doit être mentionnée : l'anéantissement de l'esprit de parti communiste. Pour Marx et Engels, et pour tout véritable marxiste-léniniste, le Parti est l'acquis principal de la classe ouvrière. Il est irremplaçable parce qu'il est la forme la plus élevée d'organisation de classe, sans laquelle il ne peut y avoir aucune orientation, aucune victoire dans la lutte contre le capital et aucune édification réussie du socialisme après la victoire. A condition que le parti reste le parti du socialisme scientifique, en lutte constante et conséquente contre la liquéfaction de ses fondements théoriques par l'infiltration de l'idéologie bourgeoise. Le révisionnisme, la forme la plus dangereuse de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, ne détruit pas seulement l'unité du mouvement, il oriente ses attaques contre l'esprit de parti marxiste. Il porte atteinte à toutes les lois du parti, destinées à la sauvegarde de son unité et de son unanimité idéologique et organisationnelle, en les qualifiant de "staliniennes". Il suscite l'hostilité des membres à l'égard des fonctionnaires de l'appareil du parti qu'il taxe d'"apparatchiks" et de "bureaucrates du parti". Il tente d'affaiblir la combativité du Parti en comparant sa discipline à une discipline de cadavre. (Toutefois, tout ceci ne dure que tant que les révisionnistes ne se sont pas appropriés la direction du parti. Là où ils y sont parvenus, ils apparaissent comme les partisans les plus intolérants du centralisme et les pourfendeurs de toute opposition au sein du Parti.)

Une nouvelle forme de destruction de l'esprit de Parti s'est répandue dans les partis communistes quelque temps après l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev. Des délégations rentrant d'Union soviétique ramenaient soudain dans leurs bagages, outre les classiques souvenirs de Moscou, toute une série de blagues sur le Parti et sur le socialisme. Des blagues qui, très souvent, n'étaient pas des plaisanteries amicales mais des persiflages méchants et des dérisions. Lorsqu'on leur demandait d'où venaient ces blagues méchantes, ils répondaient à tous les coups qu'ils ne s'agissait pas de blagues méchantes et qu'elles leur avaient été racontées par des collaborateurs du CC ou autres fonctionnaires du Parti. Les communistes des partis frères ont ainsi appris du PCUS que, pour démontrer de manière convaincante qu'on a vaincu le dogmatisme, il faut toujours être à même de raconter les dernières blagues de la radio "Jerevan". Si l'on écrit un jour l'histoire de la destruction des partis communistes et de l'esprit de parti, il ne faudra pas omettre de mentionner le rôle des blagues qui émanaient des centrales du Parti.

Contre l'internationalisme prolétarien

L'infiltration du nationalisme dans l'Internationalisme prolétarien a joué un rôle essentiel dans l'anéantissement de la conscience communiste. Pour les vrais marxistes-léninistes, tous les partis communistes, à cause de leur fondement théorique commun qu'est le socialisme scientifique et de

leurs objectifs communs, font partie d'un mouvement communiste mondial. Et ce, indépendamment de l'existence d'un cadre organisationnel commun. L'abolition de l'Internationale communiste en 1943 n'a rien changé à cette conscience de la cohésion et de la solidarité internationale.

Une rupture décisive, radicale et fatale s'est produite avec la déclaration soviéto-yougoslave du 2 juin 1955. Signée par Tito et Khrouchtchev, elle déclarait notamment : *"Les deux gouvernements partent des principes suivants : ... reconnaissance réciproque et non-ingérence dans les affaires intérieures — qu'il s'agisse d'ingérence sur base économique, politique, idéologique ou autre. La différence dans les formes concrètes du développement du socialisme est exclusivement l'affaire des peuples des pays respectifs."* (10)

Avec la signature de Khrouchtchev posée au bas de ce document, le PCUS a trahi la conception marxiste-léniniste, internationaliste, du parti et a introduit le principe révisionniste du "communisme national" dans le mouvement communiste mondial. Dès ce moment, tout parti communiste pouvait invoquer que l'ancien principe, selon lequel chaque parti communiste était responsable devant l'ensemble du mouvement communiste international, n'était plus en vigueur. Dès lors, toute critique d'un parti frère pouvait être repoussée au titre d'ingérence dans les affaires intérieures. Admettre ces principes, c'était porter un coup fatal à l'essence même du mouvement communiste et de la communauté des Etats socialistes, à l'internationalisme prolétarien. Lorsqu'on se demande pourquoi la collaboration des Etats socialistes ne fonctionnait pas au sein du Comecon, la première réponse doit être: parce qu'aucune collaboration socialiste internationale ne peut se développer sur base des principes de la déclaration soviéto-yougoslave de juin 1955.

D'autant plus que sous la direction de Khrouchtchev, non seulement le PCUS est passé sur les positions du révisionnisme de Tito, mais en plus, il a veillé avec Tito à ce que, dans d'autres partis communistes également, d'anciens dirigeants "staliniens" — c'est-à-dire marxistes-léninistes — soient démis de leur poste. A leur place, ils ont installé leurs semblables, des révisionnistes, des fidèles de Tito : Imre Nagy puis Kadar en Hongrie, Gomulka en Pologne. Et ce n'était encore que le début, comme Tito le dévoile dans un discours prononcé à Pula le 19 novembre 1956 : *"Avec les camarades polonais — Gomulka, donc — nous devons lutter contre des tendances comme celles qui apparaissent dans différents partis des pays du bloc de l'Est et en Occident. Cette lutte sera longue et pénible. Il s'agit de voir si, dans les partis communistes, triomphera le nouvel esprit qui a trouvé son origine en Yougoslavie, et pour lequel beaucoup d'éléments ont été prévus dans les résolutions du 20ème Congrès du PCUS. L'enjeu est de savoir si cette orientation l'emportera ou si c'est le stalinisme qui l'emportera."* (11)

Dans ce cadre, il faut aussi mentionner le fait que Khrouchtchev, lors de sa visite en Yougoslavie, a rendu un service inestimable à la diffusion de ce nouvel esprit dès son arrivée à l'aéroport. A peine sorti de l'appareil, il a salué Tito en ces termes : *"Cher camarade Tito ! Nous regrettons vraiment ce qui s'est passé et nous mettons résolument de côté tout ce qui s'est accumulé pendant cette période. Nous avons étudié à fond le matériel sur lequel reposent les lourdes accusations et offenses qui ont alors été avancées contre les dirigeants yougoslaves. Les faits montrent que ce matériel a été fabriqué par les ennemis du peuple, les agents de l'impérialisme qui se sont introduits par la ruse dans les rangs de notre Parti."* (12)

C'était un nouveau mensonge grossier. Le fait que la Yougoslavie de Tito, en 1953, ait rejoint le système d'alliances impérialiste n'était pas du tout une invention des agents de l'impérialisme. Elle avait conclu le pacte des Balkans avec les Etats de l'OTAN, la Turquie et la Grèce et avait reçu en guise de récompense des armes américaines pour équiper l'armée yougoslave.

Et c'est Khrouchtchev lui-même qui, quelques années plus tard, s'est vu obligé de nier ses déclarations de 1955 : *"Le révisionnisme moderne est une sorte de cheval de Troie. Les révisionnistes tentent de dissoudre de l'intérieur les partis révolutionnaires, de saper leur unité et d'introduire la confusion et le désordre dans l'idéologie marxiste-léniniste. En 1948, la Conférence du bureau d'information a*

adopté une résolution 'Sur la situation dans le PC de Yougoslavie'. Celle-ci contenait une critique correcte des activités du PC yougoslave dans une série de questions de principe. Cette résolution était juste dans son essence et correspondait aux intérêts du mouvement révolutionnaire." (13)

Mais précisément, cette résolution de 1948, qui aurait dû constituer un vaccin contre l'extension du bacille révisionniste, avait été mise hors d'état d'agir par la déclaration mensongère prononcée par Khrouchtchev en 1955, à l'aéroport. Le tort ainsi causé n'a pas pu être réparé par la déclaration de 1958 : la peste révisionniste avait déjà pénétré trop profondément dans l'organisme du mouvement communiste.

Victoire du révisionnisme

Telle était la situation au sein du mouvement communiste et dans les pays socialistes. Le Parti dirigeant du mouvement communiste international, le Parti Communiste d'Union soviétique, qui avait été pendant tout ce temps un bastion sûr dans la défense du marxisme-léninisme, est devenu, sous la direction de Khrouchtchev, la force principale dans la lutte contre les directions marxistes-léninistes des partis frères. Il était devenu le protecteur, le propagateur des forces révisionnistes au sein du mouvement communiste.

Il y est parvenu en attaquant par surprise les forces marxistes-léninistes au sein du PCUS, d'une manière qui s'apparente fortement à un coup d'Etat. Ces forces ont mené une lutte acerbe contre les éléments révisionnistes qui s'étaient infiltrés dans la direction du parti. En juin 57, elles y ont presque réussi. Ce mois-là, le présidium du CC du PCUS, réuni en session, démit Khrouchtchev de son poste de premier secrétaire par une décision majoritaire. Avec l'aide de ses fidèles dans la direction du parti, Khrouchtchev parvint toutefois à réunir une session du CC dominée par ses partisans. Celle-ci revint sur la décision du présidium et qualifia d'ennemis du parti ses principaux opposants, Molotov et Kaganovitch, ce qui affaiblit de manière décisive la position des forces saines dans la direction du parti. La fraction dominée par Khrouchtchev put ainsi poursuivre pendant sept ans encore, jusqu'octobre 1964, ses efforts en vue de transformer le PCUS, de haut en bas, en un parti entièrement révisionniste, selon le modèle de la "Ligue des Communistes" yougoslave. Les conséquences catastrophiques de sa politique étaient alors devenues si évidentes qu'une majorité du CC décida de le démettre. On se garda cependant de révéler irréfutablement le rôle réel de Khrouchtchev et de régler son compte au révisionnisme. Plus encore : on choisit comme successeur son plus proche collaborateur, qu'il avait désigné depuis longtemps pour lui succéder, Leonid Brejnev. C'est ainsi que sous le couvert d'une apparente unité du Parti sur une base léniniste, le germe de la maladie introduit par Khrouchtchev a pu se propager et attaquer non seulement l'organisme du PCUS mais le mouvement communiste tout entier.

Le prétendu "Bloc soviétique" était bien autre chose qu'un bloc solide. Au sein de ce bloc, deux Etats — la Pologne et la Hongrie — étaient dirigés par des Partis qui, comme Tito le disait dans son discours de Pula, menaient la lutte avec la Ligue des Communistes de Yougoslavie pour la victoire de l'esprit qui avait trouvé son origine en Yougoslavie. Ouvertement et clairement, lorsque les circonstances le permettaient comme en 1956, secrètement et de manière conspirative quand ce n'était pas possible autrement. Le PCUS n'était taillé d'une pièce qu'aux yeux de l'extérieur. En réalité, une lutte âpre s'y déroulait entre ceux qui voulaient extirper du parti la maladie révisionniste et ceux qui ont fini par avoir le dessus, avec Gorbatchev, et qui ont réalisé ce que Khrouchtchev n'avait pas pu réaliser.

Pour apprécier le travail des partis communistes au pouvoir dans les pays socialistes, il est nécessaire de connaître ce cadre si l'on veut comprendre et juger leur travail idéologique.

2. Quelques remarques sur le rôle du SED/RDA dans la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme dans le mouvement communiste mondial

Comme nous l'avons déjà signalé, les communistes de la zone d'occupation soviétique ont réussi, grâce à l'application stricte de la politique d'unité et de front populaire élaborée au VIIème congrès mondial de 1946, l'unité organisationnelle du mouvement ouvrier par la fusion du SPD et du KPD en SED. Cette fusion s'est effectuée sur la base des théories de Marx et Engels adoptées conjointement par les deux partis et, grâce à un travail de formation idéologique effectif énorme, ce qui a permis en très peu de temps aux membres du parti une large unité idéologique. Il en reste des preuves impressionnantes dans le long discours d'Otto Grotewohl, coprésident issu de l'ex-SPD, à l'occasion du trentième anniversaire de la Révolution de Novembre, discours intitulé "Il y a trente ans", qui a également été publié sous forme de livre. Le pas important suivant dans le développement idéologique du parti fut de poursuivre sa transformation de parti marxiste en un parti marxiste-léniniste. Ce parti appliquera les principes d'oeuvres telles que, principalement, "L'Etat et la Révolution" et "Le Gauchisme, maladie infantile du communisme" de Lénine, et bien évidemment "L'histoire du PCUS" (bolchevique) ainsi que d'autres ouvrages de Staline.

Dans la lutte contre le révisionnisme du PC yougoslave condamné par l'Informbureau, le SED était en première ligne.

Quoiqu'il en soit, le travail idéologique du SED tout comme celui des partis communistes de tous les pays socialistes a souffert du fait que les théories des fondateurs du marxisme-léninisme et de Staline ont souvent été utilisées comme des dogmes dont la justesse n'avait pas besoin d'être vérifiée, vu qu'elle était préétablie. C'est ainsi que l'on a inculqué un culte de l'autorité qui permettra plus tard à la direction révisionniste du PCUS de détourner tout le mouvement de la voie marxiste sur la voie révisionniste, d'ailleurs sous le prétexte de corriger ainsi les déviations stalinistes et de revenir sur la voie léniniste.

Quelle est la part de la RDA et du SED dans la lutte contre l'offensive du révisionnisme qui battait son plein lors du XXème Congrès du PCUS ? Cette offensive a été lancée par la Yougoslavie de Tito et ses acolytes dans la communauté des Etats socialistes, la fraction khrouchtchéviennne du PCUS, la Pologne de Gomulka et la Hongrie et Imre Nagy et Kadar. A l'avant garde de cette lutte contre les forces révisionnistes se trouvaient le PC chinois sous la direction de Mao Tsétoung et Chou En Lai et les léninistes du PCUS, soutenus essentiellement par l'Albanie d'Enver Hoxha, la RDA et la Tchécoslovaquie.

Dans les pays capitalistes c'est surtout le PC français, tant qu'il a eu à sa tête Maurice Thorez et Jacques Duclos, qui s'est opposé à la ligne Khrouchtchev et — peut-être avec moins de rigueur — le PC italien sous la direction de Palmiro Togliatti. Mais impressionnés par les "révélations" khrouchtchéviennes sur Staline, de nombreux partis communistes ont bifurqué sur la voie antisoviétique, "eurocommuniste", autrement dit révisionniste, après l'intervention en Tchécoslovaquie en août 1968.

Le grand problème pour le mouvement, était que la lutte et les débats se faisaient derrière une façade d'unité du camp socialiste, loin de la publicité du parti. Les khrouchtchéviens déguisèrent leurs attaques envers le marxisme-léninisme en lutte contre le "stalinisme". Ils firent rentrer le cheval de Troie, le révisionnisme titiste, dans leurs propres rangs comme une "réparation des erreurs de Staline" et une "restauration de l'unité des pays socialistes détruite par Staline". Ils ont diffusé les conceptions révisionnistes au sein du parti sous prétexte de lutte contre le dogmatisme et pour le développement de la démocratie dans le parti; ils ont estompé la lutte de classe en prétendant que dans les nouvelles conditions et dans l'intérêt du maintien de la paix, on ne pouvait continuer la lutte de classe sous la même forme et avec la même intensité.

La lutte contre les directions des partis des pays socialistes qui s'en tenaient aux principes marxistes-léninistes ne s'est pas faite ouvertement sous influence directe de l'Union Soviétique, mais insidieusement, pour ainsi dire en coulisses.

De leur côté, ces directions ne pouvaient et ne voulaient pas rendre publique leur résistance à la ligne de la direction Khrouchtchev du PCUS.

D'abord parce qu'ils étaient persuadés que les usurpateurs révisionnistes seraient bientôt éjectés de la direction du parti de Lénine.

Ensuite, parce que l'Union soviétique, malgré ces infiltrations révisionnistes à la tête du parti, restait un pays socialiste comme avant et le point d'appui principal du mouvement révolutionnaire mondial. Car une société socialiste qui a mis des dizaines d'années à se créer ne peut se transformer en un tour de main en société capitaliste.

Tertio, parce que l'on ne pouvait permettre à l'ennemi impérialiste, par une controverse publique, d'imposer ses vues, de contribuer à exacerber les contradictions et à les utiliser à son propre avantage. Enfin parce que leur dépendance économique, politique et militaire à l'égard de l'Union Soviétique était si grande qu'une rupture ouverte avec celle-ci comportait un risque d'autodestruction.

La résistance au révisionnisme

Toutefois, deux pays socialistes faisaient exception: leur point commun était de se trouver en dehors de la zone d'influence directe de l'Union Soviétique. Mais sous d'autres aspects ils ne pouvaient présenter un contraste plus grand. Il s'agit d'une part du plus petit des pays socialistes, l'Albanie, voisin de la Yougoslavie de Tito — qui ne demandait qu'à satisfaire son envie datant de la guerre d'annexer l'Albanie — (14) et d'autre part de l'état le plus peuplé de la planète, la République Populaire de Chine.

Lorsque Khrouchtchev, suite à la "réconciliation" avec Tito, exigea des dirigeants du parti albanais (et des autres aussi), la réhabilitation de tous les condamnés pour crimes titistes dans le pays, ils ont été les seuls à refuser. Ils avaient pour cela de très bonnes raisons : chez EUX une telle mesure reviendrait à inviter leur voisin et ses adeptes dans le pays, à "libérer" l'Albanie de la direction du Parti du Travail d'Albanie et à l'annexer à la Yougoslavie. Pour l'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie, résister à Khrouchtchev et consorts et réfuter sa politique révisionniste était une question d'autodéfense.

La situation en Chine était toute autre. Ce pays socialiste et son parti étaient suffisamment forts et indépendants pour venir en aide aux léninistes du PCUS et d'autres partis, sans tenir compte d'éventuelles "représailles" de la direction soviétique de l'époque. Ils appelaient un chat un chat sans diplomatie aucune, dénonçant publiquement le révisionnisme de la direction khrouchtchévienne.

Les directions des partis albanais et chinois ont en fait tout d'abord agi avec beaucoup de prudence, se bornant à exprimer des réserves à propos de certaines prises de position et déclarations du XXème Congrès, surtout à propos de la condamnation sans ménagement de Staline et le jugement porté unilatéralement sur l'histoire soviétique.

Les deux conférences internationales des partis communistes à Moscou en 1957 et 1960 ont infligé une défaite retentissante aux révisionnistes. Elles ont qualifié le "révisionnisme moderne", autrement dit le révisionnisme titiste, de danger principal pour le mouvement communiste mondial. Elles ont repoussé les attaques des révisionnistes qui voulaient détourner le feu sur les marxistes-léninistes en affirmant que le danger principal venait du dogmatisme et du sectarisme. Les révisionnistes étaient sur la défensive à ces deux conférences. Ils ont réattaqué en 1961 au XXIIème Congrès du PCUS. Cette fois ils s'en sont pris non seulement à leurs adversaires au sein du PCUS, mais aussi aux communistes albanais et chinois.

Khrouchtchev utilisa le forum du Congrès pour attaquer d'abord violemment le parti albanais. Après que Chou En Lai eut critiqué ces attaques contre le parti albanais, Khrouchtchev s'en est pris au PC chinois. (15)

C'était le début de la scission dans le camp socialiste provoqué et initié essentiellement par la direction khrouchtchévienne du PCUS.

Une telle situation était bien difficile et pleine de dangers pour tous les pays socialistes et les partis communistes. Elle était particulièrement difficile pour la République Démocratique Allemande et son parti dirigeant, le SED, le Parti Socialiste Unifié d'Allemagne qui était l'unique pays socialiste d'Europe issu de la partition d'un Etat autrefois unifié. Il était sur toute la longueur de sa frontière face un Etat allemand impérialiste qui s'était réservé les régions d'Allemagne les plus riches et les plus développées économiquement et qui allait bientôt devenir la puissance impérialiste la plus forte d'Europe et la deuxième puissance mondiale derrière les Etats-Unis.

Face à un tel adversaire, il était vain de vouloir se débrouiller tout seul. L'existence de la RDA dépendait d'une protection contre l'annexion, fournie par le frère soviétique. Plus que dans tout autre pays socialiste la direction du parti au pouvoir devait veiller à ne donner aucun prétexte aux impérialistes pour enfoncer un coin entre leur propre pays et l'Union soviétique. D'autre part, une direction de parti voulant préserver son caractère marxiste-léniniste ne pouvait rester indifférent à l'introduction de conceptions révisionnistes. Celles-ci provenaient du PCUS depuis au moins 1955, date de la réhabilitation totale de Tito, et se manifestaient surtout après le XXème Congrès.

Ulbricht en point de mire

La direction du SED avec Walter Ulbricht comme secrétaire, a alors mené une lutte tant décidée que souple pour défendre la ligne marxiste-léniniste du SED. Mais Walter Ulbricht ne se trouva pas seulement pris sous le feu de l'ennemi de classe à Bonn mais il fut de plus en plus souvent contraint d'esquiver des pièges et de les neutraliser. Ces pièges ne trouvaient pas leur origine à l'Ouest, mais bien à l'Est.

Jusqu'à la chute de Khrouchtchev en octobre 1964, Ulbricht a marché sur une corde raide, faisant preuve d'une magnifique maîtrise politique. Sans cesse, il devait résister aux tentatives de Khrouchtchev de mettre le SED sur la voie révisionniste, à l'instar des partis polonais et hongrois. En même temps il devait aussi neutraliser toutes les tentatives de semer la discorde entre le SED et le PCUS ou de semer le doute sur l'amitié fidèle de la RDA envers l'Union Soviétique.

Plus tard on aura l'occasion, sur base de documents soviétiques, de prouver comment la clique Khrouchtchev a tenté de renverser Walter Ulbricht, comme elle avait réussi à le faire en Hongrie avec Rakosi. Mais même sans ces documents on peut prouver que ces tentatives n'ont commencé qu'après le mort de Staline, la première a eu lieu en mai-juin 1953 et il y en eut une autre suite au XXème Congrès du PCUS.

On peut également affirmer que les attaques de Khrouchtchev contre Enver Hoxha et le PC chinois au XXIIème Congrès visaient tous les dirigeants de partis qui s'opposaient à la ligne révisionniste, entre autres et en première ligne, Walter Ulbricht.

La dernière tentative eut lieu en 1964. En cette année-là, Khrouchtchev a porté le coup décisif à son adversaire le plus dangereux, Mao Tsétoung et le PC chinois. Pour l'automne 1964, il avait préparé une conférence des partis communistes au cours de laquelle il voulait obtenir l'unanimité sur "l'excommunication" du PC chinois de la famille des partis communistes.

C'est pour en discuter que Palmiro Togliatti avait fait le voyage avec une déclaration qui est passée dans l'histoire du mouvement ouvrier comme son testament, vu qu'il a trouvé la mort au cours du voyage qui l'emmenait en Union Soviétique.

Dans cette déclaration Togliatti se prononçait clairement et avec insistance contre l'idée d'une "excommunication" du parti communiste chinois, bien qu'il ait de sérieuses critiques à formuler envers la politique du PC chinois.

C'est au cours de cette même année 1964 que le beau-fils de Khrouchtchev, Adshubei, rédacteur en chef de l'organe gouvernemental Izvestia, s'est rendu en Allemagne Fédérale pour y avoir des conversations apparemment fort intimes avec Franz Jozef Strauss, ministre-président bavarois et président de la CSU (Démodratie Chrétienne), encore plus à droite que la CDU d'Adenauer. La presse occidentale a révélé qu'il a, entre autres, informé Strauss qu'il considérait Walter Ulbricht comme un "malade incurable". Non pas d'un point de vue médical, mais bien évidemment politique, ce qui laissait présager de la chute politique imminente de Walter Ulbricht.

L'année 1964 devait donc être celle du triomphe de Khrouchtchev sur son adversaire le plus coriace et le plus dangereux. Mais ce fut bien au contraire, celle de sa chute finale.

Dans leur tentative d'écarter Walter Ulbricht de la direction de la SED, Khrouchtchev et ses hommes de liaison ont utilisé les divergences et les animosités personnelles existantes dans les cercles dirigeants du parti, pour essayer de créer une majorité contre Ulbricht au Bureau Politique et au Comité Central. Tels sont les dessous des "affaires", qui se sont soldées par l'exclusion de Rudolf Herrnstadt et Wilhelm Zaisser en 1953 et de Karl Schirdewans et Ernst Wollweber en 1958 de la direction du parti, et pour Herrnstadt et Zaisser, du parti même. Selon moi, la plupart des camarades qui se sont opposés à l'époque à Walter Ulbricht ne l'ont pas fait par conviction révisionniste. Il s'agissait en grande partie de camarades qui avaient fait leurs preuves en tant que communistes convaincus et résistants antifascistes. Ils ignoraient qu'on les utilisait comme des pions dans l'intérêt d'un jeu qui leur était complètement étranger. D'autre part, il n'était évidemment pas possible à Walter Ulbricht de développer au Comité Central ou même au Bureau Politique ces arrière-fonds secrets qu'il connaissait particulièrement bien, vu qu'il était un des hauts fonctionnaires les plus expérimentés de l'Internationale Communiste.

Les possibilités de s'opposer aux décisions révisionnistes de la direction du PCUS étaient par conséquent très limitées. Et pourtant le SED était parmi les partis qui ont repris les décisions et les thèses pro-révisionnistes de Moscou avec un manque d'enthousiasme évident. Ils ont largement popularisé toutes les thèses antirévisionnistes et les ont utilisées pour une formation intensive de leurs membres.

Telle était la situation en 1955 lors de la "réconciliation" avec Tito : ils devaient suivre. Toutefois, la véritable position du SED à propos du révisionnisme titiste fut clairement exprimée par la direction du parti entre 1957 et 1960, lorsqu'elle s'est rangée aux côtés des représentants de la République Populaire de Chine et de l'Albanie aux deux conférences internationales et même dans leur propre pays pour formuler les prises de positions les plus claires et les plus radicales contre le révisionnisme titiste.

Le comportement au XXème Congrès, en particulier à propos du discours secret de Khrouchtchev, fut identique. En RDA, on ne l'a publié dans aucun organe de presse ni de quelque façon que ce soit. On s'est contenté d'en résumer les points principaux dans les réunions du parti. Lorsqu'une grande partie des membres du parti a réagi au XXème Congrès de façon que Khrouchtchev et ses amis l'avaient prévu, la direction du parti s'opposa à leur exigence de mener un large débat sur les erreurs du passé. Elle proposa de les corriger et de les surmonter "en cours de route". Nombreux furent ceux qui n'étaient pas satisfaits. Ils affirmaient que la direction du parti se dérobaît à l'obligation de rendre compte de ses propres erreurs. Il leur semblait juste et nécessaire de "régler les comptes avec le passé" comme cela se pratiquait dans la Pologne de Gomulka. Ce n'est que lorsque l'on a eu connaissance des implications négatives en Pologne et puis lors de la contre-révolution hongroise de l'automne 1956, que l'attitude de la direction du parti a retrouvé peu à peu l'assentiment d'une solide majorité au sein du parti. Mais une partie non négligeable, surtout chez les intellectuels, est resté sur sa faim avec ce qu'ils appelaient "l'étouffement" des critiques.

Le XXème Congrès avait suscité, tant dans le parti que dans la population, une atmosphère qualifiée longtemps et à juste titre de libéralisme petit-bourgeois, qui fut maintenant glorifiée comme expression de pensées et de sentiments les meilleurs, non dogmatiques, pacifiques et porteurs d'avenir.

En dépit des pressions croissantes sur la direction du Parti, celui-ci s'en est tenu de façon conséquente à sa ligne, ne se laissant pas détourner des tâches concrètes de la construction du socialisme par une discussion sans fin sur les "erreurs".

Faiblesses

En 1961-1962, quand Khrouchtchev a rompu avec l'Albanie et la République Populaire de Chine, la direction du SED et de la RDA n'ont pas pu échapper à l'obligation de prendre parti pour la direction soviétique, contre les camarades albanais et chinois.

Et lorsque la lutte entre le PCUS et la Chine a atteint un sommet en 1963 sur la question de la ligne générale d'un pays socialiste en politique extérieure (**16**), la RDA a publié la lettre du PCUS et celle du PC chinois, offrant ainsi aux lecteurs la possibilité de se faire une opinion. La direction du parti s'est abstenu dans ce cas de déclarer que la position soviétique était correcte et celle des Chinois erronée.

Suite à la campagne antichinoise, le SED a repris les "analyses" soviétiques sur les soi-disant causes de la prétendue ligne antimarxiste du PC chinois. Plusieurs de ses théoriciens se firent alors remarquer par leurs propres publications, dans le sillage des publications soviétiques. Mais les publications les plus haineuses, les plus méchantes, en langue allemande étaient des importations soviétiques. La RDA n'a pas participé à l'hystérie soviétique antichinoise, sa propagande antichinoise se limitant au strict minimum que lui obligeait sa qualité de vassal soumis.

En résumé : la RDA était obligée de suivre les décisions fondamentalement révisionnistes de la direction soviétique de l'époque Khrouchtchev. Sur ce point, les membres du SED et la population de la RDA ont été contaminés par les déformations révisionnistes infligées au marxisme-léninisme et à l'histoire des Etats socialistes.

Cette déviation du marxisme-léninisme a été présentée avec succès comme tout le contraire, c'est-à-dire une restauration et un développement du marxisme-léninisme. La conséquence en fut double. D'une part, tant qu'il était encore temps de résister, la résistance à cet abandon de la véritable voie marxiste-léniniste, a été entravée. D'autre part, cela empêche encore aujourd'hui la reconnaissance des véritables causes de l'effondrement des Etats socialistes, car cet effondrement apparaît comme le résultat de l'entêtement sur la voie marxiste-léniniste.

Il serait toutefois faux de qualifier le SED de parti révisionniste. Sous la direction de Walter Ulbricht ce parti a fourni le maximum de résistance qu'il était possible de fournir à l'époque contre le révisionnisme de la clique de Khrouchtchev. A un point tel que l'on a mis fin à ses activités en octobre 1964.

De plus, le SED a fourni d'importantes contributions à la connaissance théorique de la construction du socialisme dans différents domaines, qui s'avéreront particulièrement précieuses lorsqu'il faudra recommencer à l'avenir. Voici quelques exemples.

Premier exemple. On a déjà dit que les révisionnistes utilisaient la force du mouvement ouvrier et du socialisme comme argument pour affaiblir la lutte de classe. Dans ce but, en Union Soviétique, l'équipe Khrouchtchev a largement exagéré les succès de la construction socialiste et banalisé les difficultés rencontrées. Exemple de promesse aventureuse : en 10 ans, l'Union Soviétique aurait le niveau de vie le plus élevé au monde et en 20 ans, on aurait atteint le communisme. Molotov s'était déjà insurgé contre cette ligne de promesses du communisme après une brève période. On lui a reproché alors de s'être opposé à la thèse selon laquelle l'Union Soviétique se trouvait déjà sur la voie

du communisme. Il aurait répliqué qu'en Union Soviétique, on avait déjà atteint les bases du socialisme (17). De plus, il se serait opposé à l'idée que la victoire du socialisme en Union Soviétique ne pouvait plus être remise en question.

Cela signifie que les léninistes du PCUS comme Molotov s'étaient libérés de la conception selon laquelle l'instauration des bases de la société socialiste introduisait immédiatement la transition au communisme; tandis que les révisionnistes s'en tenaient au verbiage irréaliste de l'avènement du communisme pour des raisons démagogiques, y compris après la chute de Khrouchtchev. Walter Ulbricht s'est élevé contre tout cela dans un discours sur la signification de l'oeuvre de Karl Marx pour l'édification du système socialiste lors d'un congrès scientifique international en septembre 1967 à Berlin, à l'occasion du centenaire de la parution du "Capital". (18) Il y résumait son expérience dans la construction du socialisme et celle des autres au niveau international. Il aboutissait à la conclusion jusque là inédite que "le socialisme n'est pas une phase brève dans le développement de la société, mais bien une formation socio-économique relativement indépendante dans l'étape historique du passage du capitalisme au communisme à l'échelle mondiale." (19)

Cette affirmation était un véritable démenti de l'éternel discours des Soviétiques sur la proximité des "sommets rayonnants du communisme", et elle a d'ailleurs été comprise comme telle.

Sous la direction de Walter Ulbricht on a également cherché des méthodes pour édifier l'économie planifiée socialiste sur une base scientifique solide afin de transformer sa supériorité de principe sur le système économique capitaliste en supériorité de fait. Il a exigé et obtenu que les spécialistes de RDA se familiarisent avec l'évolution scientifique et technique dans le monde. Ils ont élaboré des propositions sur la façon de combler la différence de niveau dans les pays socialistes et en particulier en RDA. (20)

Etant donné que cela ne pouvait se faire que dans un effort collectif de tous les pays socialistes, la délégation de la RDA au Conseil pour l'Assistance économique mutuelle (COMECON) était parmi ceux qui insistaient le plus pour que le COMECON devienne un organe effectif de direction d'une collaboration internationale planifiée de tous les pays membres. (21) Mais un préalable indispensable à la réussite de tels efforts était qu'à la tête de TOUS les partis communistes des pays membres il y ait des marxistes-léninistes, autrement dit des internationalistes véritables. Ce n'était malheureusement pas le cas. Avec des révisionnistes, impossible de construire le socialisme. Avec des "communistes nationaux", pas moyen d'établir une coopération internationale. Avec des saboteurs de l'unité, il ne peut y avoir de communauté des Etats socialistes.

La transition d' Ulbricht à Honecker

Il est évident qu'Erich Honecker a droit à toute notre sympathie et toute notre solidarité en tant que communiste et antifasciste honnête et en tant que victime de la justice vengeresse de l'impérialisme triomphant de l'Allemagne de l'Ouest. Nous nous sommes réjouis d'entendre son discours digne de la tradition d'un Karl Liebknecht ou Georges Dimitrov devant le tribunal. Il s'est transformé en accusateur de ceux qui voulaient faire de lui un malfaiteur et un représentant d'un régime criminel.

Mais nous ne devons pas pour autant renoncer à une attitude autocritique et modeste au sujet du développement du SED et de la RDA sous la direction d'Honecker.

La direction soviétique n'est pas étrangère à l'éviction d'Ulbricht et l'investiture d'Honecker. Mais il serait faux de voir dans ce changement le passage d'un marxiste-léniniste à un révisionniste. Il s'agit bien plus du remplacement d'un dirigeant des plus doués et des plus aguerris dans la lutte de classe du mouvement communiste allemand et international par un fonctionnaire de parti animé des meilleures intentions, mais facilement influençable dans une mauvaise voie vu ses faibles qualités de dirigeant.

A première vue on pourrait croire venue l'époque des grandes réalisations de la RDA, car au début des années 70, malgré toutes les manigances de la RFA, la RDA a été reconnue par des dizaines d'Etats. Elle a même été accueillie à l'ONU en septembre 1973, après que le RFA se soit vu contrainte, en décembre 1972, de la reconnaître dans un pacte comme Etat allemand indépendant. On a ainsi récolté ce qui avait été semé au cours des années précédentes.

En jetant un regard sur ces quelques vingt années où Honecker est resté à la tête du SED et de l'Etat, on constate qu'il représente une politique contradictoire dans tous les domaines et qui suit une ligne globalement descendante.

C'est d'ailleurs vrai pour tous les Etats socialistes d'Europe. La faute n'en incombe donc pas en premier lieu au parti et à l'Etat qu'il dirigeait.

Au début des années 70 on aperçoit un renversement de tendance en ce qui concerne le développement économique dans les pays socialistes. Les troubles provoqués par le changement d'orientation révisionniste dans les objectifs du plan, par la désintégration des économies des Etats du COMECON, par les erreurs de planification ou les changements brusques de plans dans plusieurs pays, l'Union Soviétique en tête, ont encore augmenté le retard de développement par rapport aux pays capitalistes au lieu de le diminuer et ont détérioré les conditions de vie de la population au lieu de les améliorer.

Il s'en est suivi un mécontentement populaire croissant, un affaiblissement du soutien à la politique du parti et du gouvernement, un affaiblissement des liens du parti avec les masses et une influence croissante des médias audiovisuels occidentaux et de la force d'attraction du "style de vie occidental".

L'encerclement révisionniste

Ce n'est pas un hasard si c'est en Pologne qu'a eu lieu le premier tremblement de terre politique, car les autorités avaient elles-mêmes ouvert toute grande la porte à l'influence occidentale et les rapports économiques socialistes y étaient bien moins développés. Le mouvement n'est pas parti de l'intelligentsia, comme en 1956 en Pologne et en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie, mais il était porté par la classe ouvrière, qui a fait reculer l'ancienne direction.

En décembre 1970 Gomulka est forcé de se retirer. Son successeur au poste de premier secrétaire du Parti Ouvrier Unifié de Pologne (POUP) est Edouard Gierek. Ce dernier n'a pas touché à la ligne révisionniste du parti. Il a vainement essayé de soulager les difficultés économiques grâce à des crédits occidentaux. Il a également été destitué 10 ans plus tard, en 1980, par un mouvement de mécontentement bien plus vaste encore d'une grande partie de la classe ouvrière, cette fois sous la direction de 'Solidarnosc, un "syndicat" soutenu par l'Eglise catholique. Ce fut le début de la lente agonie de la République Populaire de Pologne.

Ce qui en 1970 apparaissait comme un phénomène propre à un seul Etat socialiste, en l'occurrence la Pologne, s'est révélé avec le recul être le premier symptôme évident de l'entrée du socialisme européen dans sa phase descendante et terminale. Vu de cette façon, la nouvelle direction du parti avec Honecker à sa tête — même si elle comportait beaucoup d'anciens — se trouvait devant une tâche visiblement insoluble. D'autant plus qu'il ne fallait pas attendre du côté du PCUS et de la direction de l'Etat soviétique, à une aide mais plutôt à de plus en plus de perturbations.

Avec l'arrivée de Gorbatchev au Kremlin en 1985, les communistes ont d'abord nourri l'espoir d'assister en URSS au retour tant attendu et tellement urgent sur la voie de Lénine, comme il l'avait d'ailleurs annoncé. Mais bien vite ils durent tous se rendre à l'évidence : cet homme nouveau et ses amis étaient des révisionnistes invétérés, des rejetons de l'ère Khrouchtchev qui poursuivaient ce qui avait été entrepris et achevaient ce qu'il n'avait pas réussi.

En dernière analyse, les contradictions parfois inextricables de leur politique, imputables dans une certaine mesure aux "exploits personnels" de la plupart des dirigeants de l'équipe Honecker, sont des conséquences de cette situation.

On pourrait qualifier l'essence même des contradictions de cette politique d'une façon très banale et très simple: des idées et des objectifs excellents, mais des résultats catastrophiques. Prenons par exemple la politique économique. En ce domaine, Honecker fixa comme objectif principal l'unité de la politique économique et de la politique sociale, autrement dit, il fallait que la vie des travailleurs s'améliore parallèlement à la croissance économique. Le résultat de cette unité de la politique sociale et économique devait être que le moral des ouvriers et leur motivation au travail augmentent dans une même proportion.

Pour assurer l'unité de la politique économique et de la politique sociale, on détermina le pourcentage de croissance nécessaire pour l'année, et ce chiffre servit de base au plan annuel. Pour assurer cette croissance économique nécessaire, on entreprit dans les années 70 le passage d'une reproduction essentiellement extensive à une reproduction essentiellement intensive, élargie. En même temps les différentes entreprises devaient prévoir elles-mêmes les moyens de leur rationalisation. Les objectifs étaient bons et corrects. Et pourtant ce système n'a pas fonctionné longtemps. La croissance économique réelle retardait de plus en plus sur le minimum établi. Plusieurs facteurs expliquent cela.

Le facteur décisif étant l'absence de la division internationale du travail dans le COMECON, le facteur primordial de la croissance commune et du développement de tous les pays socialistes. Autre facteur : la diminution des livraisons soviétiques de matières premières, et surtout de pétrole. Il faut ajouter à cela les augmentations de prix des produits de première nécessité sur le marché mondial, parallèlement à une chute des prix des marchandises que la RDA exportait. Ce fossé entre les prix à l'exportation et à l'importation s'est développé au détriment de la RDA.

Accumulation des problèmes économiques

Le goulot d'étranglement causé par le manque de matières premières et de produits semi finis a entravé l'organisation du travail et provoqué dans le processus de travail des périodes d'arrêt, suivies de périodes d'activité fébrile et d'une course au rattrapage. Tout cela a rendu la production encore plus chère et mis en danger la réalisation du plan.

Toutes ces causes ajoutées à d'autres ont fait que la croissance économique espérée n'a pas été atteinte et que les moyens indispensables à la réalisation de "l'unité de la politique sociale et de la politique économique" ne furent pas créés. Autrement dit, les moyens manquaient pour financer à la fois les investissements nécessaires et les prestations sociales, p.e. pour tenir la promesse de stabilité des prix pour les vivres indispensables, pour les moyens de transport et les loyers. Il aurait fallu soit augmenter les prix, diminuer les subventions pour le maintien des bas prix et des bas loyers, ou bien diminuer les taux d'investissement.

Ce dernier choix aurait eu des répercussions inévitables sur la capacité de production de l'économie populaire, augmenté encore plus le retard technique par rapport aux pays capitalistes, en particulier la RFA, étranglé encore plus les possibilités d'exportation, augmenté la dépendance des créanciers occidentaux. Bref, à la longue cela aurait provoqué une catastrophe.

Si l'on ne tenait pas la promesse de stabilité des prix et des loyers et de la sauvegarde des prestations sociales, voire même de leur accroissement, on aurait assisté bien vite à un large mécontentement et une instabilité politique. L'augmentation tant espérée de la motivation au travail n'aurait pas eu lieu, bien au contraire. Une mauvaise organisation du travail, les interruptions de production, un trop grand laxisme envers une motivation au travail déficiente et l'assurance de l'emploi garanti avaient fait que la durée du temps de travail était de plus en plus écourtée. On terminait la journée avant l'heure, on traînait au boulot etc. La productivité au travail baissait donc au lieu d'augmenter.

Il fallait trancher sur la façon dont on devait sortir du dilemme : en diminuant le taux d'investissement ou en limitant les prestations sociales. A chaque fois on a choisi une diminution draconienne des investissements et une imposition timide de la population, par exemple en augmentant les prix des "produits de luxe". Cette décision a très certainement été influencée par le souvenir du 17 juin 1953 et les événements de Pologne. Mais elle correspondait très certainement aussi à un sentiment de responsabilité vis-à-vis des travailleurs.

Hélas, ce n'était pas une solution ! On choisissait simplement entre deux naufrages différents. Car il n'existait pas de solution pour chacun des pays socialistes pris à part. La solution ne pouvait se trouver que dans une analyse commune des causes et dans un effort collectif pour surmonter la crise, ce qui était d'ailleurs tout à fait possible. La situation économique de l'Union soviétique et de ses alliés en 1989 était bien loin d'être aussi catastrophique que celle de la Russie à la fin de la guerre civile.

Si Gorbatchev avait été un vrai communiste et un vrai léniniste, il aurait, en 1985, convoqué en tout premier lieu les dirigeants de tous les partis communistes des pays du COMECON pour discuter des méthodes pour surmonter ensemble cette situation de crise. Au lieu de cela, il a laissé se creuser le fossé, de même que l'isolement des Etats socialistes. Il les a encouragés à s'en remettre aux puissances impérialistes et à leurs instruments de soumission, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Ceci dévoile sans équivoque ce qui se cache derrière la "déstalinisation" en cours depuis Khrouchtchev. Ce n'est pas "l'humanisation du socialisme", mais la "désocialisation", la "recapitalisation" de cette partie de la planète arrachée à l'impérialisme par la Révolution d'Octobre.

Nous en revenons ainsi toujours à la même question : comment la RDA socialiste a-t-elle pu dégénérer aussi vite et aussi discrètement, comment l'opposition a-t-elle pu connaître une telle affluence ?

J'ai déjà cité la cause principale : le développement économique n'a pas correspondu à l'attente de la population et aux promesses du parti. Au lieu d'un essor régulier, on a vu le recul s'installer à partir d'un certain moment : l'approvisionnement est devenu plus difficile, il y a eu des augmentations de prix dans certains domaines, les conditions de travail dans les entreprises se sont détériorées, on a construit plus, mais on n'a rien fait contre le délabrement des anciens bâtiments.

Bref, au lieu de devenir plus facile et plus riche, la vie est devenue plus difficile et plus pauvre. Tout cela aurait été supportable si le parti avait expliqué au peuple le pourquoi de cette évolution négative et avait discuté avec lui de la façon de maîtriser la situation.

Eloignement des masses

Mais le parti a pris l'attitude opposée. Il a fait savoir par les médias que tout allait très bien, que le plan était réalisé au-delà même des espérances, que le pays volait de réussite en réussite. Bref, entre ce que tout un chacun vivait au quotidien dans les entreprises, dans la rue, les magasins et les moyens de transport, et ce qu'il pouvait voir le soir à la télé, il y avait un gouffre. La politique de propagande du parti ne pouvait que fâcher les gens qui devaient se sentir grugés et ridiculisés. Ils n'étaient pas pris au sérieux. Ils ont perdu confiance dans le parti qui ne leur disait pas la vérité. Ils ont alors tourné les oreilles vers l'Ouest et fait confiance à ces médias dont les compte rendus leur semblaient bien plus proches de la réalité que leurs propres organes de presse.

On peut juger à quel point Erich Honecker s'était éloigné de la pensée et des sentiments des citoyens de RDA et en particulier de sa jeunesse: le jour anniversaire du 13 août 1961, date de la construction du Mur de Berlin, il déclara que si nécessaire, ce mur devait "rester 100 ans encore". Lui, qui s'était trouvé autrefois à la tête de l'organisation de jeunesse de la Freie Deutsche Jugend, ne semblait pas sentir ni réaliser que la jeunesse de son pays des années 80 ne considérait plus le Mur comme une protection, mais comme une prison qu'elle préférait voir disparaître aujourd'hui plutôt que demain.

Ce fossé entre le parti et de larges couches de la population était devenu immense. Mais au sein du parti aussi, la direction perdait de plus en plus la confiance des simples membres.

Cette grogne n'était pas inconnue de Gorbatchev. Il a fait tout ce qu'il a pu pour l'attiser. Ses slogans démagogiques de la "Glasnost" et "Nous avons besoin de la Vérité comme de l'air pour respirer!" visaient à renforcer le mécontentement envers le parti non seulement dans son propre pays, mais surtout dans les pays qui étaient restés jusque là des piliers de la résistance aux vagues révisionnistes: la RDA et la Tchécoslovaquie. Et il y est parvenu ! "Gorbi" est devenu l'espoir tant de ceux qui voulaient liquider le socialisme comme Reagan, Bush ou Kohi, que de ceux qui recherchaient une "réforme", un rajeunissement et un renouvellement du socialisme.

Gorbatchev savait pertinemment bien qu'Honecker se méfiait de lui et il le contrecarrait partout où il le pouvait.

En politique extérieure, Honecker avait en fait à plusieurs reprises agi en faveur de la politique révisionniste de faiblesse. Par exemple, lors de la préparation et de l'organisation de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe et de la conclusion des accords d'Helsinki, ou lors de l'approbation des documents communs du SPD et du SED en août 1987, sur "La lutte des idéologies et la sécurité commune", par lesquels les représentants de la partie SED ont effectué un travail de préparation aux événements de l'automne 89. (22)

Mais Honecker n'a jamais voulu livrer la RDA à l'impérialisme. Dans tout ce qu'il a fait, il a voulu assurer l'existence de son pays. C'est pourquoi il s'est résolument opposé à la "Perestroïka" de Gorbatchev. Il a déclaré ouvertement qu'une Perestroïka en RDA provoquerait le chaos, comme à son avis elle l'avait fait dans l'Union soviétique de Gorbatchev. Il n'a pas non plus permis que l'édition allemande des "Nouvelles de Moscou" — l'un des journaux les plus antisoviétiques depuis qu'il était aux mains des gens de Gorbatchev — ne soit repris dans la liste des abonnements postaux en RDA. A également fait grand bruit, l'interdiction de diffusion en RDA d'un numéro particulièrement odieux du magazine soviétique 'Sputnik'. Il s'en suivit une longue discussion, pour savoir s'il n'aurait pas mieux valu laisser sortir le magazine pour en critiquer son contenu après. Mais de toute façon, la direction de la RDA a montré sa détermination à s'opposer aux infiltrations de l'hystérie anticommuniste même lorsqu'elle portait le label "PCUS, Moscou". En témoigne également un discours du secrétaire du Comité Central du SED, Kurt Hager, où il oppose à la banalisation de l'impérialisme par Gorbatchev et Tchevnadze, la constatation que l'impérialisme ne perdrait jamais son essence criminelle et misanthrope.

On nous a également posé la question suivante : pourquoi le gouvernement de la RDA a-t-il cédé sans se battre, sans opposer de résistance armée ? Mais sur qui auraient-ils tiré ? Sur les manifestants de l'Alexander Platz le 4 novembre 1989 ?

Celui qui pense de cette façon, est tombé dans le panneau de la "révolution pacifique" qui aurait destitué la "dictature SED". Mais ni en RDA, ni dans aucun des ex-pays socialistes, le socialisme n'a été renversé par des actions des masses.

Après 40 ans de guerre froide de l'extérieur et 40 ans de travail de sape à l'intérieur, le socialisme en Europe a tout d'abord été entravé dans son développement, puis paralysé et finalement privé de sa force essentielle, à savoir le soutien des masses, pour finalement être livré dans cet état à l'impérialisme par la puissance qui autrefois l'avait soutenu.

Cette contre-révolution ne s'est pas faite en un jour, mais sur 40 ans. Les manifestants du 4 novembre étaient effectivement manipulés par la contre-révolution mais ils n'étaient pas la contre-révolution. Les tirs qu'ils auraient essuyés n'auraient pas atteint la contre-révolution, mais en grande partie ceux aveuglés par la contre-révolution et les victimes seraient devenues des martyrs de la contre-révolution contre le socialisme.

Ils n'auraient pas empêché l'effondrement de la RDA, car leur annexion à la RFA avait été promise en 1987 déjà au chancelier Kohi par son ami Gorbatchev. Mais ils auraient prêté la main aux vainqueurs d'aujourd'hui et à leur propagande mensongère qu'aucun être digne de foi ne peut admettre : pour se maintenir, les "vieillards avides de pouvoir du Bureau Politique" n'ont même pas hésité à provoquer un massacre parmi les manifestants qui n'étaient descendus dans la rue que pour demander un socialisme meilleur.

Pour le renouveau du socialisme, tout cela aurait été une catastrophe, pour les vainqueurs d'aujourd'hui au contraire un cadeau inestimable. Cela leur aurait permis de glorifier leurs pratiques brutales de colonisation et leur aurait donné une légitimation de l'élimination de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'étaient battus pour la République Démocratique d'Allemagne et l'avaient défendue. Il reste toutefois une dernière question :

La défaite du socialisme était-elle inévitable ?

Non, la défaite n'était pas inévitable, si les marxistes-léninistes avaient étouffé dans l'oeuf les premiers signes du révisionnisme, déjà au moment de la réhabilitation de Tito, ou au XXème Congrès du PCUS.

Au pire ils auraient du rendre public leur vrai rôle lors de la destitution de Khrouchtchev en 1964. Oui, la défaite était inévitable à partir du moment où l'on a permis aux révisionnistes de prendre la direction du Parti et d'y rester. Car la lutte contre l'impérialisme ne peut réussir que si dans son propre camp il n'y a pas d'alliés de cet impérialisme.

Il faudra bien longtemps avant que cette vérité ne soit restaurée chez tous les communistes. C'est notre devoir à tous d'accélérer ce processus, afin que le mouvement communiste redevienne une force historiquement forte, et surtout pour éviter que l'impérialisme ne conduise l'humanité à sa perte.

Notes :

1. Marshall Tito, Wie wir es machen. Bericht über den Weg, den Jugoslawien geht, Berlin 1947, p.28.
2. Idem, p. 12.
3. Karl Kautsky, Erläuterungen zum Heidelberger Programm der SPD, 1925.
4. N.S.Chruščow, Rechenschaftsbericht des Zentralkomitees der KPdSU an den XX.Parteitag, Berlin 1956, p.46.
5. Das Programm des Bundes der Kommunisten Jugoslawiens. Angenommen von dem siebenten Kongress des Bundes der Kommunisten Jugoslawiens in Ljubljana vom 22. Bis 26.April 1958, Beograd 1958, p.54 e.s.
6. Réfêrât N.S.Chruščows auf dem XXI.Parteitag der KPdSU, in: Die Presse der Sowjetunion, Berlin, Nr.13 v.30.Januar 1959, p.267.
7. Programm und Statut der Kommunistischen Partei der Sowjetunion, angenommen auf dem XXII.Parteitag der KPdSU, 17.-31.Oktober 1961, Berlin 1961, p.62.
8. Die Presse der Sowjetunion No.1 18 de 1959, p.2655.
9. Extrait de la déclaration de Delhi sur les principes d'un monde sans armes nucléaires et sans violence, signée par Rajiv Gandhi et Michaël Gorbatchev, novembre 1986.
10. Handbuch der Verträge 1871-1964, Berlin 1968, p.606.
11. Archiv der Gegenwart, Folge 46/1956, 19.XI.-24.XI.
12. Für dauerhaften Frieden, für Volksdemokratie ! Organ des Inform-buros, No.21/1955.
13. "Neues Deutschland", Berlin, v.5.6.1958.
14. The artful Albanian. Memoirs of Enver Hoxha, éd. par Jon Halliday, London 1986, p.4 (Editors introduction).
15. Presse des Sowjetunion, Berlin, No. 125, p.2672 e.s.; No.136, p.3024-26; No.137, p.3036, 1961.
16. Voir: Kurt Gossweiler, Hintergründe des 17Juni 1953, in: Marxistische Blätter 3/1993, p.77-83.

17. Au XXIIème Congrès du Parti, le caméléon A. Mikoyan s'opposa à Molotov avec l'accusation suivante: Molotov aurait dans un discours en 1956, "publiquement mis en doute que la société socialiste était créée en URSS. " Il aurait déclaré qu'en Union Soviétique, "les bases de la société socialiste sont établies". Mikoyan répondit: "Vous comprendrez vous-mêmes que sur base de telles thèses il est impensable de songer à un plan de construction du communisme." (Die Presse der Sowjetunion, No.129/1961, p.2804)
18. Walter Ulbricht, Die Bedeutung des Werkes 'Das Kapital' von Karl Marx für die Schaffung des entwickelten gesellschaftlichen Systems des Sozialismus in der RDA und den Kampf gegen das staatsmonopolistische Herrschaftssystem in Westdeutschland, Berlin 1967.
19. Idem, p.38.
20. Voir: Sahra Wagenknecht, Marxismus und Opportunismus. Kämpfe in der sozialistischen Bewegung Gestern und Heute, in: Weifenseer Blätter, 4/1992, p. 13/14. - Wolfgang Berger, Zu den Hauptursachen des Unterganges der RDA, in: Idem, p.29-33.
21. Voir: Kurt Gossweiler, Hatte der Sozialismus nach 1945 keine Chance? in: Weifenseer Blätter 2/1991, p.56.
22. L'un des coéditeurs des documents SPD-SED du côté SED, Rolf Reissig, à l'époque directeur de l'Institut du Socialisme Scientifique à l'Académie des Sciences Sociales auprès du Comité Central du SED, dans une interview accordée au Berliner Zeitung le 27.8.1992, a répondu à la question: le dialogue de l'époque avec le SPD a-t-il contribué à la disparition de la RDA? "Nous voulions exiger la réforme, l'ouverture de la RDA, c'est-à-dire tout ce que les groupes d'opposition avaient revendiqué avec force soit au même moment ou même auparavant." Et dans un autre passage: "Au SED, le papier a fait l'effet d'une véritable avalanche, a polarisé ... Le papier a semé le doute sur des principes idéologiques dépassés: l'image de l'ennemi, de l'impérialisme, du processus révolutionnaire mondial, ... Et du fait que le monopole de l'information et de la vérité était mis en doute, on contestait également le principe du monopole du pouvoir." Ce papier a certainement contribué à ce que la direction du Parti "ne puisse plus, pour la première fois s'appuyer sur les cadres, sur les deux millions de membres du SED".

L'art, la science et la culture ne sont pas des marchandises

(Marta Rafaël ; Actrice et chanteuse.)

Permettez-moi, chers camarades, de renoncer à l'autocritique stéréotypée qu'on attend naturellement de toute personne venant de R.D.A. Les médias de l'impérialisme se chargent de critiquer et de conspuer sans relâche le socialisme.

Je me présente :

Je suis hongroise, actrice et chanteuse, j'étais rédactrice à la télévision, j'ai édité des reproductions de photos, des poèmes, photos, notes, textes et chansons qui se trouvent sur le disque joint. Je vis en R.D.A. depuis 33 ans. Cela signifie que j'ai vécu et pris part aux trois quarts de ces '40 ans', où n'ont été produites que des saloperies, si l'on en croit M. Kohi et ses journalistes, Dr Mühlfenzel (qui a réduit à néant la radio et la télévision de la R.D.A.) et Mme Breuel (qui a liquidé tout un pays pour une pomme et un oeuf par l'intermédiaire de la société fiduciaire, la Treuhandanstalt).

Je dois au Friedrichstadtpalast de Berlin et à son ancien directeur, Gottfried Hermann, d'être venue en 1960 en République démocratique allemande. Le Friedrichstadtpalast, le théâtre le plus grand et le plus florissant d'Europe, ne peut se comparer qu'au Lido de Paris. Même sous la direction de Wolfgang Struch et de son successeur, il était mené avec amour, soin et compétence; de prestigieux solistes, de brillants artistes venus de l'Est et de l'Ouest, un excellent orchestre et un ensemble de ballet dont les danseuses n'ont d'égales que les Hiller Girls, se sont produits jusqu'en 1990 devant un public enthousiaste. On était fier de pouvoir y paraître.

Qu'est devenu le Friedrichstadtpalast aujourd'hui ? Gunter Gortz a écrit récemment dans le 'Neues Deutschland' :

"Le Friedrichstadtpalast est le terrain de jeu d'une incommensurable incompetence ou d'artistes sans succès à l'Ouest. Les repreneurs, bien chers payés, sont bien en dessous du niveau artistique du personnel habituel au modeste salaire. Le Friedrichstadtpalast est un exemple parmi tant d'autres de l'anéantissement planifié de la culture et de ses institutions. Le prétexte avancé est que même l'art et la culture ont été anéantis du temps de la R.D.A."

Nous sommes arrivés de plusieurs pays en République démocratique allemande : chanteurs, chefs d'orchestre et musiciens, danseurs et chorégraphes, metteurs en scène et acteurs, de notre plein gré parce que c'était un pays florissant artistiquement et culturellement.

Je n'ai que l'embarras du choix : Nathan le Sage et le Faust de Goethe au Deutsches Theater de Berlin, la Neuvième de Beethoven pour notre jeunesse, Hochhut et Peter Weib au Volkstheater de Rostock, des opéras à Dresde, Leipzig et Berlin, des académies de musique et de théâtre de classe internationale, des maisons d'édition et des bibliothèques, la joie de lire telle qu'on ne l'a encore jamais rencontrée dans l'histoire. Depuis des années, les chaînes de télévision de langue allemande vivent de films de la DEFA et de la DEF (chaîne TV). De nouvelles chaînes du pays pourraient fermer tout de suite sans ces films.

Qui peut croire que j'aurais quitté ma patrie artistique, la Hongrie, pour une 'Unkultur' (a-culture) ? Pour un public qui ne pose aucune exigence ? Qui n'a aucune formation ni aucun besoin d'art et de culture ? Qui ne respecte pas ses propres artistes pour leur compétence et leur notoriété internationale ? Qui n'éprouve pas de honte lorsqu'on reproche aujourd'hui à ces artistes des 'privileges' injustifiés et qu'on veut les abaisser au rang de "fantoques voyageant à l'étranger" ? Les résultats de la recherche scientifique sont-ils destinés à l'homme d'aujourd'hui ou à celui de demain ?

Toutes les possibilités étaient offertes aux artistes peintres et sculpteurs en R.D.A., même si, par moments, ils devaient suivre certaines orientations à sens unique. Il y n'avait pas d'art 'indésirable' et surtout pas d'art 'dégénéré'.

Aujourd'hui, la création artistique est entravée et limitée : il est devenu impossible de payer des ateliers de peintres et de sculpteurs, car les villes, communes et grandes entreprises qui commandaient naguère des oeuvres d'art doivent se conformer à l'économie de marché. C'est le cas aussi de l'art.

Le Palais de la République au coeur de Berlin était le lieu des arts, où les visiteurs pouvaient apprécier, dans 17 restaurants, cafés et locaux accueillants, la gastronomie de 16 pays, l'art théâtral et les tableaux des meilleurs artistes présentés dans le hall d'entrée. Et il y avait aussi la grande salle qui se transformait, selon une technique sophistiquée, pour accueillir 600 à 3800 personnes lors des rencontres sociales, un centre de congrès pour les sessions du Parti et une salle pour les représentations culturelles et les émissions télévisées.

En tant que rédactrice et dramaturge à la télévision de la R.D.A., j'ai considéré dès le début le Palais de la République comme une patrie culturelle.

J'ai retransmis de grands concerts avec des orchestres, des chefs d'orchestre et des solistes mondialement célèbres. Je me souviens en particulier de la série d'émissions 'Ensemble du monde' sur le folklore, les musiques nationales et les danses de tous les coins d'Europe, d'Afrique et d'Asie, d'Amérique du Sud et du Nord ; nos spectateurs et auditeurs franchissaient ainsi les frontières de la R.D.A. en faisant connaissance avec les trésors culturels d'autres peuples.

Et il y avait aussi l'architecture. Elle peut faire l'objet de controverse, comme toute forme d'art. Les goûts sont tellement différents. Mais les Berlinoises, les citoyens de R.D.A. et plus de 70 millions de visiteurs se sont rendus à la Maison du peuple et l'ont adoptée. Mais le Palais de la République avait deux défauts : il abritait la Chambre des Députés, le Parlement de la République démocratique allemande, et était également devenu l'un des symboles de la R.D.A. !

C'est pourquoi il était 'dangereux' de jour comme de nuit : il contenait tellement d'amiante que le Parlement ne pouvait plus y siéger et l'accès en était interdit aux personnes qui se rendaient dans les divers établissements, aux expositions et manifestations.

Il doit maintenant être rasé et céder la place au Ministère fédéral des Affaires étrangères. Le prétendu danger présenté par l'amiante est un prétexte. La fermeture tapageuse a eu lieu, mais non pas par souci de la santé des citoyens. Le Palais de la République doit être réduit en poussière, car il n'y a pas de place pour une Maison du peuple dans cette Allemagne-là. Pour la même raison, on veut détruire l'hôpital historique et mondialement connu de la Charité, où Robert Koch, Rudolf Vircho et Sauerruch ont enseigné et guéri, fait des recherches, diagnostiqué et opéré. Dans le cadre d'un système de santé social et modèle de la R.D.A. il a été reconstruit et équipé des aménagements les plus modernes.

La culture est naturellement une question de pouvoir. Nous en faisons maintenant la découverte brutalement, nous qui n'avons pas toujours usé du pouvoir de façon socialiste. L'art en tant qu'arme a toujours été violemment combattue ; maintenant, cette arme se retourne contre nous. L'art, la science et la culture ne sont pas des marchandises. Elles doivent être financées, pour leur bien et pour celui du peuple. Aujourd'hui, il est question de subventions et de limites financières, et dans ce contexte, l'art et la culture sont des denrées 'payables', ils 'se calculent'.

Pourquoi l'art et la culture doivent-ils être exterminés, anéantis dans les anciens pays socialistes, au profit des vidéos et discos, des pornos et Mac Donald (on parle aussi "d'ex-culture") ? Parce que — s'il faut effacer toute la République démocratique allemande de la mémoire et de l'histoire — il ne doit bien sûr pas y avoir d'art ni de culture de R.D.A. J'espère que personne ne prendra cela pour de la nostalgie, une lamentation sur le passé. Mais ici, dans ma seconde patrie, ce qui a été créé de beau et de bon après la guerre vaut la peine d'être conservé dans la mémoire et dans le coeur et est digne du combat mené pour le conserver et le perpétuer.

Il faut pour cela une bonne mémoire, de la persévérance et beaucoup de sérieux.

L'abolition des acquis sociaux et de l'égalité des droits pour les femmes

(Regina Schwarze)

Chers camarades,

Je suis employée dans une entreprise d'import-export, je suis mariée et ai 2 enfants de 14 et 16 ans. Je précise cela parce que je vais traiter ce thème non pas du point de vue théorique, mais à la lumière de ma propre expérience de femme de R.D.A. Pour décrire les transformations intervenues après l'annexion de la R.D.A. par la R.F.A. et qui touchent tous les secteurs de la vie, en particulier les femmes de notre pays, je voudrais d'abord faire un tour d'horizon du niveau d'égalité des droits atteint en R.D.A. pour les femmes. Je suis née et ai grandi à Berlin, en R.D.A. J'ai fréquenté l'école pendant 10 ans et étais membre de l'organisation des Pionniers et de la FDJ.

J'ai pu — grâce aux possibilités de formation offertes à toutes les femmes dans notre Etat socialiste — apprendre le métier d'employée chargée de la correspondance avec l'étranger. Même les femmes qui avaient des enfants, et surtout elles, bénéficiaient de toutes les possibilités de formation, il existait pour cela des programmes spéciaux. Nous, femmes de R.D.A., avons toutes les possibilités, dans le cadre de notre travail quotidien. Grâce aux importantes mesures socio-politiques (par ex. l'année de la mère) et l'attribution d'un jour supplémentaire de congé par mois, toutes les femmes pouvaient exercer un métier. Nous n'avions pas de soucis à nous faire pour faire garder nos enfants. Il y avait pour cela des crèches et des jardins d'enfants.

Mais l'égalité des droits ne se concrétisait pas seulement par la formation professionnelle et le travail. Dans tous les secteurs de la vie, nous avons réussi à nous accomplir. Sur le plan des loisirs et du travail social, les femmes pouvaient s'engager. Pour ma part, j'ai organisé pendant de nombreuses années le travail culturel dans mon quartier. Je savais qu'on s'occupait bien de mes enfants pendant ce temps.

Grâce à la politique socialiste de notre Etat, toute femme pouvait donner libre cours à ses aptitudes et compétences. Je voudrais à ce propos donner un autre exemple. J'avais un enfant handicapé ; pour pouvoir continuer à exercer mon métier, j'ai pu obtenir, selon les réglementations en vigueur en R.D.A., un aménagement de mon temps de travail, ce qui me permettait d'aller voir chaque jour mon enfant à l'hôpital.

Depuis l'annexion de la R.D.A. par la R.F.A., les femmes ont été particulièrement touchées par des changements intervenus pratiquement en une nuit dans tous les domaines de la vie. Ce bouleversement s'est accompagné d'une campagne de diffamation massive des acquis sociaux et de l'égalité des droits en R.D.A.

Les mailles de ce qu'on appelle le 'filet social' sont tissées de façon telle que les femmes, éléments les plus faibles de cette société, sont les premières à tomber. Nous, les femmes, devons retourner aux fourneaux et apporter au mari ses pantoufles quand il rentre du travail.

Ce stéréotype largement répandu par les médias n'est pas sans avoir de répercussions sur la vie familiale. Nos maris sont aussi exposés à ce partage des rôles, au point de vouloir l'imposer dans la vie publique. Tout cela conduit naturellement à des tensions au sein de la cellule familiale.

Ce problème nous concerne particulièrement, nous les femmes de l'ex-R.D.A., qui avions déjà, dans notre pays socialiste, une certaine indépendance et égalité des droits. Je suis présidente du comité d'entreprise, car je juge nécessaire de représenter les intérêts des employés, et aussi des femmes face au capital. Le travail est devenu particulièrement plus difficile pour les femmes, car il n'y a plus de demandes pour elles ; elles sont même refusées pour certains postes, notamment à cause de leurs enfants et de l'absentéisme qui pourrait en résulter.

L'abolition des droits des femmes se fait sentir dans les relations avec les autorités : seul l'homme est considéré comme chef de famille et est autorisé à agir au nom de la famille. Il est humiliant, pour une femme, de se produire devant les autorités comme un enfant mineur et de s'entendre dire que l'on doit envoyer son mari pour remplir certains formulaires.

C'est une société d'hommes qui règne sur les femmes. La dépendance économique et le droit au divorce confortent cet état de faits. En R.D.A., une femme pouvait, grâce à une subvention de l'Etat aux femmes seules et seules à élever des enfants, décider de sa vie.

Aujourd'hui, la famille représente de nouveau une entrave économique pour la femme. L'Etat capitaliste qu'est la R.F.A. reprend aux femmes le droit de disposer de leur corps, de décider à leur place si elles doivent donner la vie à un enfant. J'ai une fille de 14 ans et je voudrais qu'elle puisse choisir d'avoir un enfant au moment où elle le désire. La destruction sociale se fait même sentir dans les écoles. Il faut de l'argent pour poursuivre des études — c'est le capital qui dirige. Quel chômeur peut aujourd'hui se permettre de payer des études à son enfant ?

Les enfants se retrouvent dans la rue après l'école — les propositions de loisirs ont été systématiquement supprimées, il n'y a plus d'organisations de la jeunesse patronnées par l'Etat. L'admission des enfants dans les crèches est beaucoup plus chère (plus de 80 fois) qu'au temps de la R.D.A. Encore une fois, c'est pour une question d'argent que je me demande si je peux me permettre d'avoir un enfant. Enfant - argent ? Pour moi, c'est un raisonnement absurde, mais c'est malheureusement la réalité dans cet Etat allemand.

Je pense que nous devons oeuvrer pour que les femmes ne restent plus dans leur coin à ronchonner. Sur le territoire de la R.D.A., beaucoup n'ont pris conscience des acquis que lorsqu'ils les ont perdus. Nous devons faire prendre conscience aux femmes de la perte de ces acquis pour les inciter à ce s'engager activement dans le combatte contre cet ordre social capitaliste.

Comme aucun régime bourgeois ne cède ses pouvoirs de son plein gré, nous devons réussir à mobiliser les femmes au combat afin d'imposer leurs droits et les amener à reconnaître que la solution apportée à la question sociale est la condition sine qua non pour l'aboutissement de l'égalité des droits, c.-à-d. qu'en fin de compte, l'égalité totale des droits n'est possible que dans un ordre socialiste et communiste.

J'ai la conviction que les femmes, surtout dans les anciens pays socialistes justement parce qu'elles ont perdu concrètement leurs droits, représentent une force révolutionnaire non négligeable dans la lutte contre le système capitaliste et pour son renversement. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'apporter ma contribution au mouvement de l'action communiste unifiée.

Pour l'unité du mouvement communiste international

(Ludo Martens ; Président du Parti du Travail de Belgique.)

La politique révisionniste de Gorbatchev et la restauration capitaliste qui s'en est suivie en Europe de l'Est et en Union soviétique ont provoqué un grand désarroi, des divisions et des scissions dans beaucoup de partis communistes et révolutionnaires. En 1989-1990, l'impérialisme a lancé une campagne tapageuse au niveau mondial pour proclamer l'échec historique du socialisme et annoncer le règne du capitalisme libéral jusqu'au jour du dernier jugement.

Le Parti du Travail de Belgique a souscrit à la Déclaration de Pyongyang du 15 avril 1992 qui a permis de faire entendre, au niveau international, une réplique commune à cette intoxication bourgeoise et qui a proclamé haut et fort que l'échec temporaire du socialisme dans certains pays ne peut pas changer la volonté et la détermination des exploités et des opprimés de ce monde à se libérer de leurs chaînes et à construire un avenir socialiste.

La déclaration de Pyongyang unit des organisations de natures différentes, des formations communistes, révolutionnaires et anti-impérialistes. Dans la nouvelle situation internationale, il incombe aux partis et organisations communistes de définir les bases de leur unité renouvelée. Cette définition nécessite des échanges de vues et des débats. Dans ce rapport, nous exposerons la conception du Parti du Travail de Belgique sur l'unité du mouvement communiste international.

Le PTB et le Mouvement Communiste International

Nous voulons d'abord situer l'origine de Parti du Travail de Belgique et sa position dans le mouvement communiste international au cours des vingt-cinq dernières années.

Le noyau du PTB s'est formé dans le mouvement étudiant des années 1966-1969. Dès 1969, il s'est revendiqué de la théorie du socialisme scientifique élaborée par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong. Il a été marqué par la Révolution culturelle en Chine, par la guerre de résistance vietnamienne, par l'expérience cubaine et le développement de la guérilla en Amérique latine et par la critique du révisionnisme, faite par Mao Zedong et Enver Hoxha. Pour définir sa ligne politique et organisationnelle, le noyau du PTB s'est lancé dans un intense travail de masse, parmi les étudiants d'abord, au sein de la classe ouvrière à partir de 1970. Ce noyau, formé dans les luttes étudiantes, a su

maintenir son unité fondamentale lors du passage au travail dans la classe ouvrière et le mouvement syndical.

Dès son origine, le noyau du PTB s'est opposé au Parti Communiste belge qui, depuis longtemps, avait abandonné le léninisme et les principes de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

En Belgique, la lutte contre la ligne réformiste du PCB a été entamée dès 1963, à l'occasion de la grande polémique au sein du mouvement communiste international, par le Parti Communiste de Belgique dirigé par Jacques Grippa, ancien commandant des partisans armés, membre du comité central du PCB qui fut arbitrairement exclu du Parti.

Mais Grippa est resté marqué par le révisionnisme et son parti a éclaté quelques années plus tard. Une des fractions qui en est issue, le groupe Clarté, fut reconnu alors par le Parti Communiste chinois et le Parti du Travail albanais. A l'époque, le noyau du PTB avait dénoncé le groupe Clarté comme une alliance d'imposteurs et de démagogues étrangers au marxisme-léninisme. Le groupe a très vite disparu.

A partir de 1979, le Parti du Travail de Belgique a établi des rapports officiels avec le Parti Communiste chinois. Il n'a pas soutenu ceux qu'on appelle la "Bande des Quatre", mais il a continué à exprimer un jugement essentiellement positif sur la Révolution culturelle. Il a soutenu la théorie des trois mondes, comme concept stratégique de la lutte des classes au niveau international dans les années soixante-dix, début quatre-vingt. Le PTB avait de graves divergences avec la ligne définie par le Parti du Travail albanais, mais il s'est gardé de les exprimer publiquement. Le PTB a condamné l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, l'occupation de l'Afghanistan par les forces armées soviétiques et l'occupation du Kampuchéa par les forces armées vietnamiennes. Il a dénoncé le rôle joué par Cuba dans la stratégie expansionniste de l'Union soviétique de Brejnev, en Ethiopie notamment.

En Europe, le noyau du PTB a été en contact avec de nombreuses nouvelles organisations marxistes-léninistes, issues des luttes étudiantes en France, en Italie, en Allemagne, en Hollande. La plupart d'entre elles ont échoué et ont disparu. Pourquoi le Parti du Travail a-t-il réussi à se maintenir et à se développer ? Nous relevons cinq raisons.

Le PTB a toujours insisté sur le principe de la liaison de la vérité générale du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong avec la pratique concrète de la lutte révolutionnaire en Belgique.

Il a évité de coller de trop près à des partis communistes étrangers et de faire de l'analyse de leurs positions un enjeu majeur de la lutte idéologique interne.

Le Parti a toujours orienté ses militants sur le travail concret dans la classe ouvrière et dans les mouvements de masse.

Le PTB a pris la lutte entre les deux lignes comme principe majeur de son édification idéologique et a toujours mené une lutte de principe contre les tendances opportunistes de droite ou de gauche existant en son sein.

Le Parti a toujours attaché une grande importance au maintien de son unité, grâce à l'application des principes du centralisme démocratique et de la discipline léniniste.

La division des communistes depuis les années 1956-1963

A la suite de divergences politiques et idéologiques graves et de luttes politiques souvent âpres, le mouvement communiste international s'est divisé à partir de l'année 1956.

Au cours des trente-cinq dernières années, nous avons vu se manifester une tendance dite "prochinoise" qui s'est elle-même scindée après la mort de Mao Zedong en plusieurs sous-tendances. Le courant "prosoviétique", majoritaire, a éclaté en d'innombrables tendances suite à la restauration du capitalisme sous Gorbatchev. Le courant "pro-albanais" a connu des divisions suite à la chute du socialisme en Albanie, puis le courant "procubain" est apparu en Amérique latine. Enfin, certains partis ont maintenu une position "indépendante" par rapport aux tendances mentionnées.

Quelle que soit l'opinion qu'on peut exprimer quant au bien-fondé, voire à la nécessité de ces scissions à un certain moment de l'histoire, la nécessité et la possibilité de surmonter ces divisions existe aujourd'hui. En effet, deux constats s'imposent à tous aujourd'hui.

D'abord, le révisionnisme a affaibli et divisé le mouvement communiste international pour finalement dégénérer en trahison ouverte.

Après la destruction du socialisme en Union soviétique et l'éclatement du pays de Lénine, tous les communistes comprennent que le révisionnisme est l'ennemi idéologique le plus dangereux du marxisme-léninisme. Le révisionnisme représente bel et bien la bourgeoisie au sein du mouvement. Le problème du révisionnisme est discuté et analysé par tous les partis et toutes les organisations communistes et un large échange de vues sur cette question serait avantageux pour tous.

Ensuite, les différentes divisions et scissions intervenues au cours des trente-cinq dernières années ont gravement affaibli le mouvement communiste international dans son ensemble.

A partir d'une ou de plusieurs divergences idéologiques et politiques importantes, des tentatives ont été entreprises pour unir des partis et des organisations dans des regroupements ayant une base politique propre. Or, au sein de ces différents regroupements, on a pu constater que certains partis ont réussi à s'implanter dans les masses, ont acquis une expérience révolutionnaire propre et ont intégré le marxisme-léninisme aux réalités de leur pays. Ces partis ont aujourd'hui une solidité politique et une influence réelle sur les masses populaires. D'autre part, au sein de chacun de ces regroupements, on a vu certaines organisations virer vers l'opportunisme de gauche ou de droite, vivoter sans emprise sur les luttes et même disparaître.

Notre parti a assisté à des rencontres de différents regroupements communistes, il a développé les contacts bilatéraux avec des partis ayant appartenu aux différentes tendances. Nous avons établi des rapports fructueux d'amitié, de solidarité et de coopération avec des partis communistes taxés jadis de prosoviétiques, de prochinois, de pro-Bande des Quatre, de pro-albanais, de pro-cubains et avec des partis "indépendants".

Le révisionnisme, principal fauteur de division

Sur quelle base les communistes ayant appartenu aux différentes tendances peuvent-ils s'unir ?

Depuis sa création en 1919, le Mouvement Communiste international a connu un essor mondial prodigieux, il a bouleversé l'histoire et changé la physionomie du monde. Sa force n'a cessé de croître aussi longtemps qu'il a maintenu son orientation révolutionnaire et son unité.

Une profonde désunion idéologique s'est installée dans le Mouvement Communiste international à partir de 1956, lorsque Khrouchtchev a défini sa ligne révisionniste que l'on retrouve dans son rapport au XXème Congrès, son rapport secret sur Staline et son rapport au XXIIème Congrès. Au départ, la scission a été le résultat de la volonté délibérée de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens d'exclure les partis qui n'acceptaient pas la ligne du PCUS. La scission organisationnelle de 1963 a été voulue par les révisionnistes et non pas par les marxistes-léninistes.

L'éclatement de l'Union soviétique et la restauration du capitalisme dans le premier pays socialiste, intervenus en 1990-1991, jettent une nouvelle lumière sur les luttes politiques des années 1956-1963 au sein du Mouvement Communiste international. Cette défaite majeure révèle qu'en Union soviétique, l'opportunisme avait des racines plus profondes que la plupart des communistes pouvaient imaginer.

En 1956, lors de la contre-révolution sanglante en Hongrie, les statues de Staline avaient été détruites ; trente-cinq années plus tard, les statues de Lénine ont été réduites en poussière. Le déboulonnement de statues de Staline et de Lénine marquent les deux points de rupture avec le marxisme.

En 1956, Khrouchtchev s'est attaqué à l'oeuvre de Staline pour changer la ligne idéologique et politique fondamentale de la direction du Parti Communiste ; la dégénérescence progressive du système politique et économique qui s'en est suivie a conduit à la rupture totale et définitive avec le socialisme, réalisée en 1990 par Gorbatchev.

Les médias nous entretiennent chaque jour de l'échec du communisme. Mais si échec en Union soviétique il y a, c'est bien l'échec du révisionnisme, introduit par Khrouchtchev il y a 35 ans. Ce révisionnisme a abouti à l'échec économique complet, à la capitulation inconditionnelle devant l'impérialisme, à la catastrophe sociale, à la guerre civile réactionnaire.

Brejnev n'a jamais mis en cause le programme révisionniste du XXème et du XXIIème Congrès et il a même "développé" les thèses sur "l'Etat et le Parti du peuple tout entier", en affirmant que la restauration du capitalisme en Union soviétique était désormais impossible. Ainsi, il a détruit toute vigilance révolutionnaire et il a cessé de mener la lutte des classes contre le bureaucratisme, le technocratisme, le carriérisme et la corruption.

C'est sous Brejnev et sous la couverture d'un langage pseudo-marxiste-léniniste qu'a pu se constituer en classe cette nouvelle bourgeoisie vorace que nous avons vu dominer la scène politique sous Gorbatchev.

En jetant un coup d'oeil sur l'histoire, nous pouvons dire que la plupart des partis communistes ont gravement sous-estimé le révisionnisme de Khrouchtchev. En 1956, Mao Zedong et Enver Hoxha ont le mieux compris le danger du révisionnisme. Au début des années soixante, le camarade Le Duan et le camarade Kim Il Sung ont apporté d'importantes contributions à la lutte contre le révisionnisme.

Mais en Europe, la situation était tout autre. En 1956, en Hongrie, Imre Nagy, porté à la tête du Parti Communiste hongrois par Khrouchtchev, a joué un rôle important dans le déclenchement de la contre-révolution. En 1968, Dubcek n'a fait que reprendre et développer les idées de Brejnev sur la fin de la lutte de classe et la réconciliation avec l'impérialisme. En 1978, l'eurocommunisme a constitué un approfondissement des idées du XXème et du XXIIème Congrès.

En Union soviétique, les révisionnistes ont peiné trente-cinq ans pour démolir Staline. Une fois Staline démoli, Lénine a été tué en un tour de main. Gorbatchev s'est acharné contre Staline et l'a relayé en menant, au cours des cinq années de sa glasnost, une croisade contre le stalinisme. Il est à noter que le démontage des statues de Lénine n'a pas été précédé d'une campagne politique contre son oeuvre. La campagne contre Staline y avait suffi.

Une fois toutes les idées politiques de Staline attaquées, dénigrées, démolies, on a simplement fait le constat qu'on en avait fini, par la même occasion, avec les idées de Lénine. Khrouchtchev a commencé son oeuvre destructrice en affirmant qu'il critiquait les erreurs de Staline dans le but de rétablir le léninisme dans sa pureté originelle et d'améliorer le système communiste. Gorbatchev a fait les mêmes promesses démagogiques pour désorienter les forces de gauche.

Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : sous le prétexte de "retourner à Lénine", Gorbatchev a fait rentrer l'idéologie tsariste et bourgeoise ; sous prétexte d'améliorer le communisme, il a ressuscité le capitalisme sauvage. La dérive désastreuse entamée par Khrouchtchev montre, par opposition, la pertinence de bien des idées énoncées par Staline.

Staline affirmait que la lutte des classes continue sous le socialisme, que les anciennes forces féodales et bourgeoises n'ont pas cessé le combat pour la restauration et que les opportunistes au sein du parti, les trotskistes, les boukhariniens et les nationalistes bourgeois aident les classes et couches antisocialistes à regrouper leurs forces. Khrouchtchev a déclaré que ces thèses étaient aberrantes et conduisaient à l'arbitraire. Mais en 1988-1989, Gorbatchev a réhabilité les trotskistes, les boukhariniens et les nationalistes bourgeois et, deux ans plus tard, la restauration du capitalisme en URSS était une réalité.

Les adversaires de la dictature du prolétariat n'ont cessé d'affirmer que Staline incarnait, non pas la dictature des travailleurs, mais sa propre dictature autocratique. Démolir Staline, c'était faire renaître la démocratie socialiste. Mais Staline enterré, Hitler est resurgi de sa tombe. Et aujourd'hui, on réhabilite les Vlassov, les Bandera, les Antonescu, les Tiso et tous les autres collaborateurs des nazis en Russie, en Ukraine, en Roumanie, en Slovaquie. La chute du mur de Berlin marque la montée du fascisme allemand.

De tout ceci, nous pouvons tirer quatre principes pour l'unité du Mouvement Communiste international.

1. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, en juillet 1920, a adopté des Statuts, les Conditions d'admission, le Manifeste et d'autres résolutions essentielles qui ont défini la spécificité du mouvement communiste international face à la social-démocratie. C'est sur cette base qu'est né le mouvement communiste international. Son unité stratégique s'est maintenue jusqu'en 1956, le dix-neuvième Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique ayant été le cadre de la dernière grande manifestation unitaire du mouvement communiste international. Pour réapparaître comme courant mondial significatif, le Mouvement Communiste international doit se revendiquer de ce passé historique commun.

2. Ensuite, il faut approfondir la critique du révisionnisme de Gorbatchev. Ce révisionnisme est apparu comme l'expression politique et idéologique de la nouvelle bourgeoisie, il a conduit directement à la restauration capitaliste. Tous les partis communistes peuvent s'unir dans cette critique. Il faut analyser en profondeur les liens entre les lignes développées par Khrouchtchev et Brejnev et la politique appliquée par Gorbatchev, les liens entre le début du processus de dégénérescence et son aboutissement.

3. Troisièmement, il faut rouvrir la discussion sur l'expérience du PCUS sous Staline. Il est évident que la négation sans principe de l'oeuvre de Staline a été une composante majeure du révisionnisme en URSS. Pendant une certaine période, des divergences continueront à exister quant à l'appréciation des différentes politiques mises en oeuvre par le camarade Staline. Il s'agit de les discuter d'une façon scientifique et dans un esprit révolutionnaire et de classe.

4. Enfin, à la lumière de la dégénérescence en Union soviétique, il faut émettre une nouvelle appréciation de l'oeuvre du camarade Mao Zedong. Il a apporté une contribution d'importance mondiale, reconnue par tous les communistes, en dirigeant la révolution nationale et démocratique et sa transformation en révolution socialiste, dans un grand pays du tiers monde. Dès 1956, Mao Zedong a résisté au révisionnisme de Khrouchtchev, puis de Brejnev, ce qui lui a valu toutes sortes de dénigrements. Il a dirigé la première tentative historique d'impliquer les masses dans la lutte contre les tendances de dégénérescence au sein du Parti. Beaucoup de divergences d'interprétation subsisteront également sur les mérites de Mao. Il faut les traiter avec impartialité, en cherchant la vérité dans les faits.

Unité-Lutte-Unité

1. Au sein de la Deuxième Internationale, de 1900 à 1914, Lénine a fermement défendu l'essence révolutionnaire du marxisme, tout en maintenant l'unité du mouvement. Pourtant, de forts courants ouvertement bourgeois, comme celui de Bernstein, minaient déjà le parti social-démocrate allemand, le parti principal de la Deuxième Internationale. En maintenant l'unité et en défendant le marxisme révolutionnaire, Lénine a fait le maximum pour aider au développement de l'aile gauche de la Deuxième Internationale.

2. Le révisionnisme khrouchtchévien a commencé par rompre l'unité du mouvement en expulsant les partis qui défendaient fermement le marxisme-léninisme. Mais ensuite, le sectarisme et le gauchisme ont conduit à d'innombrables scissions injustifiées.

Certains partis communistes qui ont soutenu la lutte antirévissionniste du Parti Communiste chinois — dont le nôtre — ont taxés les Cubains de "mercenaires de l'expansionnisme soviétique". Le Parti Communiste cubain, à son tour, a traité le Parti Communiste chinois de parti hégémoniste et réactionnaire, allié de l'impérialisme américain. Des divergences d'analyse et d'appréciation, réelles, ont été exacerbées jusqu'à l'antagonisme et la rupture. Le point de vue de la partie opposée n'était plus étudié avec objectivité et pondération. Les divergences de fond devaient être clarifiées, mais il fallait prendre son temps et faire des analyses matérialistes et lucides, tout en maintenant l'unité entre communistes.

De la même façon, il y a eu des conflits idéologiques et politiques importants concernant la Tchécoslovaquie en 1968, le Kampuchéa en 1979, l'Afghanistan en 1980, la théorie des trois monde en 1977, l'élimination de la Bande des Quatre en 1976, la ligne de Deng Xiaoping au début des années quatre-vingt. Tous ces conflits étaient importants. Chaque parti aurait dû étudier avec grand sérieux les différentes positions qui s'affrontaient, formuler sur cette base sa propre opinion, tout en préservant l'unité du mouvement.

Le fait est qu'aujourd'hui, des communistes qui se sont affrontés avec la plus grande violence à propos de la Tchécoslovaquie, de l'Afghanistan, de la théorie des trois monde, de la ligne de Deng, etc., se retrouvent dans le même camp, défendent le marxisme-léninisme et combattent le révisionnisme, après avoir apporté les corrections nécessaires à leurs positions anciennes. Pour sa part, notre parti a tiré une conclusion des nombreuses luttes violentes auxquelles nous avons assisté : quelle que soit l'âpreté des affrontements au sein d'un autre parti ou entre deux autres partis communistes, nous devons, tout en les étudiant avec sérieux, maintenir à tout prix l'unité de notre propre parti. Nous pensons que le même principe doit s'appliquer au mouvement communiste international dans son ensemble : quelle que soit l'âpreté de nos divergences à propos de luttes dans un parti communiste ou entre plusieurs partis, nous ne pouvons pas permettre qu'elles conduisent à l'éclatement du mouvement ni au scissionnisme.

Bien sûr, on pourrait objecter que les communistes ne peuvent pas faire de concessions sur les principes. Nous y répondons ceci. Chaque parti applique les principes marxistes-léninistes à la réalité présente selon sa propre conception. Personne ne peut lui demander de faire des concessions qu'il juge de principe. Chaque parti définit sa position en toute indépendance. Mais cela n'est pas en contradiction avec son devoir de maintenir l'unité du Mouvement Communiste international, puisque cette unité est, elle aussi, une question de principe primordiale. A ce propos, il est aussi important de réfléchir aux agissements des ennemis du mouvement communiste. Il existe une ample documentation sur l'habitude de la CIA et d'autres services secrets d'utiliser systématiquement les divergences dans les partis communistes et entre partis pour pousser à la lutte extrémiste, à la division et à la scission. Parce qu'il connaît l'importance de l'unité du mouvement communiste, l'ennemi entreprend tout pour le faire éclater et soutient toutes les tendances centrifuges, appuyant souvent aussi bien les révisionnistes de droite que les positions gauchistes pour précipiter l'éclatement.

3. On peut se demander s'il est justifié de maintenir l'unité avec des partis qu'on considère comme opportunistes de droite ou comme gauchistes et sectaires. Mao Zedong a dit un jour : "L'important est de savoir apprendre". Cette idée fonde aussi notre attitude au sein du mouvement communiste international. Maintenir l'unité du mouvement permet à chaque parti d'apprendre plus et plus vite. Non seulement les partis avec lesquels on a un accord global peuvent nous apprendre beaucoup, mais aussi les partis dont on pense qu'ils suivent une orientation opportuniste de droite ou gauchiste.

3.1. Notre parti a adopté comme principe de maintenir et de développer des rapports avec les partis communistes dont il juge la ligne opportuniste de droite ou révisionniste.

D'abord, parce que nous pouvons nous tromper dans notre jugement.

Ensuite, parce que l'expérience nous a montré que nous pouvons tirer profit de certains aspects de leur travail dans les masses, de leurs expériences, de leurs travaux théoriques, etc.

Troisièmement, parce que des divergences fondamentales sur la ligne idéologique ne doivent pas empêcher certaines formes de coopération et de luttes communes dans les domaines du racisme, des droits syndicaux, du combat anti-impérialiste.

Quatrièmement. Nous devons tenir compte des évolutions possibles. Certains partis que nous considérons comme révisionnistes ou certaines fractions de ces partis peuvent évoluer positivement. Nous avons considéré que les directions des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est suivaient depuis les années soixante une politique révisionniste. Cette analyse était assez bien fondée, puisqu'on a vu ces directions passer presque intégralement au libéralisme. Néanmoins, lorsque le vieux camarade Honecker a eu le courage de dénoncer la restauration capitaliste en RDA et d'affronter devant le tribunal ceux qui poursuivent la lutte anticommuniste des nazis, nous l'avons soutenu, quelles qu'aient été nos divergences passées.

Enfin, des partis que nous considérons comme révisionnistes peuvent dégénérer complètement et passer ouvertement du côté de l'ordre bourgeois. Le fait d'avoir gardé des rapports avec un tel parti peut aussi nous enseigner des leçons utiles, des leçons négatives que nous pourrions mieux formuler à partir de l'évolution que nous avons suivie pas à pas.

On peut encore formuler une autre objection à propos du maintien de l'unité avec des partis considérés comme opportunistes de droite ou révisionnistes. Ne courons-nous pas le danger de subir leur pression idéologique et leur influence ? N'allons-nous pas virer vers la conciliation avec l'opportunisme qui, selon Lénine, est souvent le passage à l'opportunisme ? Nous estimons que cette objection est pertinente. Le danger de conciliation avec le révisionnisme et le passage progressif à des positions opportunistes est un danger qui guette tous les partis communistes, aussi longtemps que nous vivons dans un environnement mondial dominé par l'impérialisme et l'idéologie bourgeoise. Mais ce danger réel ne doit pas nous pousser à adopter une attitude erronée dans la question de l'unité du Mouvement Communiste international. Nous devons lutter contre ce danger en renforçant notre vigilance et notre éducation politique. Chacun de nous doit mettre au service de l'ensemble du mouvement ce qu'il a appris dans la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme.

Après la destruction du socialisme en Union soviétique et l'éclatement du pays de Lénine, tous les communistes comprennent que le révisionnisme est l'ennemi idéologique principal du marxisme-léninisme et qu'il représente bel et bien la bourgeoisie au sein du mouvement. Le problème du révisionnisme est discuté et analysé par tous les partis et toutes les organisations communistes et un large échange de vues sur cette question sera avantageux pour tous. L'unité nécessaire ne doit donc pas masquer le fait que la lutte idéologique contre le révisionnisme est essentielle, qu'elle est une tâche compliquée et de longue haleine. Le révisionnisme ne mourra pas de lui-même. On se rappelle que le révisionnisme de Tito avait été critiqué par le mouvement communiste international dès 1948-1950. Mais cette critique n'a pas toujours été faite avec le sérieux et la profondeur nécessaires.

Ainsi, on peut dire que, lorsqu'il a développé son orientation opportuniste, Khrouchtchev n'a fait que reprendre, pour l'essentiel, les thèses révisionnistes du titisme. Cela nous donne aussi une leçon pour la situation actuelle du mouvement. Si les idées et les thèses révisionnistes ne sont pas critiquées et analysées en profondeur, elles continueront à survivre, en changeant seulement de forme. Si cette critique en profondeur du révisionnisme ne se fait pas, on peut craindre que le processus de dégénérescence continuera dans certains partis et que le courant liquidateur frappera encore et fera de nouvelles victimes. Une défaite majeure, comme celle que nous avons connue avec l'effondrement du socialisme en Europe de l'Est et en URSS, peut être le point de départ d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire. Lorsque l'opportunisme a détruit la social-démocratie internationale, entre 1900 et 1914, Lénine s'est chargé de la tâche cruciale de dénoncer et de critiquer le révisionnisme de Bernstein, de Martov et de Kautsky et de développer la théorie et la pratique révolutionnaires. Une tâche encore plus considérable et plus ardue nous attend tous, nous qui voulons continuer aujourd'hui le combat communiste.

3.2. Le gauchisme et le sectarisme constituent des dangers réels qui ont causé la disparition de plusieurs organisations marxistes-léninistes.

Les mêmes raisons de principe, contre la division et le scissionnisme, s'appliquent dans nos rapports avec les partis communistes que nous considérons comme gauchistes ou sectaires. "L'important est de savoir apprendre" : ce principe s'applique aussi dans ce cas. La plupart des partis communistes luttent dans un environnement pacifique, où la bourgeoisie se maintient au pouvoir essentiellement en ayant recours à des méthodes politiques et à une répression sélective. Ils n'ont pas l'expérience directe des conditions violentes de la terreur blanche et de la guerre civile. On est toujours tenté de juger, à partir de sa propre situation et de son expérience, les luttes qui se mènent dans d'autres conditions. Lénine a dû diriger la guerre civile en 1918-1919 dans des conditions souvent atroces. Si nous lisons certains de ses textes de l'époque, nous pourrions aisément croire qu'ils sont "gauchistes" ou "sectaires". C'est dire que nous devons adopter une attitude prudente et avoir la volonté d'apprendre ces conditions de lutte que nous connaissons, somme toute, assez mal.

Ensuite, il est important de souligner que la propagande ennemie se concentre toujours contre les peuples qui mènent la lutte armée pour leur libération. Nous en subissons inévitablement l'influence. Du temps de la guerre du Vietnam, la CIA ne cessait de dénoncer les révolutionnaires vietnamiens comme des terroristes, massacrant indistinctement les villageois, les instituteurs, les chefs de village qui refusaient d'obéir à leur politique stalinienne. En 1990, le KGB et la CIA ont négocié un accord pour la lutte commune contre les Khmers rouges au Cambodge et le Sentier Lumineux au Pérou, les deux organisations constituant, d'après leurs dires, "une menace pour la société toute entière, éclipsant nombre de disputes et de désaccords politiques" !

Pour illustrer notre propos, disons quelques mots de nos relations avec le Parti Communiste du Pérou, connu sous le nom de Sendero Luminoso (Sentier Lumineux). Au début des années quatre-vingt, nous entretenions des relations avec la plupart des partis péruviens qui se réclamaient du marxisme-léninisme. Nos connaissances très limitées de la réalité péruvienne ne nous permettaient pas de juger les différentes lignes politiques développées. Nous voulions améliorer notre connaissance de tous les partis. A ce moment, le PCP a rompu les relations avec notre parti, en invoquant le maintien de nos liens avec des partis révisionnistes et traîtres. Pendant les dix années qui suivirent, nous avons eu des contacts avec les partis et organisations marxistes-léninistes qui s'opposaient à la lutte armée, déclenchée par le PCC. Nous avons repris leurs analyses. Un jour, fin des années quatre-vingt, des camarades se sont rendus au Pérou pour faire une enquête dans les régions contrôlées par le Sentier Lumineux. Leur conclusion était que le PCC faisait un travail politique en profondeur auprès des masses, que les paysans soutenaient la révolution et qu'ils craignaient surtout la terreur de l'armée. Entre-temps, certains partis de gauche avec lesquels nous avons des contacts sont entrés dans le premier gouvernement Fujimori. Cette expérience nous a confirmé dans notre politique de maintenir des contacts avec tous les partis se réclamant du marxisme-léninisme et d'étudier leur ligne et leur pratique sur une longue période.